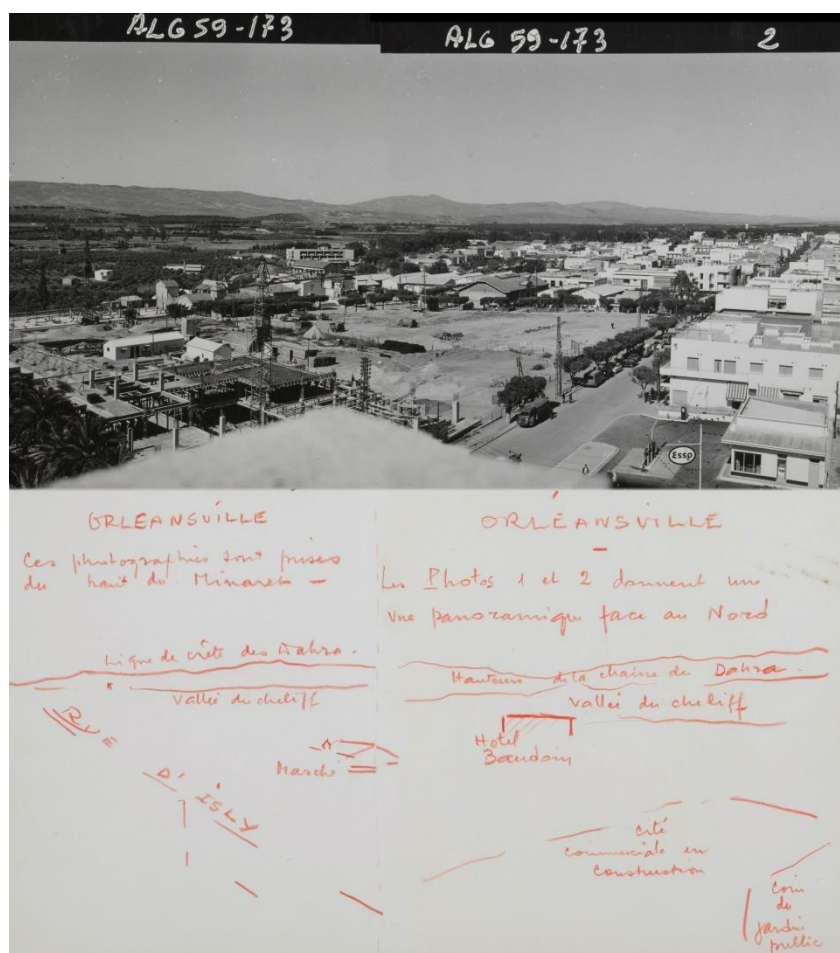


La guerre d'Algérie (1954-1962) vue du Loiret



Guide d'orientation dans les sources d'archives

Version à jour en septembre 2023

« Aujourd'hui, en France, plus de sept millions de résidents sont toujours concernés par l'Algérie, ou plutôt, pour être totalement exact, par la mémoire de l'Algérie. Hautement problématique, celle-ci fait l'objet d'une concurrence de plus en plus grande. Pour les grands groupes porteurs de cette mémoire, comme les soldats, les pieds-noirs, les harkis ou les immigrés algériens en France, l'enjeu quelquefois n'est pas de comprendre ce qui s'est passé, mais *d'avoir eu raison dans le passé*. La mémoire n'est pas seulement connaissance ou souvenir subjectif de ce qui a eu lieu, surgissement du passé dans le présent, elle se développe comme porteuse d'affirmation identitaire et de revendication de reconnaissance.

Et l'on voit bien alors comment, si la mémoire divise, « l'Histoire peut rassembler », selon la belle formule de l'historien Pierre Nora ».

Benjamin STORA,
Rapport sur *Les Questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie.*,
janvier 2021, page 7

Illustration de la page de titre : Vue d'Orléansville en 1959, aujourd'hui Chlef (Arch. dép. du Loiret (179 W 35404a)

Introduction

L'année 2022 marque le 60^e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, conflit qui a laissé des traces dans une génération entière de combattants, appelés, rappelés ou harkis, mais également de civils déplacés malgré eux, tous plongés au cœur d'une guerre qui pendant longtemps a tu son nom.

En parallèle des manifestations mémorielles, il paraît utile de mettre en lumière les sources conservées aux Archives départementales du Loiret, afin d'offrir une première orientation aux usagers désireux de se pencher sur le conflit de décolonisation ou de retracer des parcours individuels.

Le guide s'intéresse donc à la guerre d'Algérie et à ses répercussions dans le Loiret à travers plusieurs prismes : l'état d'esprit de la population loirétaine ; les appelés en Algérie ; les Algériens dans le Loiret ; la manière dont les antagonismes ont été exportés sur le territoire loirétain ; les rapatriés ; la lutte des anciens combattants pour la reconnaissance de leur statut ; le sort particulier des Harkis.

Délimitation du sujet

Le projet d'un guide des sources s'est immédiatement heurté à des questions de définition du sujet. Les rapports entre l'Algérie et le Loiret ne se laissent pas réduire à la période du conflit ; ils existent bien avant lui et continueront ensuite, et ils sont de nature variée : installation de colons, relations commerciales, venue dans le Loiret de travailleurs algériens qualifiés d'immigrés après l'indépendance.

Il a donc fallu se résoudre à ne retenir que la période du conflit au sens strict, commençant au début de l'insurrection (« la Toussaint rouge ») en novembre 1954 et se poursuivant jusqu'aux accords d'Evian en mars 1962, puis les conséquences du conflit, c'est-à-dire le rapatriement des Français et des « supplétifs » de l'armée française.

Réalisation du guide

L'état des sources a été établi à partir des inventaires existants pour près d'une centaine de versements d'archives provenant d'une quarantaine d'administrations d'Etat peu ou prou concernées par le sujet. Sont par ailleurs représentées les communes et les organisations privées, pour autant que leurs fonds d'archives aient été remis aux Archives départementales. Les sources textuelles sont complétées par un ensemble de documents à caractère illustratif et par une bibliographie sélective.

Précisions importantes :

- Le guide ne prétend pas bien sûr à l'exhaustivité : seuls les fonds d'archives dotés d'un inventaire suffisamment détaillé ont pu être examinés.
- Le but recherché n'est pas de signaler l'intégralité des documents de la période considérée, mais uniquement ceux en lien direct avec le sujet.

Un chercheur consciencieux ne se contentera donc pas de la sélection faite mais ira également explorer d'autres typologies documentaires, non mentionnées dans le présent état des sources, telles les délibérations des collectivités communales ou départementales, les listes de recensement de la population, les dossiers généraux relatifs au contrôle des étrangers et aux flux migratoires, les journaux locaux, qui sont autant de pistes de recherche complémentaires pour comprendre le climat politique ou encore l'immigration algérienne dans le Loiret.

On notera que parmi les dossiers de l'Office national des Anciens Combattants, seuls ceux directement relatifs aux combattants de la guerre d'Algérie et aux rapatriés ont été relevés : la recherche pourra donc être élargie à des dossiers plus généraux, en particulier à ceux de la commission d'action sociale.

Mode de classement

Pour chaque référence, les informations suivantes sont données : la référence (ou cote) du document, l'analyse des documents telle qu'elle se présente dans les inventaires, les dates, l'administration productrice.

Les notices descriptives sont regroupées en trois parties distinctes selon le type de producteur : administration d'Etat et Département / collectivité communale / organisme privé. Les documents iconographiques ont été placés dans une quatrième partie.

Pour faciliter la présentation de l'abondante masse des archives administratives, elles ont été elles-mêmes subdivisées en trois thématiques déclinées en sous-thèmes.

Thématique 1 – Etat d'esprit de la population, surveillance, maintien de l'ordre

- Les fonds du cabinet du préfet, lequel concentre l'information émanant tant des instances ministérielles que des services de police locaux, sont les plus intéressants pour apprécier le contexte loirétain tout en fournissant des éléments de contexte général. On en trouve un pendant dans les fonds des sous-préfectures.
- L'état d'esprit de la population se lit en particulier à travers les résultats des différentes opérations électorales, mais surtout des documents de propagande qui traduisent les thèmes de campagne.
- Les fonds des Renseignements généraux ou des services de police apportent des éléments pour analyser le « climat social ». Les documents témoignent des différentes actions et manifestations qui ont eu lieu en accompagnement ou en réaction aux événements nationaux.
- A cela viennent s'ajouter les mesures prises en matière de renseignement et de surveillance policière, avec pour cible les groupes et les individus effectivement ou potentiellement activistes : associations, mouvements « Algérie française » ou nationalistes algériens, mais aussi travailleurs et ressortissants algériens, ainsi que les hébergements collectifs de Nord-Africains. Quelques documents illustrent le contrôle des mouvements des déplacements entre les deux rives de la Méditerranée à compter de 1956. Ils montrent enfin le système de contrôle de l'information.
- La répression judiciaire est abordée au travers des affaires traitées tant par les tribunaux que par les services de police judiciaire. Elle mêle les atteintes à la sûreté de l'Etat à la répression du banditisme.

Thématique 2 – Les combattants impliqués dans les interventions militaires

- Les registres matricules du recrutement militaire ne sont pas encore versés pour cette période. Des éléments peuvent cependant être trouvés dans d'autres fonds, qui fournissent quelques informations sur l'envoi de fonctionnaires en Algérie, qu'il s'agisse d'appelés sous les drapeaux ou de forces de l'ordre en mission (compagnie républicaine de sécurité, police). Ils sont à compléter par les documents de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales sur les aides en faveur des soldats.
- Les fonds de la préfecture et de l'Office national des Anciens combattants permettent de traiter du sort des militaires tués et des anciens combattants : associations, mesures sociales, commémorations officielles sont les sujets exploitables. Ils peuvent être complétés par les fonds des Renseignements généraux pour la surveillance des activités associatives.

Thématique 3 – Les rapatriés

- La situation des rapatriés, tant d'origine européenne (appelés Pieds-noirs) que harkis, fait l'objet de nombreuses statistiques, études, synthèses, mais aussi de mesures de surveillance.
- Les demandes d'indemnisation, de secours d'urgence ou de prêt formulées par les rapatriés sont étudiées par les commissions départementales ou régionales créées après la loi du 26 décembre 1961.
- Des dispositions spécifiques sont adoptées pour les Harkis, en matière de bourses scolaires, d'aide à la recherche d'emploi et de formation professionnelle, ou encore, à partir de 1994, d'aide à l'accession à la propriété ou à l'amélioration de l'habitat.
- Outre la mise à disposition de logements existants, plusieurs programmes immobiliers sont destinés aux rapatriés. Demeure surtout le souvenir de la cité de l'Herveline à Semoy, occupée de novembre 1963 jusqu'en 1978 : une centaine de bâtiments préfabriqués gérés par la Sonacotral (*Société Nationale de Construction de logements pour les Travailleurs Algériens*). Originalité de la cité : les familles de harkis voisinent avec des rapatriés « Pieds Noirs » et des immigrés portugais et espagnols. La cité des Groues, cité de relogement d'urgence pour les sinistrés de la Seconde Guerre mondiale, accueille également des rapatriés.

Conditions d'accès

De nombreux documents touchant à la Guerre d'Algérie sont communicables après **un délai de 50 ans**, protégeant la vie privée des individus, la sécurité publique et la sûreté de l'État. Ce délai est désormais échu pour la quasi-totalité des documents concernés, hormis les dossiers les plus récents touchant aux diverses mesures financières en faveur des rapatriés.

Par ailleurs, l'arrêté du 25 août 2023 portant ouverture d'archives relatives à la guerre d'Algérie rend **librement communicables** les dossiers jusqu'alors soumis au délai de communicabilité fixé à 75 ans par l'article L. 213-2 du code du patrimoine.

Sont désormais librement communicables, c'est-à-dire consultables et reproductibles sous réserve de leur état matériel, **les documents judiciaires (dossiers enquêtes réalisées par les services de la police judiciaire et dossiers individuels des affaires portées devant les juridictions, exécution des décisions de justice)** « produits dans le cadre d'affaires relatives à des faits commis en relation avec la guerre d'Algérie entre le 1^{er} novembre 1954 et le 31 décembre 1966 ».

Seuls les documents dont la communication est de nature à porter atteinte à la sécurité de personnes nommément désignées ou facilement identifiables impliquées dans des activités de renseignement, ou dont la communication porte atteinte à l'intimité de la vie sexuelle des personnes, demeurent soumis à un **délai de 100 ans** (ou de vingt-cinq ans à compter de la date du décès de l'intéressé, si ce délai est plus bref), en application du code du patrimoine (article L213-2).

Dans la mesure où la communication ne porte pas atteinte aux intérêts protégés par la loi, une demande d'accès aux documents par dérogation aux délais légaux pourra toutefois être demandée à titre individuel (article L213-3).

Avertissement : les dossiers du SRPJ, les décisions judiciaires et les dossiers de procédure judiciaire relatifs à la Guerre d'Algérie sont rarement identifiés comme tels dans les instruments de recherche. Ils sont rangés (le plus souvent selon un classement numérique ou chronologique) avec les autres dossiers non encore librement communicables (soumis à un délai de 75 ans ou 100 ans si des mineurs sont concernés). Le chercheur ne peut donc avoir un accès direct aux dossiers en salle de lecture, puisque une vérification de leur objet devra être effectuée au préalable.

Table des administrations et des versements référencés

Anciens combattants

Sous-direction interdépartementale des anciens combattants et des victimes de guerre d'Orléans	1154 W
Office national des Anciens Combattants (ONAC) - délégation du Loiret	1382 W

Intérieur

Préfecture de la région Centre - Mission régionale	163 W, 279 W
Préfecture de région Centre et Préfecture du Loiret - Cabinet du Préfet et bureau du cabinet	109 W, 122 W, 138 W, 179 W, 219 W, 295 W, 1019 W, 1088 W, 1227 W
Préfecture de région Centre et Préfecture du Loiret – Secrétariat général	257 W, 1017 W, 1092 W
Préfecture du Loiret - Direction de l'administration générale, 1 ^{re} direction // 1 ^{re} division (affaires générales // administration générale et réglementation) - 1 ^{er} bureau (administration générale // et élections)	3 W, 119 W, 129 W, 141 W, 221 W, 241 W, 1005 W, 1075 W, 1139 W
Préfecture du Loiret - Direction de la réglementation et des libertés publiques (DRLP) - 1 ^{er} bureau (élections et réglementation générale)	1292 W
Préfecture du Loiret - 1 ^{re} direction (direction des actions de l'Etat) - 1 ^{er} bureau (bureau de l'animation administrative).	1114 W
Préfecture du Loiret - 1 ^{re} direction // 1 ^{re} division (affaires générales) - 2 ^e bureau (police générale – bureau des étrangers)	2 W, 22 W, 76 W
Préfecture du Loiret - 1 ^{re} direction (administration générale et réglementation) - 2 ^e bureau (réglementations et environnement).	1080 W
Préfecture du Loiret - 1 ^{re} direction (administration générale et réglementation) - 4 ^e bureau (état civil et étrangers)	1076 W, 83 W
Préfecture du Loiret - 2 ^e direction (finances, administration départementale et collectivités locales) - 1 ^{er} bureau (finances de l'État, finances et administration départementales)	136 W, 147 W, 174 W, 196 W.
Préfecture du Loiret - 2 ^e division (affaires financières, communales et de l'aide sociale) - 1 ^{er} bureau (affaires financières / finances départementales et de l'État)	125 W, 287 W, 1011 W
Préfecture du Loiret - 2 ^e direction (affaires financières, communales et scolaires) - 1 ^{er} bureau (affaires financières / finances de l'Etat).	1072 W, 1759 W
Préfecture du Loiret - 2 ^e direction (affaires financières, communales et scolaires) - 2 ^e bureau (affaires communales).	205 W, 266 W, 1012 W

Préfecture du Loiret - 2 ^e direction (finances, administration départementale et collectivités locales) - 2 ^e bureau (finances, administration et contrôle des communes et de leurs établissements).	124 W, 180 W
Préfecture du Loiret - 2 ^e direction (affaires financières, communales et scolaires) - 3 ^e bureau (affaires scolaires et culturelles)	1068 W
Préfecture du Loiret - 3 ^e division (travaux publics, affaires économiques, travail et habitat) - 1 ^{er} bureau (électrification, voirie, enseignement technique, adduction d'eau)	133 W
Préfecture du Loiret - Service de la coordination et de l'action économique	1048 W, 258 W
Préfecture du Loiret - Service du développement économique et des investissements, 3 ^e section (réglementation économique)	134 W
Préfecture du Loiret - Service de la coordination et de l'action économique puis direction des actions de l'État	1074 W
Préfecture du Loiret - Service interministériel de défense et de protection civile	1256 W
Sous-préfecture de Montargis	143 W, 223 W, 292 W, 1126 W
Sous-préfecture de Pithiviers	168 W, 1073 W, 1235 W

Justice

Cour d'appel d'Orléans	1175 W, 1600 W
Tribunal de grande instance d'Orléans	232 W, 1194 W, 3U 121979-122075, 1299 W
Tribunal d'instance d'Orléans	1357 W
Tribunal de première instance puis tribunal de grande instance de Montargis	1082 W
Tribunal administratif d'Orléans	1044 W
Maison d'arrêt d'Orléans	253 W

Police

Service régional de la Police judiciaire (SRPJ), Orléans	283 W, 1223 W
Direction départementale de la Sécurité publique - Direction des services de police du Loiret	1289 W
Direction départementale de la Sécurité publique - Commissariat central de police d'Orléans	1039 W
Direction régionale des Renseignements généraux	1453 W
Compagnie républicaine de sécurité n°51	121 W, 249 W

--	--

Assistance sociale

Direction régionale de la sécurité sociale	267 W, 297 W
Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales (DDASS)	194 W, 1243 W
Caisse d'allocations familiales	1713 W

Aménagement du territoire

Direction régionale des eaux et forêts	199 W
Direction départementale de l'équipement	1242 W, 290 W
Direction départementale de l'équipement, service des permis de construire	271 W

Enseignement

Rectorat	145 W
Inspection académique	197 W, 289 W

Finances

Trésorerie générale	167 W
Direction départementale des services fiscaux	1104 W

Autres

Direction régionale du travail	280 W
Direction départementale de la Poste	1348 W
Conseil général	1341 W, 1064 W

Chronologie sélective

1954	10 octobre : création du Front de Libération nationale (FLN) et de son bras armé l'Armée de Libération nationale (ALN). 31 octobre-1^{er} novembre : "Toussaint Rouge", le FLN déclenche la lutte armée en commettant 70 attentats : début de l'insurrection. 5 novembre : dissolution du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), parti nationaliste fondé en 1946. Fin novembre - début décembre : premières grandes opérations de l'armée française dans l'Aurès. Décembre : création du Mouvement Nationaliste Algérien (MNA) par Messali Hadj.
1955	22 janvier : Jacques Soustelle remplace Roger Léonard comme gouverneur général de l'Algérie. 5 février 1955 : Pierre Mendès France, président du Conseil, propose un plan de réformes en Algérie, mais est mis en minorité et démissionne. 3 avril : promulgation de la loi sur l'état d'urgence dans une partie de l'Algérie (Kabylie-Aurès-Tébessa). 20-21 août : massacres de Philippeville et d'El-Halia ; soulèvement du Nord-Constantinois. Des représailles sont lancées par l'armée et des civils armés. 22 octobre : décret relatif à la création obligatoire d'une carte nationale d'identité pour se rendre en Algérie. Novembre : généralisation des sections administratives spécialisées (SAS), pour servir d'assistance envers les populations rurales musulmanes afin de les gagner à la cause de la France, et de fournir des renseignements militaire en vue de la pacification. Leur pendant étaient les sections administratives urbaines (SAU).
1956	6 février : « journées des tomates », Guy Mollet président du Conseil est conspué par la foule à Alger. 12 mars : vote des pouvoirs spéciaux de l'armée en Algérie. avril-juin : manifestations des rappelés contre leur départ en Algérie. 10 août : contre-terreur : attentat de la rue de Thèbes dans la Casbah. 20 août : congrès de la Soummam, où le F.L.N. définit sa stratégie. Création du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA) et du Comité de coordination et d'exécution (CCE).
1957	7 janvier : Robert Lacoste confie au général Massu les pouvoirs de police dans la zone d'Alger. Janvier à octobre : "bataille d'Alger", la division parachutiste du général Massu ratisse le cœur de la ville pour combattre le FLN. Juin : arrestation à Alger et disparition de Maurice Audin, membre du Parti Communiste Algérien.

1958	13 mai : insurrection des généraux, création d'un Comité de salut public à Alger par le général Massu et le général Salan. 1^{er} juin : investiture du général De Gaulle comme président du Conseil, avec pouvoirs spéciaux. 4 – 7 juin : De Gaulle se rend en Algérie, où il déclare "Je vous ai compris". 19 septembre : formation, au Caire, du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), dirigé par Ferhat Abbas, bras politique du FLN. 3 octobre : discours de Constantine, de Gaulle propose un plan de rénovation pour la mise en valeur sociale et économique de l'Algérie. 4 octobre : naissance de la V^e République.
1959	16 septembre : De Gaulle reconnaît le "droit des Algériens à l'auto-détermination".
1960	24 janvier au 1^{er} février : « semaine des barricades » à Alger. 24 février : découverte du réseau Jeanson, constitué par des Français, afin de soutenir dans la métropole l'action des militants du FLN. 25-29 juin : échec des pourparlers de paix à Melun. 9-13 décembre : voyage de De Gaulle en Algérie, manifestations d'Européens en Algérie et première manifestation à Alger à l'initiative du FLN.
1961	8 janvier : les Français se prononcent par référendum pour le droit à l'autodétermination du peuple algérien. Fin janvier : création de l'Organisation armée secrète (OAS) 22 avril : putsch des généraux Challe, Salan, Jouhaud et Zeller - échec le 26 avril. 24 août : création du secrétariat d'Etat aux rapatriés confié à Robert Boulin. 6 octobre : instauration d'un couvre-feu à Paris et en région parisienne pour les seuls« Français musulmans d'Algérie ». 17 octobre : manifestations pacifiques dans les rues de Paris. Répression brutale : des dizaines de morts, des centaines de blessés et plus de 10 000 arrestations. Automne : arrivée à Alger des brigades spéciales anti-OAS, les "barbouzes". 19 décembre : la CGT, la CFDT, l'UNEF, le PSU et le PCF organisent en France des manifestations en faveur de la paix en Algérie et contre l'OAS. 26 décembre : loi n° 61-1439 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer.

1962

Janvier : attentats à Alger et en métropole commis par l'OAS et les anti-OAS.

8 février : manifestation, à l'appel des syndicats et de partis politiques, contre les exactions de l'OAS et pour la paix en Algérie. Violente réaction policière: 8 morts et plus de cent blessés au métro Charonne.

7 mars : ouverture des négociations d'Evian.

9 mars : attentat à la voiture piégée à Issy-lès-Moulineaux où devait se tenir le congrès du Mouvement de la Paix.

10 mars : décret n°62-261 relatif aux mesures prises pour l'accueil et le reclassement professionnel et social des bénéficiaires de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961.

18 mars : signature des accords d'Evian.

23-25 mars : l'OAS déclenche la bataille de Bab-el-Oued.

26 mars : à Alger, les troupes françaises ouvrent le feu sur une foule d'Européens qui manifestent contre les accords d'Evian : 46 morts et 200 blessés (fusillade de la rue d'Isly).

8 avril : référendum en métropole : 90,7% des voix approuvent les accords d'Evian.

15 avril : installation de la Force locale, force mixte de maintien de l'ordre composée de « Musulmans » du contingent (majoritaires) et d'Européens.

1^{er} juillet : référendum d'autodétermination en Algérie. L'indépendance est approuvée par 99,72% des voix.

3 juillet : reconnaissance par la France de l'indépendance de l'Algérie.

5 juillet : proclamation de l'indépendance nationale.

22 août : des membres de l'OAS, dirigés par le lieutenant-colonel Bastien-Thiry tente d'assassiner le général de Gaulle à Clamart.

Été 1962 : Enlèvements, assassinats d'Européens civils (adultes et enfants) et militaires, massacre des Harkis.

Sommaire

Première partie : Archives d'intérêt départemental, d'origine publique

1. Surveillance et maintien de l'ordre

- 1.1. Surveillance des événements politiques
- 1.2. Référendums et élections
- 1.3. Surveillance des mouvements et des individus
 - Associations et partis politiques
 - Ressortissants algériens
 - Mouvements activistes
 - Contrôle des déplacements
- 1.4. Répression

2. Intervention militaire

- 2.1. Envoi de combattants
- 2.2. Anciens combattants et victimes de guerre
 - Statut d'ancien combattant et aides
 - Associations
- 2.3. Commémorations

3. Rapatriés

- 3.1. Organisation des services administratifs
- 3.2. Réglementation
- 3.3. Suivi et surveillance
 - Associations
- 3.4. Mesures sociales et financières
 - Indemnisations, secours, prêts et subventions
 - Logement (recensement, attribution, réquisition et construction)
 - Reclassement professionnel
 - Aides diverses
 - Financement des mesures
- 3.5. Reclassement des fonctionnaires
- 3.6. Harkis, moghaznis, « supplétifs » : mesures spécifiques
 - Services dédiés
 - Mesures sociales (aide sociale, reclassement, logement, emploi, scolarisation)

Deuxième partie : Archives d'intérêt communal, d'origine publique

Troisième partie : Archives personnelles, familiales et associatives

Quatrième partie : Documents iconographiques

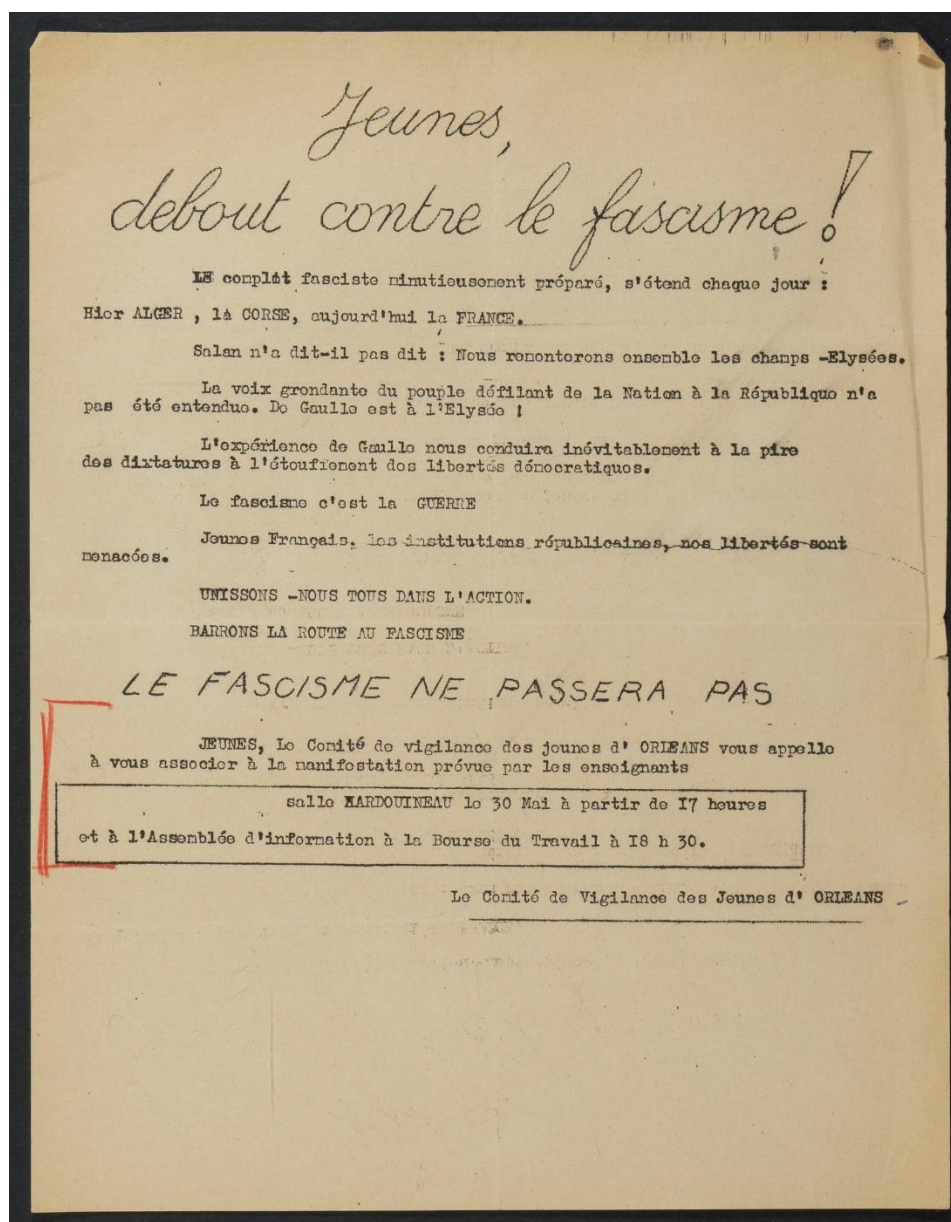
- Photographies
- Affiches

Cinquième partie : Bibliographie, sitographie

Première partie : Archives d'intérêt départemental, d'origine publique

1. Surveillance et maintien de l'ordre

1.1. Surveillance des événements politiques



Tract du Comité de vigilance des jeunes d'Orléans (mai 1958)
Arch. dép. du Loiret 219 W 47976b

BH BR/17029	Ministère de l'Algérie, cabinet du Ministre, <i>Aspects véritables de la rébellion algérienne</i> . - Société anonyme de l'imprimerie générale, 1954. - 159 pages. 1954
109 W 20700- 20728, 122 W 21767- 21768	Rapports quotidiens adressés au Préfet du Loiret. 109 W 20719 - 1954. 109 W 20720 - 1955. 109 W 20721 - 1956. 109 W 20722 - 1957. 109 W 20723 - 1958. 109 W 20724 - 1959. 109 W 20725 - 1960. 109 W 20726 - 1961. 109 W 20727 - 1962. 109 W 20728 - 1963. Rapports mensuels et de quinzaine des Renseignements généraux, des Sous-Préfets au Préfet et de celui-ci au ministère de l'Intérieur. 122 W 21767 - Janvier-juin 1956. 122 W 21768 - Juillet-décembre 1956. Rapports mensuels d'information adressés au ministère de l'Intérieur. 109 W 20700 - Janvier-juin 1955. 109 W 20701 - Juillet-décembre 1955. 109 W 20702 - Janvier-avril 1957. 109 W 20703 - Mai-juillet 1957. 109 W 20704 - Janvier-octobre 1958. 1954-1963 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
168 W 29647	Rapports du sous-préfet, de la gendarmerie et du commissaire de police sur les événements locaux. Contient en particulier des tracts de l'OAS, du général Salan. 1945-1962 Sous-Préfecture de Pithiviers
143 W 26239- 26240, 223 W 50658- 50662	Police de surveillance et de sûreté. 143 W 26239 – 1956-1957. Concerne entre autres : événements d'Afrique du Nord (1956), grève des travailleurs algériens (janvier-février 1957). 143 W 26240 – 1958-1960. Concerne entre autres : événements de mai 1958, systèmes des affaires nord-africaines (1958-1959). 223 W 50658 - 1960. 223 W 50659 - 1961. 223 W 50660 - 1962. 223 W 50661 - 1963. 223 W 50662 - 1964. 1956-1964 Sous-Préfecture de Montargis

179 W 35373a	Renseignements généraux. - Rapports et informations principalement d'ordre politique (1952-1962). "Prévisions hebdomadaires" des manifestations et réunions à caractère politique (1952-1963). 1952-1963 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
219 W 47976b	Événements de mai 1958. - Circulaires ministérielles, arrêtés préfectoraux, procès-verbaux, affiches, tracts, coupures de presse, correspondance. Concerne la saisie de journaux et publications reproduisant le texte de l'ordre du jour adressé aux troupes par le général Ely, les rapports des sous-préfets, les rapports des services de police et de gendarmerie, l'état d'urgence. 1955-1958 Préfecture, cabinet du préfet
1039 W 76700a	Affaires politiques du 13 mai 1958, prise de pouvoir du général Massu en Algérie : correspondance, coupures de presse. 1958 Commissariat central de police d'Orléans
109 W 20653	Semaine nationale de solidarité en faveur de l'enfance algérienne. - Campagne de solidarité : télégrammes, instructions, rapports. Dont rapport sur l'opinion à l'égard de l'opération. 1956-1957 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
179 W 35404a	Jumelage département-arrondissement d'Orléansville, dont documentation sur Orléansville (avec photographies, 1959), voyages à Orléansville (1960), hébergement d'enfants musulmans dans les colonies de vacances du département (1960-1962), séjour de la délégation d'Orléansville dans le Loiret (1961). 1959-1962 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1289 W 11	Recensement électoral des Algériens en vue du scrutin d'autodétermination du 1^{er} juillet 1962 : correspondance (13 juin 1962). 1962 Direction des services de police du Loiret
295 W 68331a	Affaires algériennes. - Dossiers d'affaires dont référendum d'autodétermination en Algérie de 1962, élections du président de la République algérienne de septembre 1963, à l'assemblée législative algérienne de septembre 1964. 1962-1964 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1019 W 77939c	Correspondance administrative concernant les autorités locales d'Afrique du Nord dont celles d'Algérie après 1962. 1956-1964 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1341 W 1	Presse locale, dépouillement. - Dont Algérie, guerre (1956-1962). XXe siècle Conseil général, direction de la documentation

1.2. Référendums et élections¹

I	COMMUNES	Inscrits	Votants	Suffrages exprimés	OUI	NON	Blancs ou Nuls
	CANTON D'ORLÈANS						
		R E C A P I T U L A T I O N					
	Arrondissement d'ORLÈANS	128 488	100 797	94 955	86 681	8 244	5 832
	Arrondissement de MONTARGIS.....	70 840	52 596	49 355	44 423	4 932	3 241
	Arrondissement de PITHIVIERS.....	38 641	28 442	22 256	20 062	2 194	1 216
	TOTAL	228 969	176 855	166 566	151 166	15 100	10 289
		228 999					

Récapitulatif des résultats par arrondissement au référendum sur les accords d'Evaan du 8 avril 1962
Arch. dép. du Loiret 119 W 21251

119 W 21243- 21247	Référendum sur l'autodétermination de l'Algérie du 8 janvier 1961. 119 W 21243-21246 - Procès-verbaux. 119 W 21243-21244 - Arrondissement d'Orléans. 119 W 21243 - Orléans-Ville (sections Est, Nord-Est), cantons Orléans (section Nord-Est), Artenay, Beaugency. 119 W 21244 - Cantons Châteauneuf-sur-Loire, Cléry-Saint-André, Jargeau, La Ferté-Saint-Aubin, Meung-sur-Loire, Neuville-aux-Bois. 119 W 21245 - Arrondissement de Montargis. - Montargis-Ville, cantons de Bellegarde, Briare, Châteaurenard, Châtillon-Coligny, Châtillon-sur-Loire, Lorris. 119 W 21246 - Arrondissement de Pithiviers. - Cantons de Pithiviers, Beaune-la-Rolande, Malesherbes, Outarville, Puiseaux. 119 W 21247 - Résultats : listes.
	1961 Préfecture, 1^{re} division, 1^{er} bureau

¹¹ Elections législatives du 2 janvier 1956, élections législatives des 23 et 30 novembre 1958, référendum constitutionnel du 28 septembre 1958, élection présidentielle du 21 décembre 1958, référendum du 28 octobre 1962, élections législatives des 18 et 25 novembre 1962.

119 W 21248- 21255	Référendum sur les accords d'Evian du 8 avril 1962. 119 W 21248-21251 - Opérations. 119 W 21248-21249 - Arrondissement d'Orléans. 119 W 21248 - Orléans-ville (sections Est, Ouest, Nord-Est, Nord-Ouest, Sud). 119 W 21249 - Cantons d'Artenay, Beaugency, Châteauneuf-sur-Loire. 119 W 21250 - Arrondissement de Montargis : cantons de Bellegarde, Briare. Arrondissement de Pithiviers : canton de Beaune-la-Rolande 119 W 21251 - Résultats. 119 W 21252-21255 - Procès-verbaux des résultats. 119 W 21252 - Arrondissement d'Orléans. - Orléans-Ville, cantons d'Orléans Nord-Est, Orléans Nord-Ouest, Orléans Sud, Neuville-aux-Bois. 119 W 21253-21254 - Arrondissement de Montargis. 119 W 21253 - Cantons de Montargis, Bellegarde, Briare, Châteaurenard. 119 W 21254 - Cantons de Châtillon-Coligny, Châtillon-sur-Loire, Courtenay, Ferrières-en-Gâtinais, Gien, Lorris. 119 W 21255 - Arrondissement de Pithiviers. - Cantons de Pithiviers, Beaune-la-Rolande, Malesherbes, Outarville, Puiseaux. 1962 Préfecture, 1^{re} division, 1^{er} bureau
1073 W 82885	Référendums des 28 septembre 1958, 8 janvier 1961, 8 avril 1962, 28 octobre 1962, 27 avril 1969, 23 avril 1972 : instructions, propagande, résultats de l'arrondissement, rapports et prévisions du sous-préfet. 1958-1972 Sous-Préfecture de Pithiviers
292 W 67436a	Référendums du 8 janvier 1961, 8 avril et 28 octobre 1962 : instructions ministérielles et préfectorales, propagande électorale, résultats pour l'arrondissement (avec coupures de presse, affiches et tracts). 1961-1962 Sous-Préfecture de Montargis

1.3. Surveillance des mouvements et des individus

179 W 35380	Instructions diverses (avec affiches, tracts ; 1956-1960) dont instructions relatives aux autorisations de voyages pour l'Algérie (1958-1960), à la protection des élus et fonctionnaires algériens (1957-1960), à l'assignation de résidence des Algériens (1957-1962). 1956-1962 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
219 W 47973a	Délits et faits divers : circulaires, arrêtés préfectoraux, procès-verbaux, correspondance (avec coupures de presse). Dont : activité de l'association de parents de militaires servant en Afrique du Nord, contrôle des trains à l'occasion de déplacements du général de Gaulle. 1957-1969 Préfecture, cabinet du préfet

Associations et partis politiques

1453 W 783	Surveillance des mouvements et partis politiques. - Regroupement national ou comité du Loiret pour le maintien de l'Algérie et du Sahara dans la République française. 1960-1962 Direction régionale des Renseignements généraux
1453 W 928	Surveillance des mouvements pacifistes, antimilitaristes, non-violents. - Mouvement de la Paix, activité en région Centre et dans le département du Loiret (dont actions pour la paix en Algérie et au Vietnam). 1961-1992 Direction régionale des Renseignements généraux
1039 W 76714a	Organisations relatives aux événements d'Algérie : comité orléanais pour la paix et la négociation en Algérie (1956-1961) ; union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française (1956-1957) ; comité du Loiret pour le maintien de l'Algérie et du Sahara dans la République française (1960-1961). 1956-1961 Commissariat central de police d'Orléans
1019 W 77941, 77944	Associations. - Statuts, rapports d'activités, rapports des Renseignements généraux, correspondance, télégrammes, tracts, coupures de presse. 1019 W 77941 - Dont : Solidarité et union française pour le reclassement des originaires d'Afrique du Nord (1964) ; Comité pour le maintien de l'Algérie et du Sahara dans la République Française (1961) ; Amicale des Algériens (1964). 1019 W 77944 - Dont : Union nationale des combattants d'Afrique du Nord (1958-1964) 1958-1964 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
221 W 50263, 50266-50268	Immatriculation des associations. – Dont : 221 W 50263 - Associations créées de 1953 à 1954 ; dont n° 3645, l'Entr'aide nord-africaine du Loiret (1954-1969). 221 W 50266 - Associations créées de 1956 à 1957 ; dont dossier n° 3876, comité de sauvegarde des intérêts de l'Algérie française (1956). 221 W 50267 - Associations créées de 1957 à 1958 ; dont dossier n° 4032, association départementale des parents de militaires appelés ou maintenus en Afrique du Nord à Orléans (1958-1959). 221 W 50268 - Associations créées de 1958 à 1959 ; dont dossier n° 4093, union nationale des combattants d'Afrique du Nord, section du Loiret à Lorris (1959). 1953-1959 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau

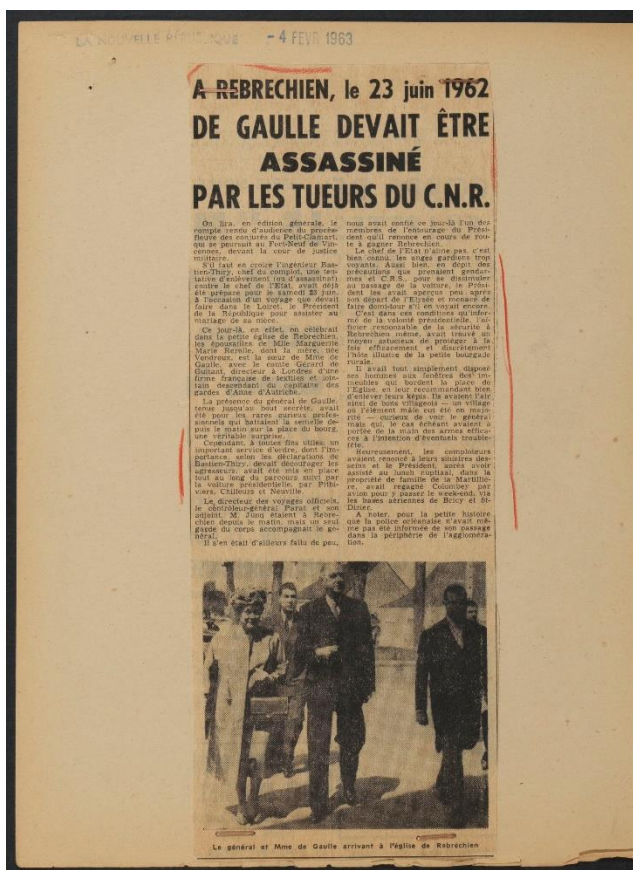
Ressortissants algériens

1453 W 950	Surveillance des ressortissants algériens. - Effectifs, circulation et conditions de séjour : instructions, notes, états statistiques pour les départements de la région Centre. 1955-1970 Direction régionale des Renseignements généraux
-------------------	---

1019 W 77938	Surveillance des étrangers. - Algériens. 1945-1969 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
168 W 29648	Instruction préfectorale concernant les ressortissants d'Algérie (14 février 1953). 1953 Sous-Préfecture de Pithiviers
1076 W 83844- 83845	Fiches individuelle d'étrangers. – Algériens. 1076 W 83844 - Patronymes, A-F. 1076 W 83845 - Patronymes, G-Z. 1927-1974 Préfecture, 1 ^{re} direction, 4 ^e bureau
1713 W 645	Aide financière. - Comité d'entraide nord-africaine du Loiret, aide octroyée en 1956. 1954-1956 Caisse d'allocations familiales du Loiret.
280 W 61611	Hébergement, création de centres de travailleurs nord-africains dont Châteauroux en 1958 : correspondance (1957-1958). Situation de la main d'œuvre nord-africaine en Seine-et-Marne (1958). Relevé des établissements de l'Indre employant de la main d'œuvre nord-africaine en janvier 1958. Effectifs trimestriels des travailleurs nord-africains par département (1958-1960). 1957-1960 Direction régionale du travail
1289 W 7	Centres d'accueil nord-africains d'Orléans. - Contrôle et perquisitions : rapport du commissaire divisionnaire (22 janvier 1958). 1958 Direction des services de police du Loiret
1075 W 83654a	Associations. – Dont : Association pour l'hébergement des travailleurs nord-africains (1957, 1969, 1974). 1957-1974 Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
206 W 47176	Conseil d'administration de l'Association pour l'hébergement des travailleurs nord-africains : procès-verbaux, ordres du jour. 1957-1960 Direction départementale de la construction du Loiret
1256 W 72-73	Association pour l'hébergement des travailleurs nord-africains. 1256 W 72 - Organisation et fonctionnement : subventions, règlement, comptes rendus de réunions, statuts, notes, correspondance (1956-1974). Bâtiments et équipements : police d'assurance, correspondance (1957-1973). Matériel : liste, procès-verbaux de recensement de matériel, notes, correspondance (1956-1972). Personnels, salaires : dossiers individuels, déclarations, notes (1959-1973). Comptabilité : livres des dépenses et recettes (2 registres) (1957-1972). 1256 W 73 - Centre Saint-Charles à Orléans, gestion et fonctionnement : plans, coupures de presse, listes des Nord-Africains hébergés (1964-1970). Centre de l'île-de-Corse à Saint-Jean-le-Blanc, gestion et fonctionnement : règlement, plans, notes, correspondance (1957-1973) ; construction d'un foyer : plans, coupures de presse, notes, correspondance (1967-1972). 1956-1974 Préfecture, service interministériel de défense et de protection civile

124 W 21974	Fleury-les-Aubrais, hébergement d'ouvriers nord-africains : intervention du maire auprès d'un entrepreneur, en vue de faire disparaître les baraquements situés à proximité des écoles. 1959 Préfecture, 2 ^e direction, 2 ^e bureau
1289 W 8	Rapatriement des vagabonds originaires d'Algérie. - Instruction : circulaire du ministère de l'Intérieur, modèle de déclaration de vagabondage, correspondance. 1958 Direction des services de police du Loiret

Mouvements activistes



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SURETÉ NATIONALE
DIRECTION DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ORLÉANS

ORIGINE		EXPÉDITION		REFERENCE		CLASSIFICATION
DEPART	POSTE	NATURE	DATE	EXEMPLAIRES	REMARQUE	INDICATEUR
45	1		4-2-63	9		34

PIECES JOINTES: 2 Gr. 4 Sec.

OBJET: Le Procès des auteurs de l'attentat du Petit-Clamart.

CONFIDENTIEL

DESTINATAIRES:

NOM	LE PRÉFET	LE DIRECTEUR DES R.G.	SERIE TOURS	Archives
	X	XX	XX	XX

TIMBRE A L'ARRIVÉE

RÉSUMÉ

Un des accusés révèle qu'un attentat devait être tenté contre le Chef de l'Etat à REBRECHIE (Loiret) le 23 juin dernier.

ENREGISTREMENT

DIFFUSION

COTE D'EXPLOITATION

CLASSEMENT

OBSERVATIONS

Les émissions de la radio et de la T.V., la presse de ce jour ont relaté l'audition du 2 février courant, de BASTIEN-THIERY, l'un des principaux auteurs de l'attentat du Petit-Clamart, dirigé contre le G de l'Etat.

Au cours de sa déclaration, BASTIEN-THIERY expose que, parmi les tentatives qui ont précédé celle du Petit-Clamart, en figure une qui devait se perpétrer à REBRECHIE (Loiret), le 23 juin 1962, l'occasion du mariage d'une nièce du Général DE GAULLE, Mlle HEROLLE-VENDROUX avec le Comte Gérard de VOIRAUT. BASTIEN-THIERY déclare notamment, qu'accompagné de son ami De La TOCHAYE, il s'était rendu le même jour à ORLÉANS, chez un ami.

Il est à noter que, sur la liste des invités à ce mariage, communiquée par la famille de Mlle HEROLLE, figure le nom de "THIERY" sans autre indication et aussi le nom de l'actuel défendeur d'un des accusés: "LEMAIGNON" sans autre précision.

Le défenseur de BOUGRENET de la TOCHAYE, Me Yves LEAIGNON, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats

Rapport des Renseignements généraux et coupure de presse sur une tentative d'assassinat du Général de Gaulle à Rebréchien (4 février 1963)
Arch. dép. du Loiret 295 W 68330b

168 W 29645	Instructions, circulaires ministérielles et préfectorales (1951-1962) ; instructions relatives à la surveillance des Nord-Africains (1957-1960). Notifications de recherches (par les services nationaux) : activistes algériens, activistes de l'OAS, étrangers (1960-1961). Contient en particulier les instructions lors des événements de mai 1958 et avril 1961. 1951-1962 Sous-Préfecture de Pithiviers
----------------	---

1039 W 76707b	Français musulmans : circulaires ministérielles (1957-1958). Organisation Armée Secrète (OAS) : circulaires, arrêtés ministériels, notes, rapports, correspondance (avec tracts, photographies et brassard ; 1961-1966). 1957-1966 Commissariat central de police d'Orléans
179 W 35381	Rapports, "informations" de police concernant l'activité des mouvements nationalistes algériens (surtout FLN, avec tracts, 1953-1962). Arrestations, internements, assignations à résidences de nationalistes algériens : correspondance, rapports, articles de presse, dossiers individuels (dont : dossier d'assignation à résidence du Français Marcel B. pour "trafic d'armes au profit du FLN) (1959-1963) ; concerne aussi : les détenus de droit commun (1957-1962). Fermeture de débit de boisson (1961). 1953-1963 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
138 W 25971, 25974- 25975	Nationalisme algérien. 138 W 25971 – Sabotage de voies ferrées (1960-1961), dont soupçon d'attentat FLN. 138 W 25974 - Rapports du préfet au ministre de l'intérieur (tracts joint, 1961) ; rapport à l'IGAME (1958) ; rapports de police (1956-1961) ; perquisitions : ordres et procès-verbaux (1959-1960) ; assignations à résidence et incarcérations : jugements, arrêtés, rapports, correspondance, coupures de presse (1958-1960). 138 W 25975 - Transfert de cadres et militants FLN (1960-1961) ; dossiers individuels Balah Messaoud (1958-1960) et Regimbart (1961) ; prises de position de conseils municipaux et partis politiques, manifestations et grèves, campagne de presse (1960-1961). 1956-1961 Préfecture, cabinet du préfet
1289 W 5	Contrôle et surveillance des séparatistes nord-africains : correspondance (21 novembre 1957). 1957 Direction des services de police du Loiret
1289 W 4, 10	Front de libération nationale (FLN). 1289 W 10 - Complicité entre les docteurs et les étudiants en médecine musulmans : correspondance (8 avril 1961). 1289 W 4 - Cessez-le-feu, incidents constatés entre musulmans : instructions du ministère de l'Intérieur (30 avril, 9 mai 1962). 1961-1962 Direction des services de police du Loiret
179 W 35383, 1019 W 77940	Lutte contre l'activisme. 1019 W 77940 - Instructions générales, tracts, coupures de presse, répertoire photographique (1961-1969) ; notes, messages du commandant de groupes de subdivisions d'Orléans (1962-1963) ; renseignements sur les activistes (1961-1963) ; perquisitions aux domiciles d'activistes (1961-1963). 179 W 35383 - Surveillance et recherches, statistiques : états bimensuels des "affaires OAS" traitées dans le département (1962-1963) ; instructions, informations, comptes rendus : affaires diverses (1961-1963) ; affaires dites "manifestation activiste" du 8 mai 1961 à Orléans, explosion au siège du parti communiste le 1^{er} février 1962 à Orléans, explosion à

	la permanence UNR le 27 janvier 1962 (mai 1961-juillet 1962) ; perquisitions (mai 1961-janvier 1962) ; assignations à résidence (dont dossiers individuels, 1961-1962). 1961-1969 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
295 W 68330b	Incident politique. - Tentative d'assassinat du général de Gaulle lors du mariage de sa nièce à Rebréchien le 23 juin 1962. 1962 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
179 W 35379b, 35382	Tracts, affiches, inscriptions. 179 W 35379b - Instructions, comptes rendus des services de police (avec tracts, concerne surtout des tracts, des affiches et des inscriptions anti-américaines et favorables à "l'Algérie française") (1951-1961). 179 W 35382 - Comptes rendus des services de police, de gendarmerie, des sous-préfets, avec exemplaires des photographies des documents trouvés, rapports au ministère de l'Intérieur (1960-1963). Surtout tracts émanant de l'OAS ; contient aussi : tracts hostiles à l'OAS (communistes PSU etc...), coupures de presse. 1951-1963 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
223 W 50684c	Activité de l'organisation armée secrète (OAS) : tracts, coupures de presse, papillons. 1961-1962 Sous-Préfecture de Montargis
1039 W 76700b	Note de la Sûreté nationale sur la conduite à tenir par les services de police envers les personnes revenant d'Algérie, suspectées d'appartenance à l'OAS (27 juillet 1962). 1962 Commissariat central de police d'Orléans
179 W 35384	Manifestations et actions diverses hostiles à l'OAS. – Motions adressées par les conseils municipaux, les organisations politiques, syndicales et groupements divers (avril 1961 (putsch militaire à Alger), septembre 1961 (attentat contre le Général de Gaulle), mars 1962). Enquêtes d'opinion à la suite de la condamnation de l'ancien général Salan (avec coupures de presse, mai-juin 1962). Manifestions (contient en particulier : manifestations du 12 février 1962 à la suite de la manifestation du 8 février à Paris) (novembre 1961-février 1963). 1961-1963 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1039 W 76723a	Surveillance des militaires. - Circulaires, instructions (1944-1966) ; notes de services (1970-1975), rapports (1958-1975). 1944-1975 Commissariat central de police d'Orléans

2 W 77-86	2 W 77-85 Autorisations de voyages. 2 W 77-79 - Préfecture du Loiret. 2 W 77 - Patronymes A-D. 2 W 78 - Patronymes E-L. 2 W 79 - Patronymes M-Z. 2 W 80-85 - Sous-préfectures du Loiret. 2 W 80 - Patronymes A. 2 W 81 - Patronymes BA-BET. 2 W 82 - Patronymes BLAN-F. 2 W 83 - Patronymes G-K. 2 W 84 - Patronymes L-SA. 2 W 85 - Patronymes SE-Z. 2 W 86 - Dossiers en instance, refus de délivrance. 1956-1959 Préfecture, 1^{re} division, 2^e bureau
22 W 7764-7767, 76 W 15381-15391	Autorisations de voyages en Algérie. 76 W 15391 - Instructions (1958-1959) ; refus (1956) ; autorisations valables pour plusieurs voyages (1959-1961) ; autorisations nord-africaines numérotées (1958, 1960, 1962) ; contrôle (1962). 76 W 15381 - Instance (1960-1961). 22 W 7764-7767 – Année 1959. 22 W 7764-7765 – Métropolitains. 22 W 7764 - Patronymes A-L. 22 W 7765 - Patronymes M-Y ; autorisations délivrées par les sous-préfectures et autorisations collectives. 22 W 7766-7767 - Nord-Africains. 22 W 7766 - Patronymes A-E. 22 W 7767 - Patronymes G-Z. 76 W 15382-15384 - Année 1960. 76 W 15382–15383 - Métropolitains : autorisations délivrées par les sous-préfectures. 76 W 15382 - Patronymes A-D. 76 W 15383 - Patronymes E-Z. 76 W 15384 - Nord-africains. 76 W 15385-15387 - Année 1961. 76 W 15385-15386 - Métropolitains. 76 W 15385 - Patronymes A-L. 76 W 15386 - Patronymes M-Z. 76 W 15387 - Nord-africains. 76 W 15388-15390 - Année 1962. 76 W 15388 - Métropolitains. 76 W 15389 - Nord-africains. 76 W 15390 - Autorisations délivrées par les sous-préfectures. 1956-1962 Préfecture, 1^{re} division, 2^e bureau

² A compter du décret n°56-274 du 17 mars 1956, une autorisation de voyage est nécessaire pour circuler entre les deux rives de la Méditerranée

223 W 50663a	Interdits de séjour. - Dossiers individuels (24 dossiers). Contient des interdits de séjour en Algérie et une assignation à résidence. 1956-1961 Sous-Préfecture de Montargis
-------------------------	---

Pour aller plus loin : *Main d'œuvre algérienne*

Contenu

19860271/8 - 2^e section placement de la main d'œuvre africaine. - Emploi de la main d'œuvre algérienne en métropole : renseignements trimestriels par département relatifs aux effectifs, à leur répartition par secteurs d'activité et catégories professionnelles, aux capacités d'hébergement dans les foyers publics et privés 1960-1961. Dont : Loiret.

19860271/12 - 3^e section travaux. - Rapports avec les services locaux, préfectures, directions départementales du Travail et de la Main-d'œuvre, inspections départementales du Travail et de la Main-d'œuvre : correspondance classée par département. Dont : Loiret (1952-1960).

Producteur

Délégation à l'emploi.

Conservation

Archives nationales.

1.4. Répression

1289 W 1	Renseignements concernant les délits d'origine politique commis par des nationalistes algériens en métropole : correspondance émanant du ministère de l'Intérieur en référence aux circulaires portant sur la répression judiciaire des délits à caractère séparatiste (30 août 1956). 1956 Direction des services de police du Loiret
1289 W 2	Protection des Français Musulmans. - Application de la circulaire n° 450 pour la protection des témoins dans des affaires judiciaires : circulaire du ministère de l'Intérieur (19 novembre 1957). 1957 Direction des services de police du Loiret
1289 W 3	Consignes à observer envers les Français Musulmans Algériens (FMA) arrêtés : note de service (23 décembre 1958). Contient un double exemplaire dont la note a été transmise pour exécution à différents représentants. 1958 Direction des services de police du Loiret
1289 W 9	Sabotage ou tentative de sabotage sur le territoire français métropolitain. - Interrogatoire des Français de souche nord-africaine : note de service (22 octobre 1958). Contient un exemplaire vierge du questionnaire concernant les renseignements d'ordre général et particulier des saboteurs. 1958 Direction des services de police du Loiret

1289 W 6	Service spécial de répression du banditisme : rapport relatif aux perquisitions dans les milieux nord-africains (23 décembre 1957). 1957 Direction des services de police du Loiret
1289 W 12	Répression. - Activités délictueuses des milieux nord-africains, renseignement des statistiques : correspondance (4 juillet 1962). Contient un exemplaire du modèle de l'état numérique de la répression de la criminalité nord-africaine. 1962 Direction des services de police du Loiret

283 W 64142-64147	Dossiers par affaire. - Atteintes à la sûreté de l'État surtout Front de libération (FLN), Organisation armée secrète (OAS) et Poujadistes. 283 W 64142 - N° 219-248 (janvier 1954-novembre 1959). 283 W 64143 - N° 249-273 (décembre 1959-août 1960). 283 W 64144 - N° 274-285 (juillet 1960-mai 1961) 283 W 64145 - N° 286-291 (juin-décembre 1961). 283 W 64146 - N° 292 (« reliquat » d'affaires regroupés sous un même numéro de dossier ?). Concerne très majoritairement la Guerre d'Algérie (1962). 283 W 64147 - N° 293-328 (novembre 1961-avril 1965). 1954-1965 Service régional de la police judiciaire
1223 W 32, 144, 179	Recherche d'indices, dossiers par affaire. 1223 W 32 – Meurtres. Dont : dossier n° 500/60 concernant des assassinats commis par des membres du FLN. 1223 W 144 – Assassinats et tentatives d'assassinat commis par le FLN de janvier à juillet 1960 : dossier n° 500/60. 1223 W 179 – Lettre anonyme et enveloppe adressés par le comité de Saint-Amand-Montrond sur la propagande algérienne : dossier 277/61 (1961). 1960-1961 Service régional de la police judiciaire
1175 W 111891-112076	Cour d'appel, correctionnel. - Dossiers de procédure, classés dans l'ordre chronologique des arrêts. En particulier : 1175 W 111924 - 9, 16 janvier 1959. - Collecte de fonds au profit de la rébellion algérienne. 1175 W 111944 - 26 juin 1959. - Activités au profit du Front de Libération nationale, détention et port d'armes et de munitions et trafic d'armes par des Algériens résidant au centre nord-africain Saint-Charles d'Orléans. 1175 W 111958 - 29 janvier, 5 février 1960 (12 dossiers, dont trafic d'influence ayant permis l'affectation d'appelés du contingent à proximité de leur domicile). 1175 W 111975 - 27 mai-3 juin 1960. - Arrestation à un barrage à Olivet d'Algériens transportant une arme de guerre et des munitions.

1175 W 111978 - 3 juin 1960. - Organisation de groupement et collecte de fonds pour la rébellion algérienne.

1175 W 111983 - 29 juillet 1960. - Arrestations d'Algériens résidant dans les centres nord-africains Saint-Charles à Orléans et de l'île-de-Corse à Saint-Jean-le-Blanc pour activités en faveur du Front de libération nationale et port d'armes.

1175 W 111985 - 26 août 1960. - Arrestations pour activités en faveur du Front de libération nationale algérien et port d'armes.

Un portefeuille, pièce à conviction du dossier 498, est conservé dans la sous-série Fi objets. 0Fi 11a.

1175 W 111987 - 30 septembre 1960. - Poursuites contre un responsable du Front de libération nationale algérien à Paris.

1175 W 112004 - 3, 6 mars 1961. - Activités en faveur du Front de libération nationale algérien.

1175 W 112005 - 10 mars 1961. - Affaire relative à l'arrestation de responsables d'organisations du Front nationale de libération algérien à Orléans.

1175 W 112027 - 3, 10 novembre 1961. - Actions contre des partisans de l'Algérie française appartenant au mouvement Jeune Nation pour maintien et reconstitution d'associations et de ligues dissoutes, transport d'armes et participation à une manifestation contre André Malraux, ministre des Affaires culturelles, lors de sa venue à Orléans le 8 mai 1961.

1175 W 112031 - 24 novembre 1961. - Arrestation d'un responsable du Front de libération nationale algérien.

1175 W 112032 - 1er, 8 décembre 1961. - Arrestation d'un propagandiste du Front de libération nationale algérien, déjà condamné pour activités subversives en 1958 et interdit de séjour.

1175 W 112037 - 26 janvier 1962. - Poursuites contre des Algériens résidant à Orléans à la suite de l'assassinat de l'un de leurs coreligionnaires, traître au Front de libération nationale.

1175 W 112043 - 9 mars 1962. - Activités en faveur du Front de libération nationale algérien.

1175 W 112061 - 2 juillet 1962. - Dégâts commis par des partisans de l'Algérie française aux sièges de l'Union pour la Nouvelle République et du Parti communiste à Orléans.

1175 W 112063 - 2-31 août 1962. - Poursuites contre un ancien membre du mouvement poujadiste, militant de l'Algérie française, pour reconstitution de ligue dissoute et détention d'explosifs.

1175 W 112070 - 2-9 novembre 1962. - Port d'armes par un musulman ayant quitté l'Algérie pour fuir le Front de libération nationale et détention d'armes par un rapatrié au Centre d'hébergement de Tours.

1175 W 112075 - 7 décembre 1962. - Activités d'un militaire de la base de Bricy en faveur de l'Algérie française.

1175 W 112076 - 14-21 décembre 1962. - Tracts adressés par des étudiants, se réclamant de l'OAS, aux maires de Saint-Pierre-des-Corps et d'Yzeures-sur-Creuse (Indre-et-Loire).

1954-1962
Cour d'appel d'Orléans

1194 W 115655- 115661	Tribunal de première puis de grande instance d'Orléans. – Correspondance avec le parquet général. En particulier : 1194 W 115657 - 1956. – "Divers", dont : Nord-Africains détenus préventivement à la maison d'arrêt d'Orléans pour des faits intéressant les événements d'Algérie, poursuites contre des Algériens pour les mêmes faits. "Dossiers individuels", dont atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat par des Algériens. 1194 W 115658 - 1957. - "Dossiers individuels", dont collecte de fonds par des Algériens en faveur du FLN. 1194 W 115659 – 1958. - "Divers", dont recensement des interprètes de langue arabe ; "Dossiers individuels", dont atteinte portée à la sûreté de l'Etat par des Algériens. 1194 W 115660 – 1959.- "Dossiers individuels", dont atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat par des Algériens, trafic d'influence lors de l'affectation d'appelés du contingent en Algérie. 1194 W 115662 - 1963. - "Divers", dont homicides commis par des Français d'Algérie ; "Dossiers individuels", dont escroquerie et port d'arme prohibée par un rapatrié d'Algérie. 1194 W 115664 - 1965. - "Divers", dont transfert de procédures d'Algérie en France. 1956-1965 Tribunal de première puis de grande instance d'Orléans
219 W 47977a	Saisies de journaux : arrêtés préfectoraux, correspondance. Concernes les journaux suivants : New-York Herald Tribune, Daily Mail, News Chronicle, Carrefour, l'Humanité, l'Express, Fraternité française, Matouba, Juvénal, Libération aux écoutes du monde, la Nation française, Rivarol, Aspects de la France, Oran républicain, Echo d'Oran, Pour la France faut-il suivre Salan, Partisans, Livre blanc, Alger le 26 mars 1962, présence africaine, Minute, l'Esprit public. 1958-1963 Préfecture, cabinet du préfet
1194 W 115989b- 115990	Saisies de journaux pour des articles traitant de la situation en Algérie. 1194 W 115989b - 1955-1957. 1194 W 115990 - 1958-1960. Avec copies d'arrêtés préfectoraux, procès-verbaux de gendarmerie. 1955-1960 Tribunal de première puis de grande instance d'Orléans
1194 W 116308- 116515	Correctionnel. - Dossiers de procédure. En particulier : 1194 W 116379 - 28 novembre 1960. - Opposition d'un Français à la fouille d'un musulman par un policier. 1194 W 116389 - 1er, 6 février 1961. - Atteinte à la sûreté de l'Etat par des membres du FLN. 1194 W 116412 - 3 juillet 1961. - Usage de laissez-passer et d'autres documents obtenus par de fausses déclarations et usurpation de l'identité d'un membre du FLN décédé. 1194 W 116422 - 13-16 novembre 1961. - Atteinte à la sûreté de l'Etat par un membre du FLN. 1194 W 116452 - 4 juin 1962. - Participation au maintien ou à la reconstitution de l'OAS.

	1194 W 116484 - 28, 30 janvier 1963. - Perception frauduleuse d'indemnités en qualité de rapatrié d'Algérie. 1194 W 116486 - 11 février 1963. - Meurtre d'un Algérien d'origine musulmane, détention et port d'arme lors d'une manifestation à Alger. 1194 W 116510 - 17 juin 1963. - Atteinte à la sûreté de l'Etat et détention illégale d'armes de guerre, de munitions et d'explosifs par un membre supposé de l'OAS. 1194 W 116515 - 8 juillet 1963. - Infraction au couvre-feu en Algérie. 1960-1963 Tribunal de grande instance d'Orléans
3 U 121980	Dossiers de non-lieu (dans l'ordre chronologique des décisions). - Mise en cause de plusieurs Algériens soupçonnés d'avoir collecté des fonds pour le FLN (22 octobre 1956). 1956 Tribunal de première instance d'Orléans
232 W 53801	Instructions ministérielles (1955-1961) ; brochures d'information sur l'organisation de onze mouvements nationalistes français et sur l'organisation d'un collectif d'avocats (1958, 1960 ; 2 brochures) ; correspondance relative aux détenus nord-africains à la maison d'arrêt d'Orléans (1956-1961), adressée par le procureur de la République au préfet et au procureur général ou par le surveillant-chef de la maison d'arrêt d'Orléans au procureur de la République dont informations sur les activités du collectif des avocats à Orléans (1960-1961) ; affaires diverses d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État (1958-1962). 1955-1962 Tribunal de première puis de grande instance d'Orléans
253 W 56396b	Nord-Africains : état chronologique avec signalements. 1958-1960 Maison d'arrêt d'Orléans

Pour aller plus loin : *Activités subversives de Nord-Africains sur le territoire métropolitain*

Contenu

Dossiers de police judiciaire relatifs à des activités subversives d'individus nord-africains sur le territoire métropolitain entre 1958 et 1962.

19880446/5/3 - Dossier n° 15275/509 : arrestations à Orléans (février-juillet 1959).

19880446/6/1 - Dossier n° 15275/522 : meurtre à Ardon (mars-novembre 1959).

19880446/15/1 - Dossier n° 15275/1447 : arrestations à Orléans (janvier 1960).

19880446/15/1 - Dossier n° 15275/1466 : plainte pour vol de numéraire à Montargis (novembre-décembre 1959).

19880446/15/2 - Dossier n° 15275/1492 : projet d'assassinat à Orléans (novembre -décembre 1959).

19880446/16/2 - Dossier n° 15275/1612 : arrestations à Montargis (janvier-mars 1960).

19880446/16/2 - Dossier n° 15275/1626 (5 pièces) : atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat à Orléans (décembre 1959-janvier 1960, arrestation de deux individus transportant une arme, date des faits : 16 décembre 1959).

19880446/17/1 - Dossier n° 15275/1666 : plainte à Saint-Jean-le-Blanc (janvier-février 1960).

19880446/17/2 - Dossier n° 15275/1686: tentative d'assassinat à Semoy.

19880446/19/1 - Dossier n° 15275/1825 : découverte d'un cadavre à Saint-Privé-Saint-Mesmin.

19880446/20/2 - Dossier n° 15275/1963 : meurtre à Orléans.

→ devenu 19880446/17/3 - Dossier n° 15275/1721 : atteinte à sûreté extérieure de l'Etat dans la région d'Orléans (mars-août 1960).

19880446/20/3 - Dossier n° 15275/1975 (10 pièces) : envois de fonds en Algérie depuis Gien (mars-juin 1960, demande de renseignements à la brigade mobile de police judiciaire de Tizi-Ouzou sur le destinataire des sommes d'argent, dates des faits : 2 mars 1960) (juin 1960). Dossier n° 15275/1998 (4 pièces) : envois de fonds en Algérie depuis Gien (juin 1960, demande de renseignements sur le destinataire des sommes d'argent, date des faits : janvier-février 1960).

19880446/24/3 - Dossier n° 15275/2395 : meurtre à Saint-Jean-le-Blanc (novembre-décembre 1960).

19880446/27/1 - Dossier n° 15275/2626 : recensement des moyens de liaison et de transport susceptibles d'être utilisés par le FLN sur l'ensemble du territoire (volume 1). Dont : état des cartes grises et des permis de conduire délivrés à des Nord-africains dans la région d'Orléans (Cher, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher et Loiret), 4 janvier 1961, 15 p.

19880446/29/1 - Dossier n° 15275/2683 (6 pièces) : demande de renseignements sur le propriétaire d'un véhicule à Orléans (mars 1961, recherche du propriétaire d'un véhicule occupé par des Nord-africains dont le passage a été signalé dans la circonscription d'Orléans, date des faits : 3 mars 1961).

Provenance

Intérieur. Direction générale de la Sûreté nationale. Direction centrale de la police judiciaire.

Conservation

Archives nationales de France.

Contenu

Dossiers d'affaires portant atteinte à la sûreté de l'État

19880206/17 - Dossier n° 15208/439 : découverte de documents concernant un gouvernement provisoire de la République algérienne française à Chalette-sur-Loing (novembre-décembre 1960), affaire contre X : rapport du commissariat de Montargis, note de renseignements, photographie d'identité, copies de documents saisis.

19880206/16 - Dossier n° 15208/455 : arrestation de membres du mouvement politique dissous Jeune nation à Orléans (mai-juin 1961). Dont : "Orléans c'est Alger", tract édité par le mouvement Jeune Nation.

19880206/43

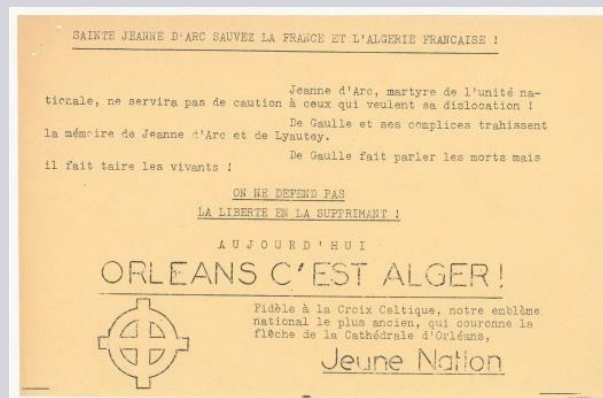
Dossier n° 15208/1539 : atteinte à la sûreté de l'État à Orléans (mai 1963-janvier 1964).

Provenance

Intérieur. Direction générale de la Sûreté nationale.
Direction centrale de la police judiciaire.

Conservation

Archives nationales de France.



Pour aller plus loin : *Lutte contre l'OAS*

Contenu

F/7/15192-F/7/15193 - Signalements des attentats en métropole : notes et télégrammes des services départementaux des Renseignements généraux, des services régionaux de Police judiciaire, des préfets, de la section chemin de fer de la police de l'air et des frontières (classement par département). (1961-1962).

F/7/15198 - Propagande activiste - Tracts, notes de renseignement (dont Loiret, 1961-1964).

F/7/15203 - Surveillance des milieux activistes - Notes et rapports des Renseignements généraux, notes de la direction de la Surveillance du territoire, notes de la Police judiciaire, rapports des préfets, notices individuelles, documents saisis (dont Loiret, 1961-1962).

F/7/15207 - Notes des Renseignements généraux (dont Loiret, novembre 1960 - avril 1961). Réponses des services régionaux des Renseignements généraux à une note d'orientation relative aux menées activistes de l'OAS dans les départements (septembre 1961). Copies de documents saisis (1961-1962).

F/7/15208 - Notes des Renseignements généraux (dont Loiret, janvier - août 1962).

F/7/15209 - Répression contre l'OAS - Opérations de police déclenchées les 10 décembre 1960, 22 avril 1961 et 30 mai 1961 : notes de renseignements, rapports des préfets, procès-verbaux de perquisition, copies de documents saisis (dont Loiret, octobre 1960 - juillet 1961).

Provenance

Intérieur. Direction générale de la Sûreté nationale. Direction centrale des Renseignements généraux.

Conservation

Archives nationales de France.

2. Intervention militaire

2.1. Envoi de combattants



Affiche de la fondation Maréchal de Lattre (environ 1960)

Arch. dép. du Loiret 179 W 35404a

219 W
47978

Afrique du Nord. – Militaires décédés, rappel des disponibles et de la réserve, mouvements d'opinion : circulaires et arrêtés ministériels, correspondance (1955-1960). Autorisations de voyage, délivrances de passeports, achat d'armes : instructions (1956-1957). Mouvements des unités et du matériel : états (1956-1960). Rappel des disponibles, organisation, opinion publique et incidents, fonds de secours : notes, correspondance (avec coupures de presse, 1956-1957) ; interventions en faveur des rappelés, dossiers individuels (1956-1958, 16 dossiers). Réunions et manifestations pour la paix en Algérie, distribution de tracts (avec coupures de presse, 1956).

1955-1960

Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet

1357 W 504	Guerre d'Algérie, dépôts de documents appartenant au sergent Rachidi par l'administration des douanes : livres et cahiers de cours, manuel de météorologie élémentaire, diplômes militaires, revues dont mots croisés, correspondance personnelle et militaire, portefeuilles, agenda, scellé des douanes françaises, fume-cigarette. 1952-1962 Tribunal d'instance d'Orléans
179 W 35299c	Police. - Affectations d'office : désignations de fonctionnaires pour l'Afrique du Nord. 1955-1961 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1019 W 77861	Policiers d'Algérie affectés dans le Loiret : correspondance, dossiers individuels. 1953-1962 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
249 W 55830- 55832	Compagnie républicaine de sécurité, missions. – Dossiers par mission, dont : maintien de l'ordre en Algérie. 249 W 55830 - 1954-1956. 249 W 55831 - 1958-1961. 249 W 55832 - 1962. 1954-1962 Compagnie républicaine de sécurité n° 51
121 W 21721- 21722	Déplacements et manifestations de la Compagnie républicaine de sécurité. - Algérie. 121 W 21721 - Aïn-Témouchent (5 novembre 1954-23 janvier 1955), maintien de l'ordre (1954-1955). 121 W 21722 - Constantine (10 août-5 novembre 1955), Alger (5-18 février 1956), El-Biar (29 novembre 1956-14 mars 1957) : maintien de l'ordre, surveillance, recherche des suspects, consignes, comptes rendus d'activités. (1955-1957). 1954-1957 Compagnie républicaine de sécurité n° 51
194 W 43238b	Allocations militaires. - Demandes : enregistrement (janvier 1962-octobre 1964, 1 cahier). 1962-1964 Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
1064 W 80419	Rémunération des fonctionnaires maintenus sous les drapeaux en Afrique du Nord et leurs ayants-cause : circulaires. 1955-1963 Conseil général du Loiret, service des finances départementales
289 W 66354	Situation des fonctionnaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux : instructions ministérielles (1940, 1944-1956, 1960-1961). 1940-1961 Inspection académique
125 W 22618 147 W 26904, 26910, 26919, 26928, 26937,	Comptabilité d'Etat. – Traitement des fonctionnaires. 125 W 22618 - Etat de traitement du ministère de l'Éducation nationale et des affaires culturelles. - Instituteurs dont rapatriés, rappelés ou maintenus sous les drapeaux : fiches individuelles (1958, 1959).

26993, 27003	Etats nominatifs de traitement des instituteurs, dont rappelés et maintenus sous les drapeaux. 147 W 26904 - Fiches premier semestre 1958. 147 W 26910 - Fiches 1959. 147 W 26919 - Fiches (uniquement maintenus) 1960. 147 W 26928 - Fiches (uniquement maintenus) 1961. 147 W 26937 - Fiches (uniquement maintenus) 1962. 147 W 26993 - Plaquettes 1961. 147 W 27003 - Plaquettes (uniquement maintenus) 1962. 1958-1962 Préfecture, 2^e direction, 1^{er} bureau
134 W 25184	Commerçants sous les drapeaux, difficultés et garantie des droits : correspondance. 1956 Préfecture, Service du développement économique et des investissements, 3^e section
134 W 25238	Travailleurs appelés sous les drapeaux, démobilisés, prisonniers de guerre. – Contrat de travail : instructions ministérielles. Contient : loi n° 58-207 du 27 février 1958 relative à la situation en matière de contrat de travail des appelés maintenus sous les drapeaux. 1945-1958 Préfecture, Service du développement économique et des investissements, 3^e section
1243 W 1898	Appels à la générosité publique. - Journée nationale du 26 septembre 1954, organisation par le Comité national de secours aux victimes du séisme de la région d'Orléansville (Algérie) : déclaration de recette reçue de la mairie d'Orléans (1954). Collecte de solidarité en faveur des soldats d'Algérie et de leurs familles, organisation par la Fondation Maréchal de Lattre : correspondance (1958). Collecte de vêtements pour la population de l'arrondissement d'Orléansville (Algérie), organisation dans les communes du département du Loiret du 20 au 26 juin 1960 : liste des mairies où peuvent être déposés les colis, correspondance (1960). 1954-1960 Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
168 W 29776d	Guerre d'Algérie. - Fondation Maréchal de Lattre : bulletins, affiches. 1957-1958 Sous-Préfecture de Pithiviers

Pour aller plus loin : *Soutien aux troupes.*

Contenu

Présentation du camion cinéma offert par le département du Loiret aux autorités civiles et militaires, à l'entrée de la Maison du Combattant à Alger (dans le cadre de la remise de camions cinéma offerts par la Fondation Maréchal de Lattre à trois divisions militaires d'Algérie). 11 février 1957.

Négatif, 6 x 6, support acétate, noir et blanc.

Photographie prise par Zygmund Michalowski, service cinématographique des armées en Algérie.

Référence

Service historique de la Défense, ECPAD, ALG 57-96 R7

Notice accessible à l'adresse <https://imagesdefense.gouv.fr/fr/presentation-du-camion-cinema-offert-par-le-departement-du-loiret-aux-autorites-civiles-et-militaires.html>



2.2. Anciens combattants et victimes de guerre

179 W 35419a	Restitution des corps des militaires et des victimes de guerre tombés en Afrique du Nord. 1956-1965 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1019 W 78035b	Opérations en Afrique du Nord, transferts des corps des militaires tués : circulaires, notes, correspondance. 1955-1970 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
292 W 67598a	Restitution des corps militaires tombés en Afrique du Nord, recensement des tombes militaires françaises (1958-1959, 1968-1969). 1958-1969 Sous-Préfecture de Montargis
223 W 50813	Anciens combattants et victimes de guerre. Contient en particulier des retours de corps de soldats morts en Afrique du Nord, en 1968 des procès-verbaux de commissions d'anciens combattants et victimes de guerre. 1956-1968 Sous-Préfecture de Montargis
1382 W 350-353	Victimes d'attentats terroristes. 1382 W 350 - Identification des victimes militaires (portant les noms des enfants et la date de leur adoption comme pupille), civiles et des veuves : listes nominatives (1964). 1382 W 351-352 - Indemnisation. 1382 W 351 - Demandes : dossiers individuels (1963-1964). 1382 W 352 - Aides accordées : statistiques (1964-1968). 1382 W 353 - Militaires tués en Afrique du Nord : liste (classement par date de décès) ([1950]-1968). Années 1950-1968 Office national des anciens combattants et victimes de guerre

Statut d'ancien combattant et aides

292 W 67599b	Anciens combattants, statut. - Vœux émis par les municipalités en faveur du statut des anciens combattants d'Afrique du Nord (1971-1976). Réglementation sur les droits des rappelés (1956-1965). Egalement circulaire ministérielle sur les mesures prises en faveur des Français rapatriés d'origine musulmane (29 avril 1976). 1956-1976 Sous-Préfecture de Montargis
295 W 68210	Interventions préfectorales. - Dossier n° 32, reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens combattants d'Algérie, du Maroc, de Tunisie. 1971 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1019 W 78042a	Carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord : circulaires, délibérations des conseils municipaux donnant avis, correspondance. 1972-1977 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1382 W 15	Cartes et titres relatifs aux anciens militaires d'Afrique du Nord : listes. 1965-1989 Office national des anciens combattants et victimes de guerre
1019 W 78044b	Promotion sociale des jeunes ayant servi en Algérie : correspondance, coupures de presse. 1960-1961 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1382 W 287-288	Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droit. 1382 W 287 - Anciens combattants d'Afrique du Nord, demandes d'aides : états mensuels récapitulatifs (1992-1993). 1382 W 288 - Pensions militaires d'invalidité et pensions « veuves, orphelins, ascendants et victimes civiles », demandes reçues : états mensuels (1962-1967). 1962-1993 Office national des anciens combattants et victimes de guerre
1154 W 108079- 108423	Dossiers de demandes de retraite faites par les titulaires de la carte du combattant, classés par numéro. 1937-1988 Sous-direction interdépartementale des anciens combattants et des victimes de guerre d'Orléans

Associations

221 W 50270- 50283	Immatriculation des associations. – Dont : 221 W 50270 - Associations créées de 1961 à 1962 ; dont n° 4332, « Amicale des anciens d'Outre-Mer, combattants coloniaux de la région de Pithiviers » (1961-1969). 221 W 50273 - Associations créées de 1964 à 1965, dont dossier n° 4681, "Amicale des anciens d'Outre-mer du Gâtinais" à Montargis (1964-1973), n° 4774, "Comité de Varennes-en-Gâtinais de la fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Tunisie et Maroc" (1965-1969). 221 W 50274 - Associations créées de 1965 à 1966, dont dossier n° 4859, "Comité de Gien de la fédération nationale des anciens combattants en Algérie" (1966).
-----------------------------------	--

	221 W 50277 - Associations créées de 1968 à 1969, dont dossier n° 5340 "Comité de Châtillon-sur-Loire de la fédération nationale des anciens combattants en Algérie" (1969). 221 W 50279 - Associations créées en 1970, dont dossier n° 5568, "Union nationale des combattants d'Afrique du Nord de Courtenay" (1970-1973), n° 5594, "Comité de Pithiviers et sa région de la fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Tunisie et Maroc" (1970-1971). 221 W 50281 - Associations créées de 1971 à 1972, dont dossier n° 5907, "Comité local de la fédération nationale des anciens combattants en Algérie" à Autry-le-Châtel (1971) ; n° 5985 "Société immobilière de la maison des anciens combattants des guerres 1914-1918, 1935-1945, des T. O. E. et d'Algérie de l'arrondissement de Montargis" (1972). 221 W 50283 - Associations créées de 1972 à 1973, dont dossier n° 6116, "Comité de la fédération nationale des anciens combattants en Algérie" à Saint-Maurice-sur-Fessard (1972). 1961-1973 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
179 W 35385a	Associations : statuts, correspondance, rapports d'activité, rapports de police. – Dont : Fédération nationale des Anciens d'Algérie (1959) ; Association des parents de militaires servant en Afrique du Nord (1958-1960). 1959-1960 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1019 W 78041	Associations d'anciens combattants. - Association des combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc (1971-1977) ; fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Tunisie, Maroc (1970-1975) ; fédération française des anciens d'Outre-Mer et anciens combattants des troupes de marine (1971-1975). 1970-1977 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1453 W 934	Surveillance des associations d'anciens combattants, prisonniers de guerre. - Recensement et activités des associations (1964-1977). Association des combattants de l'Union française (1957-1971). Union nationale des combattants et des anciens d'Afrique du Nord (UNC-AFN) (1959-1986). Fédération des Combattants d'Algérie-Tunisie-Maroc (CATM), section du Loiret (1972-1986). Fédération nationale des anciens combattants en Algérie (FNACA), sections et comités du département du Loiret (1959-1986). 1957-1986 Direction régionale des renseignements généraux
1839 W 30	Surveillance des associations. – Dont : Combattants Algérie, Tunisie, Maroc (CATM) (1984, 1988). Fédération des anciens combattants d'Indochine et des théâtres d'opérations extérieures (1984-1985). Comité d'entente des anciens combattants en Afrique du Nord (1985). Union nationale des combattants en Afrique du Nord (1985-1989). 1984-1988 Direction régionale des renseignements généraux
1839 W 10	Surveillance des associations franco-étrangères. – Dont : Harkis. 1962-1992 Direction régionale des renseignements généraux
1126 W 99984, 100214b	Affaires communales. 1126 W 99984 - Bonny-sur-Loire. – Dont : FNACA et commémoration du 8 mai (sans date). 1126 W 100214b - Ousson-sur-Loire. – Dont : FNACA, vœu du conseil municipal (1986). 1986

	Sous-Préfecture de Montargis
1178 W 112770	Rapports du chef de cabinet. – Dont : différend entre le Conseil général et la FNACA. 1987 Conseil général
PR 2027	<i>L'Ancien d'Algérie. Edition départementale du Loiret.</i> Sont conservés : n°12 (1975) ; suppl. au n°470 (oct. 2008).

2.3. Commémorations

1839 W 16	Surveillance des commémorations. – Dont : anniversaire des événements du 13 mai 1958 (1959). Rassemblement des Anciens combattants de la 2e division blindée, organisé le 20 avril 1986 à Olivet sous la présidence du Général Massu (1986). 1959-1986 Direction régionale des renseignements généraux
1227 W 108	Cérémonies du souvenir des victimes des événements d'Afrique du Nord (juin 1987). 1987 Préfecture, cabinet du préfet.
295 W 68225	Anniversaire de la fusillade de la rue d'Isly à Alger, 25 mars 1962. 1963-1966, 1973 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
295 W 68330b	Incidents à propos de la projection des films "Les bérets verts" en 1969 et "La bataille d'Alger" en 1970. 1969-1970 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1019 W 77931a	Incidents liés à l'installation du général Massu dans le département du Loiret, coupures de presse (1960-1961, 1970-1972). 1960-1972 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
1126 W 99475b	Incidents liés à l'installation du général Massu à Conflans-sur-Loing (avec coupures de presse et tracts, 1960, 1971-1973, 1976). 1960-1976 Sous-Préfecture de Montargis
1292 W 572	Monuments d'Afrique du Nord rapatriés sur le sol métropolitain. - Recensement par commune : circulaire, correspondance, liste 1987 Préfecture, DRLP, 1er bureau

Pour aller plus loin : *Le guide des sources relatives aux disparus de la guerre d'Algérie (1954-1962).*

Contenu

Le guide offre un panorama d'ensemble sur les archives relatives aux disparus de la guerre d'Algérie. Il dirige vers les principaux fonds susceptibles de répondre à une recherche, conservés dans les services publics d'archives en France, et non pas ceux qui peuvent se trouver en Algérie.

Il s'agit principalement :

- des archives produites par les différentes institutions civiles sur le territoire algérien antérieurement à l'indépendance (exemples : préfecture, communes mixtes, tribunaux), qui sont actuellement conservées aux Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence) ;
- des archives produites par les différentes institutions militaires sur le territoire algérien antérieurement à l'indépendance (exemples : état-major, corps d'armée, unités de gendarmerie), qui sont actuellement conservées au Service historique de la Défense ;
- des archives produites par des institutions dépendant directement de l'État à Paris (Commissariat central d'Alger, Service régional de police judiciaire de métropole, Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels), qui sont actuellement conservées aux Archives nationales ;
- des archives relatives aux événements qui se sont déroulés à Paris et qui sont actuellement conservées aux Archives de Paris et à la Préfecture de Police de Paris ;
- des archives produites par les services relevant du ministère des Affaires étrangères (exemples : secrétariat d'État aux Affaires algériennes, ambassade et consulats de France en Algérie), qui sont actuellement conservées aux Archives diplomatiques.

Le guide est disponible uniquement sous format numérique, sur le portail FranceArchives à l'adresse : <https://francearchives.fr/fr/article/166418920>.

Le guide se divise selon cinq « catégories » de disparus : Algériens disparus en Algérie, Algériens disparus en France, Français civils disparus en Algérie, Français militaires disparus en Algérie, Harkis et autres membres des forces supplétives de l'armée française disparus en Algérie.

Cette division a un mérite de clarté, même si elle ne correspond pas à la façon dont les fonds sont constitués, d'où le fait que des fonds apparaissent dans plusieurs catégories. Une même personne peut appartenir également à plusieurs catégories.

Pour aller plus loin : *Les archives militaires*.

Contenu

Il convient de consulter l'inventaire de la sous-série GR 1 H, des archives de l'Armée de terre.

Archives du Ministère de la Défense ; état-major de l'Armée de Terre ; Service historique, *Algérie ; inventaire de la sous-série 1 H ; 1H 1091-4881 (1945-1967) ; tome 1er : introduction générale, tome 2 : répertoire numérique détaillé, tome 3 : index*. - Paris, château de Vincennes : Min. de la Défense, 1999-2001.

Egalement disponible en ligne sur le site internet du Service historique de la Défense.

3. Rapatriés

3.1. Organisation des services administratifs

1017 W 70470h	Service des rapatriés, effectifs. – Renforcement, compression : circulaires, correspondance, dossiers individuels. 1962-1966 Préfecture, secrétariat général.
241 W 54485	Réorganisation des services de rapatriés : logigramme du traitement des demandes, circulaires ministérielles, correspondance, comptes rendus au délégué des secours d'urgence, listes des dossiers transmis à la délégation pour l'accueil et le reclassement des rapatriés français (Bordeaux) et au fichier central des rapatriés (Périgueux) (1966-1967). Comité consultatif pour le reclassement des rapatriés demandeurs d'emploi : arrêté préfectoral (1963) ; campagne de reclassement en faveur des rapatriés [1963]. Commission consultative départementale d'attribution de logements HLM aux rapatriés d'Afrique du Nord : procès-verbaux des séances (août 1962-juillet 1964). 1962-1967 Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
221 W 50224a	Comité départemental de reclassement [professionnel] des rapatriés, création : circulaire, arrêté préfectoral, procès-verbal de réunion, correspondance. 1962 Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
280 W 61612a	Rapatriés d'Afrique du Nord. - Reclassement et logement : organisation administrative (1962). Commission de coordination : conférence régionale à Tours le 12 novembre 1962. Commission sociale pour la 8e région : création et ordres du jour (1962-1966). 1962-1966 Direction régionale du travail.
1292 W 554	Commission paritaire départementale d'indemnisation. - Mise en place : circulaire, note (1970-1972). Elections des délégués des rapatriés du 28 février 1980 : arrêté, bulletin de vote, circulaire, correspondance, feuille de dépouillement, liste des candidats présentés par les associations, liste d'émargement, notes, procès-verbal d'installation (1979-1980). Réunion du 5 décembre 1980 : correspondance, liste annuelle des demandes d'indemnisation, notes, procès-verbal de réunion (1980). 1970-1980 Préfecture, DRLP, 1 ^{er} bureau
1139 W 103656	Commission paritaire départementale des rapatriés. - Elections de janvier 1971, janvier 1974, février 1977 (avec arrêtés préfectoraux, déclarations de candidatures, procès-verbaux d'élections) ; dossiers de séances (3 dossiers, octobre 1977, octobre 1978, novembre 1979). 1971-1979 Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
1073 W 82903c	Commission paritaire départementale des rapatriés : circulaires, arrêtés préfectoraux, procès-verbaux, listes (1970-1973, 1976-1979). 1970-1979 Sous-Préfecture de Pithiviers
1235 W 57	Contribution nationale à l'indemnisation des Français d'Outre-Mer. - Commission paritaire départementale du Loiret, réunions : listes annuelles des classements des priorités pour les années 1977, 1978 et 1980. 1977-1980 Sous-Préfecture de Pithiviers

Niveau central

Décembre 1956 : création d'un centre d'orientation, d'accueil et de reclassement pour les Français rapatriés placé sous l'autorité du ministre de l'Intérieur. Par ailleurs 6 bureaux d'orientation : Bordeaux, Lyon, Marseille, Toulouse, Paris et Alger.

10 juin 1959 : Commissariat à l'Aide et à l'Orientation des Français rapatriés.

24 août 1961 : création d'un secrétariat d'État aux rapatriés (Robert Boulin).

11 septembre 1962 : ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés (Alain Peyrefitte).

1963 – 1964 : ministère des rapatriés (François Misoffe).

1964 (décret n° 64-743 du 23 juillet 1964) – 1981 : services et attributions transférés au ministère de l'Intérieur.

A partir du 1^{er} janvier 1967, le Ministère des Affaires sociales assure la tutelle sociale des rapatriés français musulmans.

Mai 1981 : secrétariat d'État chargé des rapatriés. D'abord placé auprès du Premier ministre, il est rattaché à partir du 24 mars 1983 au ministère des Affaires sociales et de la solidarité nationale (Raymond Courrière 1981-1986, André Santini 20 mars 1986-28 septembre 1987).

10 mai 1988 : ministre délégué chargé de la Famille, des droits de la femme, de la solidarité et des rapatriés (Georgina Dufoix), auprès du ministre des Affaires sociales et de l'emploi.

1991 : secrétariat d'État à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés (Laurent Cathala), auprès du ministre des Affaires sociales et de l'intégration.

1993 : ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Sénat et des rapatriés. (Roger Romani).

1995 : la charge des affaires relatives aux rapatriés n'apparaît plus dans les titulatures ministérielles.

Niveau régional

Décret du 10 mars 1962, art. 7 : création des **délégations régionales pour l'accueil et l'orientation des rapatriés**. Elles sont chargées d'organiser le paiement des prestations de retour et de liquider les allocations mensuelles de subsistance.

Celle de Tours, installée 1 place du 14-Juillet à Tours, est compétente pour 6 départements correspondant à la région Centre actuelle. Elle est supprimée par arrêté du 24 octobre 1964.

Deux commissions sont instituées auprès de chaque délégation régionale (art. 47 et 48 du décret du 10 mars 1962, arrêté d'organisation du 10 mars 1962, décret de déconcentration du 27 novembre 1962, arrêté du 20 octobre 1964)

- Commission sociale régionale : pour les aides aux rapatriés salariés (attribution des subventions d'installation ; subventions de reconversion ; indemnités particulières).

- Commission économique régionale : pour les aides aux rapatriés non salariés (dossiers de réinstallation dans le secteur agricole et non agricole par l'accord de prêt de reclassement professionnel).

Ainsi, par arrêté du 5 mars 1964 abrogeant celui du 5 novembre 1962, la commission économique régionale de Tours comprend :

- 1° M. Ambacher, président du tribunal administratif d'Orléans, président.
- 2° Le préfet d'Indre-et-Loire ou son représentant.
- 3° Le trésorier-payeur général d'Indre-et-Loire ou son représentant.
- 4° Le directeur de l'enregistrement d'Indre-et-Loire ou son représentant.
- 5° Le directeur des enquêtes économiques d'Indre-et-Loire ou son représentant.
- 6° M. Benoit, membre du comité économique régional.
- 7° En qualité de représentants des banques : le directeur de la Banque populaire d'Indre-et-Loire, le directeur de la succursale de la Banque de France à Tours.
- 8° Le délégué régional du ministère des rapatriés à Tours ou son représentant.
- 9° M. le général Aunis.

Le secrétariat de la commission est assuré par un fonctionnaire du service départemental des rapatriés de Tours, désigné par le préfet.

Mai 1981 : suppression des Bureaux d'information d'aide administrative et de conseil pour les Français musulmans rapatriés d'Afrique du Nord (BIAC) créés en 1975 auprès des préfectures de région.

Niveau départemental

A partir de 1961 est installé, dans chaque **préfecture**, un référent en charge du suivi de la politique en faveur des rapatriés. Dans le Loiret, un fonctionnaire est nommé à cette responsabilité au sein du bureau des élections et de la réglementation générale.

A partir de 1962 est installé, dans chaque préfecture et sous-préfecture, un bureau ou **service des Rapatriés**.

→ Accueil, information et attribution des aides immédiates.

→ A partir de l'instruction du 12 juin 1963 : allocation des indemnités particulières et des aides sociales exceptionnelles.

Sont également installées plusieurs commissions :

- **commission paritaire départementale des rapatriés** (loi 70-632 du 15 juillet 1970 et décret 70-1055 du 17 novembre 1970) : chargée d'établir l'ordre de priorité dans lequel seront instruites les demandes d'indemnisation suite à la loi établissant une contribution nationale à l'indemnisation.
- **comité consultatif départemental de reclassement des rapatriés** : chargée des questions de reclassement professionnel des demandeurs d'emploi (1962).
- **commission consultative départementale d'attribution de logements HLM** aux rapatriés.
- **commission départementale** chargée d'étudier les **demandes de prêts et subventions** pouvant être accordés par l'État **pour l'aménagement, la réparation et l'équipement des locaux destinés au logement des rapatriés**.
- **commission administrative pour le reclassement des supplétifs musulmans** (1963).

Arrêté du 25 avril 1967 portant transfert de compétence en matière d'accueil et de reclassement des rapatriés. A compter du 1^{er} mai 1967, sont transférées au délégué pour l'accueil et le reclassement des rapatriés les attributions exercées à l'égard des personnes prises en charge par un service départemental de rapatriés avant le 1^{er} janvier 1967, notamment par les préfets des départements dépendant de la délégation régionale de Tours. Les compétences exercées dans lesdits départements par les commissions économiques régionales et les commissions sociales régionales sont transférées à la commission économique et à la commission sociale créées auprès de la délégation pour l'accueil et le reclassement des Français rapatriés.

3.2. Règlements

1292 W 523-525	Situation générale - Suivi et réglementation : articles de presse, bulletins d'information, circulaires, correspondance, extrait du Journal officiel, notes, projet de loi. 1292 W 523 - Années 1963-1981. 1292 W 524 - Années 1982-1983, 1985-1987. 1292 W 525 - Années 1988-1995, 1997. 1963-1997 Préfecture, DRLP, 1er bureau
241 W 54483	Rapatriés d'Afrique du Nord. - Circulaires et instructions ministérielles. 1962-1963 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
1139 W 103654	Rapatriés d'Afrique du Nord. - Circulaires et instructions ministérielles. Accueil et réinstallation, Français musulmans, indemnités particulières, agriculteurs, inscription sur les listes professionnelles, prêts à la réinstallation (1 classeur). Établissement de statistiques, musulmans, secours, indemnités de transport de mobilier, allocations aux rapatriés âgés, subventions d'installation, prestations de retour et subsistance (1 classeur). 1962-1966 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
241 W 54484	Circulaires, instructions ministérielles (1964-1967), exposé dactylographié "Le problème des rapatriés dans la Xème Région" (1962). Contient aussi un dossier-type d'indemnisation aux rapatriés. 1962-1967 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
205 W 46027	Rapatriés d'Afrique du Nord. - Législation et réglementation : instructions ministérielles et préfectorales. 1962-1966 Préfecture, 2^e direction, 2^e bureau.
168 W 29649	Rapatriés. - Instructions, circulaires ministérielles et préfectorales. 1962-1966 Sous-Préfecture de Pithiviers
280 W 61612c	Rapatriés d'Algérie. - Lois, ordonnances, arrêtés et circulaires ministérielles. 1962-1963 Direction régionale du travail.
1111 W 96023e	Rapatriés d'Algérie, secours dont logement : instructions ministérielles, coupures de presse. 1962 Origine inconnue
221 W 50224f	Reclassement, prêts et subventions : circulaires et instructions ministérielles. 1962-1966 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
1073 W 82903c	Instructions. 1966-1981 Sous-Préfecture de Pithiviers

3.3. Suivi et surveillance

1382 W 347-349	Rapatriés français. 1382 W 347 - Suivi : fichier nominatif (portant les mentions état civil conjoint famille, montant des prestations obtenues) (1962). 1382 W 348-349 - Hébergement et reclassement. 1382 W 348 - Organisation : circulaires, notes de service, rapports à l'Office National (1962). 1382 W 349 - Renseignement sur le reclassement professionnel et social : fiches de groupe familial (classement par numéro au service départemental) (1962). 1962 Office national des anciens combattants et victimes de guerre
221 W 50224f	Reclassement, prêts et subventions : notes, listes. 1962-1966 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
241 W 54485	Assurance vieillesse, subventions pour le rachat de cotisations : statistiques (1965-1967). Secours exceptionnels : liste des rapatriés bénéficiaires (mai 1962-août 1963) ; secours sociaux accordés aux rapatriés : états (janvier-novembre 1972). Reclassement professionnel : instructions (1962-1963). Situation des rapatriés : notes statistiques (octobre-novembre 1962). Centre d'hébergement : situation des effectifs (1962-1963). Logement : listes des attributaires de logement au "Clos de l'Espère", rue Gambetta à Saint-Jean-de-la-Ruelle (1966-1967). 1962-1972 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
141 W 26174- 26175	141 W 26174 - Situation et états numériques et nominatifs (peu nombreux) départementaux des dossiers ouverts, allocations, subventions et prêts de subsistance, de reconversion, d'installation, prestations sociales et logement, demandes d'emploi par catégorie professionnelle, salariés et retraités : dossiers mensuels (décembre 1962-septembre 1963). 141 W 26175 - Situation et états numériques et nominatifs (peu nombreux) départementaux des dossiers ouverts, allocations, subventions et prêts de subsistance, de reconversion, d'installation, prestations sociales et logement, demandes d'emploi par catégorie professionnelle, salariés et retraités : dossiers mensuels (octobre 1963-septembre 1966). Rapatriés résidant dans l'arrondissement de Pithiviers : états nominatifs (1962-1963). Ex-supplétifs et civils musulmans rapatriés : états nominatifs (1964). 1962-1966 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
258 W 57197e	Rapatriés d'Afrique du Nord. – Population : situation au 31 octobre 1963. 1963 Préfecture, service de la coordination et de l'action économique
205 W 46027	Rapatriés d'Afrique du Nord. - Recensement en 1965 dont fiches individuelles, états nominatifs. 1965 Préfecture, 2^e direction, 2^e bureau.

223 W 50679	Rapatriés âgés de plus de 60 ans : situation (avec liste, 1963). Ex-harkis et civils musulmans rapatriés : correspondance et autres pièces (avec listes et tableaux, 1963-1966) ; recensement, états statistiques mensuels de mars 1963 à mars 1967. Liste des rapatriés arrivés dans le département et recensés à la préfecture le 31 mai 1962. Enregistrement du 16 mai 1962 au 18 octobre 1966 (date de présentation à la sous-préfecture) (2 cahiers). La plupart venant d'Afrique du Nord, aussi quelques personnes venant de Madagascar, d'Afrique noire ou d'Egypte. Contient aussi une liste d'enfants de rapatriés établis dans l'arrondissement en octobre 1962 et deux listes sans date. 1962-1967 Sous-Préfecture de Montargis
223 W 50680	Statistiques trimestrielles, mensuelles et bimensuelles sur le reclassement et les prestations de 1962 à 1966. Accueil : coupures de presse, liste, organigramme (1962). Indemnités et allocations : allocations de subsistance, liste (1962), paiement de 1962 à 1967 (1 cahier), demandes de 1962 à 1966 (2 cahiers), paiement de 1962 à 1966 (1 cahier), aide exceptionnelle de 1963 à 1967 (1 cahier). 1962-1967 Sous-préfecture de Montargis
1126 W 99501a	Rapatriés d'Afrique du Nord. - Secours d'urgence, états nominatifs des ordres de paiement (1969-1978) ; logement dont recensement des locaux susceptibles d'être réquisitionnés (1963-1964) ; dossiers, fiches et correspondance individuels (1962-1973). 1962-1978 Sous-Préfecture de Montargis
168 W 29652	Listes de rapatriés, statistiques. 1962-1967 Sous-Préfecture de Pithiviers
1073 W 82905	Allocations, renseignements concernant la situation des familles et les prestations demandées et obtenues pour la période 1962 à 1967 (fiches, 4 cahiers). 1962-1967 Sous-Préfecture de Pithiviers
1073 W 82903c	Aide aux rapatriés d'Algérie, attribution de secours : dossiers par années 1970-1975. 1970-1975 Sous-Préfecture de Pithiviers
1235 W 57	Contribution nationale à l'indemnisation des Français d'Outre-Mer. - Rapatriés d'Algérie, attribution de secours : listing des rapatriés bénéficiant d'une attribution (1976-1977), attestation individuelle du sous-préfet (1977), rapport d'enquête sociale en vue d'une aide financière (1977-1978). 1976-1978 Sous-Préfecture de Pithiviers
295 W 68331b	Rapatriés d'Algérie. - Correspondance (1962-1966) ; télégrammes annonçant l'arrivée de rapatriés (1962) ; coupures de presse (1962-1967) ; réquisitions de logements (1962-1963) ; demandes de logements (1963-1964) ; incidents à la cité de l'Herveline à Semoy (1965-1967). Dont : lettre anonyme, liste des habitants de l'Herveline, intervention de la SONACOTRA. 1962-1967 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet

1005 W 70188b	Harkis, logement et installation. - Cité d'hébergement de l'Herveline à Semoy, reclassement professionnel et hébergement : circulaires ministérielles et correspondance (1962-1969) ; service social : rapports sur le fonctionnement (1963-1964) ; rapports concernant un meurtre commis en novembre 1966 (1966-1967) ; plans (1963-1964) 1962-1969 Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
1075 W 83650b	Cité d'hébergement de l'Herveline à Semoy : attributions de logement, procès-verbaux de réunions, correspondances (avec plans, 1963-1965) ; état nominatif des rapatriés français musulmans logés dans l'ensemble immobilier de la SONACOTRAL (Société Nationale de la Construction de Logements pour les Travailleurs Originaires d'Algérie) (1964) ; demandes de logements, dossiers individuels A-Z (1973-1978). 1963-1978 Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
1223 W 184	Dossier 320/79 (incendie d'origine indéterminée survenue au bâtiment 16 de la cité de l'Herveline à Semoy). 1979 Service régional de police judiciaire
1039 W 76707a	Algériens : circulaires, instructions. 1963-1972 Commissariat central de police d'Orléans
1080 W 84059a	Ambulants et forains algériens : instructions (1962, 1964) ; dossiers individuels (10 dossiers, 1964-1966). 1962-1966 Préfecture, 1 ^{re} direction, 2 ^e bureau
1073 W 82906	Nord-Africains, statistiques des résidents et des délinquants (1963-1967). Affaires algériennes : surveillance des associations harkies, surveillance de personnalités, troubles à l'ordre public et actions subversives (1962-1976). Assignation à résidence de Fernand SAIMAN né à Alger (1962). Note sur les problèmes de formation, d'emploi et de logements des immigrés, harkis et gens du voyage (1978). 1962-1978 Sous-Préfecture de Pithiviers
1227 W 176	Affaire Grammatico, expulsion d'une famille de rapatriés exploitant une ferme à Saint-Cyr-en-Val : rapports de gendarmerie, projet de communiqué de presse, coupures de presse, correspondance. 1973-1984 Préfecture, cabinet du préfet.
1292 W 551	Délégation aux rapatriés. - Réunion du 22 janvier 1988 : correspondance, ordre du jour. Réunion du 10 octobre 1988 : compte rendu, correspondance, note. Réunion du 26 avril 1989 : compte rendu, note, plaquette d'information. Réunion du 7 novembre 1989 : note. Réunion du 21 mai 1990 : extrait du <i>Journal officiel</i> , compte rendu, correspondance, notes. Réunion du 12 juin 1990 : correspondance, notes, plaquette d'information. Réunion du 18 février 1994 : compte rendu, correspondance, note. Réunion du 29 juin 1994 : note. 1988-1994 Préfecture, DRLP, 1 ^{er} bureau
1227 W 177	Français rapatriés. - Réunion du 7 novembre 1989 sur la situation des rapatriés dans le Loiret, préparation. 1989

Associations

1453 W 904	Surveillance des associations de rapatriés. - Organisations nationales chargées des rapatriés, recensement : note, coupures de presse (1963-1967). Association nationale des Français d'Afrique du Nord, d'Outre-Mer et de leurs amis (ANFANOMA), activité de la section du Loiret (1957-1970). Union nationale des Français expulsés, rapatriés et repliés d'Afrique du Nord et d'Outre-Mer (UNFERRANOM), organisation de réunions à Orléans (1962). Rapatriés d'Algérie et d'Afrique du Nord, création et activité d'associations dans la région Centre et le département du Loiret (Amicale des Pieds Noirs de l'Orléanais, association de Défense et Liaison des Transportés d'Algérie [Cher], association du Front des nationaux pupilles et mineurs réinstallés [Cher]) (1956-1988). Contient notamment des études sur la situation des rapatriés d'Algérie dans la région Centre (19 décembre 1962) et la situation des rapatriés d'Algérie dans le département du Loiret (1^{er} décembre 1962, 21 décembre 1979). 1956-1988 Direction régionale des Renseignements généraux
1039 W 76714a	Organisations de Français rapatriés, association nationale des Français d'Afrique du Nord, d'Outre-mer et de leurs amis. 1962-1966 Commissariat central de police d'Orléans
223 W 50679	Rapatriés. - Association. 1962-1963 Sous-préfecture de Montargis
1073 W 82903c	Action menée par le Front des Rapatriés de confession islamique, correspondance, affiche. 1966 Sous-Préfecture de Pithiviers
1088 W 87573c	Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie (dont rapports des Renseignements généraux, tracts ; 1975-1976) ; Amicale des pieds-noirs d'Orléans (dont statut, liste des membres, rapports des renseignements généraux ; 1975-1977). 1975-1977 Préfecture, bureau du cabinet du préfet
1088 W 87574	Associations : "Amicale des Algériens" (1965-1967, 1971-1979). 1965-1979 Préfecture, bureau du cabinet du préfet
1453 W 919-920	Surveillance des associations d'immigrés algériens. 1453 W 919 - Amicale des Algériens en France (ADAF). - Activité de la section du Loiret (1960-1967). 1453 W 920 - Amicale des Algériens en Europe (AAE). - Organisation et activité de la section d'Orléans (1967-1986). 1960-1986 Direction régionale des renseignements généraux

La loi du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer a défini les rapatriés comme des « *Français ayant dû quitter ou estimé devoir quitter, par suite d'événements politiques, un territoire où ils étaient établis et qui était antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France* ».

Aux mesures d'urgence et aux prestations au profit des rapatriés créées notamment par le décret en date du 10 mars 1962 ont succédé, à partir de 1970, les mesures d'indemnisation. La loi du 16 juillet 1987 est la première à avoir prévu des mesures spécifiquement destinées aux harkis.

1. L'aide au logement.

Pour faciliter le relogement, le décret du 8 mars 1962 imposait de louer aux rapatriés 10 % des logements qui avaient été mis en location par des organismes HLM à partir du 1^{er} janvier 1962, et ce pendant cinq ans, et donnait compétence aux préfets pour les attribuer. La mesure étant largement insuffisante, l'ordonnance du 18 août 1962 réservait aux rapatriés 30 % des logements mis en location depuis le 1^{er} août 1962. La situation d'exception qui instituait un *contingent de rapatriés dans les locations de logements des sociétés HLM* perdura jusqu'à l'arrêt du 9 juillet 1964.

En contrepartie, le gouvernement octroyait, avec le concours de la Caisse des dépôts et consignations, d'importantes *aides à la construction* (article 35 du décret du 10 mars 1962) dont des crédits aidés, à des taux égaux, sinon inférieurs, au taux d'inflation (de 3 % en 1961 et de 4,8 % en 1962 et 1963). Les bailleurs sociaux publics ou privés y trouvèrent une manne financière non négligeable et purent ainsi assurer la construction de parcs immobiliers importants.

Venant s'ajouter aux réservations des logements et au financement de constructions de nouveaux immeubles locatifs, un *programme complémentaire de construction, à réserver aux seuls rapatriés*, fut adopté le 1^{er} septembre 1962 par le Premier ministre. Nommé « programme spécial rapatriés », il comprenait la construction de 35 000 logements HLM en préfabriqué lourd, de 2000 préfabriqués légers et de 12 000 logements économiques et familiaux (LOGECOS). Les « zones à urbaniser en priorité » (ZUP), définies en 1959, les ont notamment accueillis. La construction de nouveaux ensembles ne servit donc pas à répartir les rapatriés sur le territoire national, mais permit plutôt de les loger rapidement, là où ils avaient désormais leur emploi.

Dans le même temps, et dans l'attente des attributions, était aménagée la réglementation des *réquisitions de logements* par l'ordonnance du 3 juillet 1962, de manière à permettre, par des accords amiables assortis d'indemnités et de garanties de loyer, le relogement temporaire dans les hôtels ou locaux inoccupés. Outre leur caractère « exceptionnel », ces réquisitions étaient, dans l'esprit du ministre, un simple moyen de faciliter la transition des ménages rapatriés afin de leur assurer un hébergement quand ils étaient déjà sur le point d'obtenir un logement, et que ce dernier n'était pas encore libéré de ses anciens occupants. Devant l'inefficacité de cette première mesure, l'ordonnance du 10 septembre 1962 affirmait de nouveau le principe de réquisition pour les rapatriés d'Algérie des logements vacants, mais aussi des maisons secondaires et des centres de vacances, et offrait en contrepartie une importante protection juridique aux propriétaires des logements. Ces derniers étaient également exonérés d'impôt sur les loyers qu'ils allaient percevoir. Enfin, pour en atténuer le caractère autoritaire, le Parlement créait, avec la loi du 11 décembre 1962, des possibilités de conventions à l'amiable entre les propriétaires des biens susceptibles d'être réquisitionnés et les rapatriés, qui décidaient notamment du terme de la réquisition. La préfecture fixait l'indemnité d'occupation et les charges locatives et garantissait, en retour, le versement des loyers dus et la protection des biens contre d'éventuelles « dégradations abusives ».

Bien qu'étroitement encadrée, la situation des logements réquisitionnés ne fut pas aussi claire que prévue. Le ministre des Rapatriés, le 11 avril 1963, avait bien rappelé aux préfets qu'il fallait reloger en

priorité les rapatriés qui vivaient dans des logements réquisitionnés, mais il était déjà prévisible qu'au 1^{er} juin 1963, tous les logements ne seraient pas restitués à leurs propriétaires. Comme il était malaisé d'expulser des rapatriés pour les remplacer par des vacanciers, une subvention forfaitaire de maintien dans les lieux fut créée le 9 juillet 1963, afin de dédommager ceux qui n'avaient pu profiter de leur bien durant la saison estivale. Des ordonnances successives prolongèrent jusqu'à la fin de l'année 1965 ces réquisitions.

L'effort de construction publique ne suffisant pas, le Gouvernement tenta de convaincre les *propriétaires privés* de mettre à la disposition des rapatriés leurs logements inoccupés, en leur proposant des *subventions ou des crédits aidés pour la remise en état d'habitabilité*. En retour, ces derniers devaient être loués à des ménages ayant le statut juridique de rapatriés, pour une durée de cinq ou dix ans. Le préfet proposait aux propriétaires de choisir un locataire parmi trois ménages rapatriés et, si le bien rénové restait libre pendant trois mois sans que la préfecture ne propose de locataires, ceux-ci disposaient de leur bien à leur guise. Le décret du 31 octobre 1962 institua ainsi une aide particulière aux propriétaires pour la réparation, l'aménagement ou l'équipement de locaux destinés au logement des rapatriés après accord du préfet. Une subvention dont le montant maximum était de 10000 francs par logement, et de 2500 francs par pièce rendue habitable, était proposée aux propriétaires. Les prêts consentis pour une durée de cinq ans étaient eux aussi très avantageux : leur taux était inférieur à celui de l'inflation, ils n'étaient pas adossés à une hypothèque, et ils étaient remboursables par un tiers. Dans le cas d'un prêt accompagné d'une subvention, le propriétaire pouvait recevoir une aide maximale de 5 000 francs par logement et de 1 250 francs par pièce rendue habitable.

Le 21 mai 1963, le ministère des Rapatriés raccourcissait la procédure administrative pour l'octroi de ces aides, afin d'accélérer la mise à disposition des logements. Il faisait aussi de l'association Cotravail un possible partenaire pour les propriétaires qui voulaient réaliser des réparations d'un montant supérieur à 10 000 francs. Cet organisme de cogestion, qui regroupait, le temps de vacances scolaires, de jeunes bénévoles sur des chantiers, avait à son actif 303 chantiers où plus de 6 500 « jeunes » avaient travaillé. Le 10 juillet 1963, le ministère étendit son action auprès d'« organismes charitables » en subventionnant des associations et des établissements, religieux ou non, capables de recevoir les rapatriés socialement isolés.

Enfin, après avoir mobilisé les institutions publiques et les propriétaires privés, le dernier volet de la politique de relogement cherchait *faciliter aux rapatriés l'accession à la propriété* en leur accordant des avantages similaires à ceux de l'épargne crédit. Le décret du 10 mars 1962 (article 35) proposait ainsi des prêts bancaires d'un montant de 4000 francs par chef de famille, auquel s'ajoutaient 1000 francs par personne à charge, sans pouvoir dépasser la somme de 10000 francs. Le taux du crédit était de 3 %, alors qu'il était de 6 % sur le marché privé, sa durée était de dix années avec un différé d'amortissement de cinq ans. Le 3 août 1962, ces mesures furent étendues aux rapatriés arrivés en France après le 1^{er} janvier 1960 et qui avaient acheté un bien sans aide de l'État. Cette mesure est venue à expiration après plusieurs prorogations le 30 juin 1970.

2. Les secours de première nécessité

- des **prestations de retour** (article 5 du décret du 10 mars 1962) qui ont pris la forme de : 1° La gratuité du transport des rapatriés de leur résidence de départ au lieu de leur accueil définitif ; 2° Une indemnité forfaitaire de déménagement ; 3° Une indemnité forfaitaire de départ ; 4° Eventuellement, un hébergement de secours dans un centre de transit pour une durée maximum de huit jours ; ainsi que des **prestations de subsistance** : *allocation mensuelle de subsistance* (article 8) modulée selon la situation de famille et d'une durée maximum de douze mois, *prêt spécial* accordé aux bénéficiaires de l'allocation de subsistance reclassés dans une profession dont les revenus sont saisonniers ou ne peuvent être acquis qu'à terme (montant du prêt spécial égal au maximum à douze fois celui de la

dernière allocation mensuelle de subsistance attribuée à l'intéressé).

- des **prestations sociales** qui ont notamment consisté en : 1 ° des subventions d'installation, accordées sous condition de ressources (article 36 du décret du 10 mars 1962 : personnes âgées de cinquante ans et plus au 31 décembre de l'année de leur rapatriement, les invalides et les malades incapables de travailler) , 2° une *subvention pour le rachat des cotisations d'assurance vieillesse* (article 40) ; 3° une *indemnité particulière pour entrave à la jouissance d'un bien immobilier*, sous condition (article 37 : personnes âgées de cinquante ans et plus au 31 décembre de l'année de leur rapatriement et les invalides reconnus inaptes au travail).

Le secrétaire d'Etat aux rapatriés peut accorder aux rapatriés des **secours exceptionnels** pour répondre à des situations qui n'auraient pas été prévues par le présent texte ou qui présenteraient un caractère particulier de gravité ou d'urgence (article 41).

S'y ajoutent le **bénéfice de la Sécurité sociale et des allocations familiales** pendant un an à compter du retour.

3. Les aides au reclassement professionnel

Les directions départementales du travail et de la main-d'œuvre et les sections spécialisées éventuellement constituées au sein des délégations régionales pour l'accueil et l'orientation des rapatriés assurent les opérations de reclassement.

Le secrétaire d'Etat aux rapatriés peut financer la création de **sections supplémentaires dans les centres publics de formation professionnelle des adultes** ou attribuer des subventions aux organisations professionnelles et aux entreprises qui s'engagent à créer ou agrandir leurs centres pour accueillir des stagiaires rapatriés.

Les **rapatriés non salariés** qui s'installent dans la profession correspondant à celle qui a fait l'objet de leur inscription sur les listes professionnelles peuvent bénéficier de **facilités d'installation** : priorité pour les autorisations et licences d'installation ou d'exploitation dans les professions réglementées, conventions passées par l'Etat pour réserver aux rapatriés des gérances, représentations ou dépôts ainsi que des locaux professionnels ou commerciaux ou des lots de culture (article 28 du décret du 10 mars 1962).

L'ordonnance du 11 avril 1962 organisait la **priorité d'emploi des rapatriés salariés**, à capacité professionnelle égale, dans les établissements industriels ou commerciaux, publics ou privés, de plus de cinquante salariés (ou de vingt dans certains cas définis par décret). Dans le même temps, le Gouvernement organisait le réemploi par influence directe des préfetures auprès des entrepreneurs privés, et par la mise en place d'aide à la formation des rapatriés. En 1963 le Gouvernement décidait d'accélérer les reclassements par une vaste campagne nationale de recrutement, d'une durée de trois mois, et baptisée « Priorité d'emploi pour les rapatriés » : un « contrat d'adaptation professionnelle » était créé afin de ne plus envoyer les rapatriés dans un centre de formation pour adultes, avec le risque qu'aucun emploi n'en résulte, mais plutôt pour conjuguer formation et embauche. Les rapatriés étaient d'abord engagés, touchaient le même salaire que s'ils travaillaient à plein-temps, et passaient un tiers de leur temps de travail à se former. L'Etat remboursait l'employeur des frais d'encadrement et prenait en charge le salaire des heures improductives.

Par ailleurs des **aides au reclassement** sont accordées : 1° des *prêts de réinstallation* pour se réinstaller dans la profession correspondant à leur liste d'inscription et des *subventions de reclassement complémentaires* (articles 30 et 33 du décret du 10 mars 1962) aux rapatriés qui souhaitaient s'engager dans des activités non salariées ; 2° les rapatriés salariés occupant un emploi de caractère permanent ou les rapatriés non

salariés se réinstallant dans une profession artisanale peuvent recevoir une *subvention d'installation* (article 24).

Lorsque les rapatriés non salariés renoncent ou sont contraints de renoncer au bénéfice de leur inscription sur les listes professionnelles, en vue d'occuper un emploi salarié, ils peuvent bénéficier du *capital de reconversion* (article 32 du décret du 10 mars 1962). Afin de motiver les rapatriés indépendants à s'orienter vers le salariat, le capital de reconversion est grandement modifié par l'arrêté du 2 mars 1963. En échange d'un emploi salarié, et de leur renonciation à leur droit à la réinstallation, les rapatriés recevaient un capital d'autant plus important que le rapatrié se reclassait rapidement. Si le rapatrié indépendant se reconvertissait dans les trois mois qui suivaient son arrivée, il touchait un capital de 28000 francs. S'il acceptait sa reconversion six mois après son arrivée, il touchait 25000 francs, et neuf mois après, il recevait 18000 francs.

4. Les lois d'indemnisation

La loi n° 70-632 du **15 juillet 1970** relative à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, a conçu l'indemnisation comme « une avance sur les créances détenues à l'encontre des Etats étrangers ou des bénéficiaires de la dépossession » (article 1^{er}).

L'indemnisation a été réservée aux personnes de nationalité française au 1^{er} juin 1970. Elle était dégressive, dans la limite d'un plafond de 260.000 francs par ménage. Les versements ont été échelonnés sur une période de dix ans, avec une priorité accordée aux rapatriés les plus âgés.

La loi n° 78-1 du **2 janvier 1978** relative à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens est revenue sur la règle de dégressivité et a majoré le plafond d'indemnisation, porté à un million de francs.

La loi n° 82-4 du **6 janvier 1982** portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés a alloué aux rapatriés justifiant d'un revenu inférieur au SMIC une somme de 10.000 francs indemnisant la perte des meubles meublants.

La loi n° 87-549 du **16 juillet 1987** relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés a créé une allocation forfaitaire de 60.000 francs pour les harkis et autres anciens supplétifs de l'armée française en Algérie. Elle a également procédé à une réévaluation de tous les barèmes jusque-là utilisés pour calculer les indemnisations, ce qui a permis de mieux indemniser la perte des biens non agricoles, manifestement sous-évalués en 1970.

La loi n° 94-488 du **11 juin 1994** relative aux rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés en Algérie ou victimes de la captivité en Algérie a institué une allocation complémentaire de 110.000 francs.

Elle a également mis en place trois aides au logement destinées aux harkis : une aide à l'acquisition de la résidence principale, une aide à l'amélioration de la résidence principale et une aide à la résorption du surendettement résultant d'une opération d'accession à la propriété.

Elle a enfin octroyé une aide spécifique aux veuves de harkis, d'un montant égal au minimum vieillesse et qui peut être perçue dès 55 ans.

La loi de finances rectificative du **30 décembre 1999** a créé une rente viagère versée aux harkis et à leurs veuves, mais soumise à conditions de ressources. La loi de finances rectificative du **30 décembre 2002** a transformé la rente en allocation de reconnaissance, a supprimé la condition de ressources et a indexé l'allocation sur le coût de la vie.

La loi du **23 février 2022** ouvre un droit à réparation pour les harkis et leurs familles qui ont séjourné dans des camps de transit et des hameaux de forestage entre le 20 mars 1962 et le 31 décembre 1975.

Enfin, des mesures s'adressent aux enfants de harkis, sous forme de bourses scolaires, d'aides à la formation professionnelle, d'aides à la création d'entreprise ou d'aides à la mobilité.

5. L'aide au désendettement des rapatriés installés dans des activités non salariées

Environ 26.000 prêts de réinstallation ont été accordés par des banques ayant passé convention avec l'État à des rapatriés désireux de s'installer dans des activités non salariées.

Nombre de bénéficiaires de ces prêts se sont rapidement trouvés dans une situation de surendettement.

Dès 1963, une loi a autorisé les tribunaux à accorder aux créanciers des délais de paiement exceptionnels, pouvant aller jusqu'à dix ans.

Puis la loi d'indemnisation de 1970 a prévu, dans son article 46, que les remboursements dus au titre de ces prêts seraient déduits du montant des indemnités versées (mesure corrigée en 2004).

En 1977, 1982 et 1986, des mesures exceptionnelles de remise de dettes ont été décidées.

La loi du 16 juillet 1987 a créé des prêts de consolidation à taux bonifiés.

En 1994, des commissions départementales d'aide aux rapatriés installés (CODAIR) sont constituées : elles élaborent des plans d'apurement des dettes qui peuvent comporter une aide de l'État allant jusqu'à 77000 euros et couvrir la moitié du passif. Elles sont remplacées depuis 1999 par une commission nationale (CNAIR) qui poursuit le même objectif.

Sources : Rapport n°104 fait par le sénateur Alain Gournac sur le projet de loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés (décembre 2004). SCIOLODO-ZURCHER (Yann), « Faire des Français d'Algérie des métropolitains », *Pôle Sud*, vol. 24, 2006, pp. 15-28 ; du même auteur « Reloger les pieds-noirs : l'État mobilisé », *Métropolitiques*, 12 mars 2012.

Pour aller plus loin : *Le guide des sources relatives aux rapatriés d'Algérie*

Contenu

Le guide, disponible uniquement sous format numérique sur le site *FranceArchives*, offre un panorama d'ensemble sur les archives relatives aux rapatriés d'Algérie et dirige vers les principaux fonds susceptibles de répondre à une recherche.

Les sources sur le sujet étant très nombreuses, le guide est divisé en trois parties :

- Une introduction générale présente l'historique complexe de l'administration chargée des rapatriés de 1961 à nos jours, puis aborde les conditions du rapatriement des personnes et des biens.

Lien <https://francearchives.gouv.fr/fr/article/634545768#/>

- Une partie relative aux politiques publiques présente les fonds contenant des dossiers individuels, et s'intéresse aux politiques d'indemnisations et d'assistance ainsi qu'aux différents types d'hommages rendus aux rapatriés.

Lien <https://francearchives.gouv.fr/fr/article/707563917>

- Une partie relative aux politiques sociales aborde, quant à elle, le logement et les conditions de vie des rapatriés, puis le travail, et notamment le reclassement, l'éducation, et enfin la surveillance dont ils ont été l'objet et les revendications qu'ils ont exprimées, notamment à travers leurs associations.

Lien <https://francearchives.gouv.fr/fr/article/689586723>

3.4. Mesures sociales et financières

Indemnisations, secours, prêts et subventions

221 W 50224b	Commission économique et sociale (X^e région, Tours) : relevés d'attribution de subventions complémentaires de reclassement, procès-verbaux de décisions d'attribution (1963-1965). Commission économique : états des prêts et subventions complémentaires de reclassement à des rapatriés installés dans le département et réalisés par la caisse centrale de crédit commercial et industriel (1963-1966). 1963-1966 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
141 W 26173	Commission sociale régionale (X^e région, Tours) : relevés des décisions de la commission après examen des dossiers de demande de subventions d'installation et d'indemnités particulières (1963). Commission consultative départementale d'attribution de logements HLM aux rapatriés d'Afrique du Nord : procès-verbaux des séances (1962-1964). 1962-1964 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
1044 W 77218- 77219	Commission économique et sociale régionale de la X^e région pour les rapatriés d'Afrique du Nord (présidence assurée par le président du Tribunal administratif) : demandes d'indemnités et de subventions d'installation. 1044 W 77218 - Commission économique : dossiers de séances du 7 décembre 1962 au 11 mars 1964 (avec rapports, correspondance, procès-verbaux) ; correspondance (1963). 1044 W 77219 - Commission sociale : dossiers de séances du 7 décembre 1962 au 1^{er} mars 1967 (avec rapports, correspondance, procès-verbaux). 1962-1967 Tribunal administratif d'Orléans
1292 W 555-559	Rapatriés d'Afrique du Nord. – Indemnisations. Demande pour l'attribution d'indemnisation (biens immobiliers, mobiliers ou économiques) ou de secours d'urgence. - Dossiers individuels : arrêtés, correspondance, demandes d'identification de rapatrié, notes, pièce d'identité, rapports d'enquête. 1292 W 555 - Patronymes de A à B (1962-1995). 1292 W 556 - Patronymes de C à F (1962-1994). 1292 W 557 - Patronymes de G à L (1963-1995). 1292 W 558 - Patronymes de M à R (1964-1995). 1292 W 559 - Patronymes de S à Z (1962-1996). 1962-1996 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau
1139 W 103655b- 103676	Rapatriés d'Afrique du Nord. – Indemnisations. 1139 W 103655b – Circulaires ministérielles, correspondance (1963-1966). Commission sociales régionales, dossiers de séances (avec décisions d'attributions d'indemnités ; 7 dossiers ; juin 1963-mars 1964). 1139 W 103656 – Dossiers de séances (avec décisions d'attributions d'indemnités ; 16 dossiers ; avril 1964-mars 1967). Rapports du préfet à la commission (classement par ordre alphabétique des demandeurs, [1963-1966]). 1139 W 103657 – États des personnes indemnisées. 1982-1984. 1139 W 103658-103669 – Dossiers individuels. 1139 W 103658 – Dossiers 1 à 100, ouverts en 1970 et 1971.

	1139 W 103659 – Dossiers 101 à 200, ouverts en 1971. 1139 W 103660 – Dossiers 201 à 300, ouverts en 1971. 1139 W 103661 – Dossiers 301 à 400, ouverts en 1971. 1139 W 103662 – Dossiers 401 à 500, ouverts en 1971. 1139 W 103663 – Dossiers 501 à 600, ouverts en 1971. 1139 W 103664 – Dossiers 601 à 700, ouverts en 1971. 1139 W 103665 – Dossiers 701 à 800, ouverts en 1971 et 1972. 1139 W 103666 – Dossiers 801 à 900, ouverts en 1972. 1139 W 103667 – Dossiers 901 à 998, ouverts de 1972 à 1978. 1139 W 103668 – Dossiers 999 à 1010, ouverts en 1978 et 1979. Dossiers provenant d'autres départements (2 dossiers). Dossiers liquidés : fiches individuelles et tableaux récapitulatifs (1972-1979). 1139 W 103669 – Dossiers liquidés : fiches individuelles et tableaux récapitulatifs (1980-1983). 1963-1984 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
1139 W 103670-103676, 1292 W 561-564	Indemnisations, contentieux. 1139 W 103670 - États statistiques mensuels des demandes enregistrées auprès de la commission régionale du contentieux de l'indemnisation des rapatriés : tableaux. (1972-1983). 1139 W 103671-103676 - Étude de contentieux par la commission régionale du contentieux de l'indemnisation des rapatriés d'Orléans. - Dossier individuel : acte notarial, avis d'audience, bordereau de mandat, correspondance, demande d'indemnisation, déclaration de bien industriel, commercial ou artisanal, extrait du registre du commerce, notification de décision, note, note manuscrite, mandat. 1139 W 103671 - Dossiers n° 1 à 16 (1971-1976). 1139 W 103672 - Dossiers n° 17 à 18, 20 à 31 (1976-1977). 1139 W 103673 - Dossiers n° 32 à 46 (1977-1978). 1139 W 103674 - Dossiers n° 47 à 61 (1978-1979). 1139 W 103675 - Dossiers n° 62 à 64, 66 à 73 (1979-1980). 1139 W 103676 - Dossiers n° 74 à 85 (1980-1981). 1292 W 561 - Dossiers n° 86 à 91 (1981-1985). 1292 W 562 - Dossiers n° 92, 96 à 100 (1982-1990). 1292 W 563 - Dossiers n° 101 à 107 (1985-1993). 1292 W 564 - Dossiers n° 108 à 111, 113 à 116 (1988-1995). 1971-1995 Préfecture, 1^{re} direction puis DRLP, 1^{er} bureau
1005 W 70188a	Secours d'urgence aux rapatriés : circulaires préfectorales de dotations de crédits, états nominatifs de secours accordés (dossiers annuels). 1974-1977 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
1075 W 83650a	Secours d'urgence aux rapatriés : états nominatifs mensuels accordés. 1978-1983 Préfecture, 1^{re} direction
1139 W 103655a	Secours d'urgence aux rapatriés. - Listes des bénéficiaires pour 1966 à 1976 (3 cahiers) ; états nominatifs des secours accordés en 1984 et 1985 Indiquent les adresses, les dates et les sommes perçues.

	1963-1984 Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
1292 W 560	Secours sociaux exceptionnels aux rapatriés. - État des arrêts d'attributions : tableau nominatif. 1987-1995 Préfecture, DRLP, 1 ^{er} bureau
1292 W 573	Prêts de réinstallation. - Réunion de la pré-commission départementale de remise et d'aménagement des prêts. - Étude des dossiers : attestation, compte rendu de réunion, correspondance, déclaration d'imposition, extrait des inscriptions au répertoire des métiers, notes, procès-verbal de commission, questionnaire de prêt de reclassement aux rapatriés. 1978-1991 Préfecture, DRLP, 1 ^{er} bureau
1139 W 103677-103679	Prêts de réinstallation. - Commission régionale de remise et d'aménagement des prêts aux rapatriés d'Orléans. - Séances. 1139 W 103677 - Décembre 1982 - novembre 1983 (8 dossiers). 1139 W 103678 - Février 1984 - avril 1985 (8 dossiers). 1139 W 103679 - Mai 1985 - décembre 1986 (7 dossiers). 1982-1986 Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
1292 W 574-576	Prêts de réinstallation. - Commission régionale de remise et d'aménagement des prêts aux rapatriés d'Orléans. - Étude. - Dossiers individuels : accusés de réception, actes notariés, arrêtés, avis d'audience, avis du Trésor public, bilans financiers, contrats de prêt, correspondance, déclarations d'imposition, listes nominatives des requêtes, notes, notifications, questionnaires de prêt de reclassement aux rapatriés, rapports d'enquête. 1292 W 574 - Dossiers n° 3, 7, 8, 52, 61 (1980-1988). 1292 W 575 - Dossiers n° 65, 70, 72, 79, 85, 90, 110 (1982-1986). 1292 W 576 - Dossiers n° 111, 114, 117, 121, 131, 143, 152, 160. (1984-1988). 1968-1989 Préfecture, DRLP, 1 ^{er} bureau
1139 W 103680-103692	Prêts de réinstallation. - Commission régionale de remise et d'aménagement des prêts aux rapatriés d'Orléans : dossiers individuels. 1139 W 103680 - 2 à 15. 1139 W 103681 - 18 à 31. 1139 W 103682 - 32 à 42. 1139 W 103683 - 44 à 48. 1139 W 103684 - 51 à 66. 1139 W 103685 - 71 à 81. 1139 W 103686 - 82 à 89. 1139 W 103687 - 91 à 98. 1139 W 103688 - 102 à 107. 1139 W 103689 - 108 à 122. 1139 W 103690 - 123 à 133. 1139 W 103691 - 134 à 140. 1139 W 103692 - 141 à 161. 1979-1988

	Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
1292 W 577-578	Prêts de réinstallation. 1292 W 577 - Commission régionale de remise et d'aménagement des prêts aux rapatriés d'Orléans. – Rejet, dossiers individuels : arrêtés, avis du Trésor public, correspondance, notifications de décision, questionnaires de prêt de reclassement aux rapatriés. (1988-1989). 1292 W 578 - Aménagement des prêts consentis aux rapatriés en vue de leur réinstallation. - Demandes individuelles : correspondance, note, rapport d'enquête (1968-1978). 1968-1989 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau
1139 W 103693- 103694	Prêts de réinstallation. - Commission régionale de remise et d'aménagement des prêts de Paris : dossiers individuels de demandeurs de la région. 1139 W 103693 - A-H. 1139 W 103694 - L-V. 1977-1982 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
141 W 26188	Subventions d'installation : états des bénéficiaires. 1962-1967 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
1292 W 568-570	Logement, demande d'aide aux accédants en difficulté pour l'accession à la propriété. - Dossiers individuels : actes notariés, arrêtés, avis d'imposition, bulletins de paie, certificats, correspondance, fiches familiales d'état civil, pièces d'identité, plans de construction, relevés d'identité bancaire, tableaux de financement. 1292 W 568 - Patronymes de A à B (1986-1989). 1292 W 569 - Patronymes de C à K (1987-1992). 1292 W 570 - Patronymes de L à Z (1987-1992). 1986-1992 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau
1175 W 111538, 1116110, 111614	Dossiers de procédure. 1175 W 111538 - 1983, n° 542-553 dont suspension de poursuites à l'encontre de rapatriés d'Algérie en application des lois du 15 juillet 1970 et du 6 janvier 1982. 1175 W 111610 - 1984, n° 2124-2205 dont réclamation de frais d'hospitalisation et remboursement de prêts de réinstallation par des rapatriés. 1175 W 111614 - 1985, n° 455-624 dont remboursement de prêts de réinstallation de rapatriés. 1983-1985 Cour d'appel

Logement (recensement, attribution, réquisition et construction)

141 W 26179- 26187	Fiches familiales de rapatriés logés par l'administration. 141 W 26179-26184 - Rapatriés logés à Orléans (1962–1964).
-----------------------------------	--

	141 W 26179 - Patronymes A-B. 141 W 26180 - Patronymes C-F. 141 W 26181 - Patronymes G-K. 141 W 26182 - Patronymes L-M. 141 W 26183 - Patronymes N-Q. 141 W 26184 - Patronymes R-Z. 141 W 26185-26186 - Rapatriés logés à Montargis (1962-1965). 141 W 26185 - Patronymes A-K. 141 W 26186 - Patronymes L-Z. 141 W 26187 - Rapatriés logés à Pithiviers (1962-1965). 1962-1965 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
141 W 26176-26178	Logement et installation. 141 W 26176 - Rapports au ministère (1962-1963). Locaux disponibles par mairie : recensement (1962). 141 W 26177 - Logements, y compris les hôtels dits hôtels de préfecture. - Recensement et réquisition (1962). 141 W 26178 - Centres de rapatriés. - Orléans (Benjamin Franklin, Jean Zay, Poste, Saintoin), La Chapelle-Saint-Mesmin (Château de la Source), Olivet (Don Bosco, Les Hulotières), Saran (La Poterie) (1962-1963). Hébergement : statistiques et correspondance pour 1962 à 1964 (1962-1965). 1962-1965 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
221 W 50224d	Réquisitions de logements : circulaires et instructions ministérielles, arrêtés préfectoraux, lois, décrets, correspondance (avec coupure de presse). 1961-1966 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
197 W 45139a	Collège de garçons puis lycée Benjamin Franklin d'Orléans – Dont : accueil de rapatriés d'Algérie en juin et août 1962. 1964-1967 Inspection académique

241 W 54486a	Logement et installation. - Aménagement : prêts et subvention de l'État. Instructions et circulaires ministérielles (1962-1965), arrêté préfectoral (1963). Recensement des locaux : instructions, listes et enquête dans les communes (1963-1964). Enregistrement des dossiers de demandes de prêts et de subventions pour l'aménagement, la réparation et l'équipement des locaux destinés aux rapatriés (1964-1965, 1 registre). 1962-1965 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
223 W 50681-50684a	223 W 50681 - Logement. - "Commission départementale chargée d'étudier les demandes de prêts et subventions pouvant être accordés par l'État pour l'aménagement, la réparation et l'équipement des locaux destinés au logement des rapatriés", procès-verbaux (1963-

	1965) ; recensement des logements libres, fiches descriptives classées par canton et commune (1962). 223 W 50682 - Réquisitions (1962-1963). 223 W 50683 - Réservations dans les HLM : circulaires ministérielles, correspondance, listes (1962-1966) ; Briare : listes (1964-1965) ; Châteaurenard : listes (1963-1966) ; Gien : listes (1963-1966) ; district de Montargis : listes, tableaux (1962-1963). 223 W 50684a - Réservations dans les HLM, district de Montargis : listes, tableaux (1964-1966). 1962-1966 Sous-préfecture de Montargis
168 W 29650-29651	Logement des rapatriés. 168 W 29650 - Recensement des logements libres : fiches descriptives (classées par commune –manque Pithiviers- et canton) (1962). 168 W 29651 - Réquisitions de logements et réservations dans les HLM (1962-1964). 1962-1964 Sous-préfecture de Pithiviers
1073 W 82904	Attributions de logements à Pithiviers : correspondance, dossiers par immeuble HLM (8 dossiers). 1964-1967 Sous-préfecture de Pithiviers
279 W 61326c	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). - Conventions avec le "département des rapatriés" 1963, 1965 Préfecture de la région Centre, Mission régionale
179 W 35453c	HLM et LOGECOS, programme de construction dans le département : rapports de la direction départementale de la construction, correspondance échangée avec le ministère de la construction et la direction départementale de la construction (avec coupures de presse, 1962-1963). HLM d'État, programmes et financement : correspondance (1961-1962). HLM départementaux, programme et financement : dossier du conseil général, session du 16 mars 1962 (1961-1962) ; rapports de la direction départementale de la construction, correspondance (avec tableaux et coupures de presse ; 1962) ; logements pour personnes âgées, programme : correspondance (1961-1962). Concerne en particulier le relogement des Français rapatriés. 1961-1963 Préfecture, bureau du cabinet et cabinet du préfet
290 W 67180	Logement pour les rapatriés. - Instructions et arrêtés ministériels, arrêtés préfectoraux (1962-1964) ; correspondance (avec plans et tableaux, 1962-1964). Programme de HLM pour les villes de Gien, Montargis, Orléans : dossier technique (1962). 1962-1964 Direction départementale de l'équipement
206 W 47208	Programme spécial de construction d'HLM pour les rapatriés : correspondance. 1961-1962 Direction départementale de la construction

1242 W 249, 257, 259	Acquisitions foncières et dossiers de rétrocessions de terrains par les offices d'HLM à la commune pour la construction de logements. 1242 W 249 - Briare, "les Clos des Bûchers" : 55 logements pour les rapatriés (1961-1965), rétrocession des voies à la ville (1971). 1242 W 257 - Gien, "les Champs de la Ville" : 52 logements pour les rapatriés (1963-1964). 1242 W 259 - Gien, "la Saulaie" : 10 logements pour les rapatriés et 8 logements (1963-1964). 1961-1971 Direction départementale de l'équipement
205 W 46262- 46263	Office public municipal. - Domaine de La Source. – 514 puis 518 logements pour rapatriés. 205 W 46262 - Dossiers administratif et financier (1962-1968) ; dossier technique (1963-1964). 205 W 46263 - Dossier technique (1964-1970). 1962-1970 Préfecture, 2^e direction, 2^e bureau
129 W 23164	Office public municipal, programme "Rapatriés". - Domaine de La Source : plans. 1963 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
290 W 67258, 67296- 67299	Office municipal des HLM. – Orléans, la Source. 290 W 67258 - "Domaine de la Source", 515 logements pour rapatriés : dossier technique et financier (1962-1964). 290 W 67296-67297 - Domaine de la Source, 515 logements pour rapatriés (1962–1975). 290 W 67296 - Dossier. 1962-1969 290 W 67297 - Plans. 1962-1963 290 W 67299 - Domaine de la Source, 518 logements pour rapatriés (1962-1975). 1962-1975 Direction départementale de l'équipement
271 W 60083	Orléans La Source, zone C [dans le cadre de l'aménagement du Grand Ensemble universitaire et urbain de la Source], permis n° 29101 : programme par l'OPHLM de 514 logements pour rapatriés : plans, permis, devis (1963, 1965-1969). 1963-1969 Direction départementale de l'Équipement, service des permis de construire
206 W 46916	Opération dite 500 logements pour rapatriés. – Orléans, domaine de la Source. - Travaux de voirie et réseaux divers : dossier d'avant-projet (avec plans). 1963-1964 Direction départementale de la construction
167 W 29629- 29630	Office public municipal d'Orléans, pièces annexes au compte de gestion. Exercice 1962. – Dont : Lotissement du Domaine de la Source-Rapatriés. 1962-1964 Trésorerie générale
1017 W 70476b	Orléans-La Source, utilisation à des fins administratives de bâtiments du groupe scolaire des rapatriés.

	1964-1965 Préfecture du Loiret, secrétariat général.
290 W 67319	Châlette-sur-Loing, construction par la société d'HLM de Montargis : 155 logements pour rapatriés, rue Saint-Sébastien : dossier technique et financier. 1962-1970 Direction départementale de l'équipement
290 W 67337	Montargis, société d'HLM de Montargis, "Cité du Château", 155 logements pour rapatriés : dossier technique. 1961-1967 Direction départementale de l'équipement
205 W 46219	Office public départemental. - Briare, "Clos des Bûchets" - 55 logements pour rapatriés du programme spécial État : plans. 1961-1970 Préfecture, 2 ^e direction, 2 ^e bureau
290 W 67206	Office départemental des HLM. - Briare, clos des Bûchers, 55 logements pour rapatriés. 1962-1966 Direction départementale de l'équipement
205 W 46226	Office public départemental. – Gien, "Les champs de la ville", 52 logements pour rapatriés du programme Etat 1962 : plans (1962-1966, 1971). 1962-1971 Préfecture, 2 ^e direction, 2 ^e bureau
206 W 47215	OPHLM départemental. - Gien, dans le cadre du programme spécial de 500 logements HLM pour les rapatriés "Les Champs de la ville" 32 logements pour le relogement des rapatriés et 14 logements dans une seconde tranche) : arrêtés préfectoraux, déclaration d'utilité publique, état parcellaire, plans (1955, 1962-1964). 1955-1964 Direction départementale de la construction
206 W 47224	OPHLM départemental. - Pithiviers, "La Croix Falaise", 24 logements pour rapatriés : correspondance, arrêté préfectoral, compte rendu. 1962-1964 Direction départementale de la construction
206 W 47237	Ingré, "Société nationale de construction de logements pour les travailleurs originaires d'Algérie" (SONACOTRAL), "Les Bas Champs" projet pour les rapatriés : avis sur l'implantation du programme. 1962 Direction départementale de la construction
180 W 35525	Dossiers communaux. – Dont : Ingré, projet de construction d'immeubles destinés au relogement de supplétifs musulmans. 1963 Préfecture
271 W 60197	Semoy, n° 21569-31169 (10 dossiers) dont n° 28378, 100 logements préfabriqués sur le terrain de l'Herveline : demande déposée par la SONACOTRAL. 1963 Direction départementale de l'équipement, service des permis de construire

194 W 43212ter	Etablissement psychothérapique de Fleury-les-Aubrais. - Commission départementale : procès-verbaux de séances, dont en 1963, fourniture d'eau potable à la cité provisoire de Semoy pour les rapatriés d'Algérie (avec pièces annexes et plans). 1962-1963 Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
---------------------------	--

Reclassement professionnel

280 W 61612c	Reclassement : instructions ministérielles, statistiques, correspondance (1962-1965). Chômage, allocations (1963). 1962-1965 Direction régionale du travail.
134 W 25238	Reclassement. - Travailleurs rapatriés d'Outre-mer : instructions ministérielles. 1958-1964 Préfecture, Service du développement économique et des investissements, 3^e section
163 W 29095	Reclassement professionnel, inventaires et rapports mensuels des préfets (1962-1963). États statistiques des inscriptions sur les listes professionnelles, des demandes de prêts et de subventions (1962-1963). 1962-1963 Préfecture de la région Centre, Mission régionale.
279 W 61283c	Rapatriés d'Afrique du Nord, reclassement : rapports mensuels des préfets des départements. 1963-1965 Préfecture de la région Centre, Mission régionale.
280 W 61613	Rapatriés d'Algérie. - Demandes d'emplois non satisfaites : états semestriels (1962-1964). Fluctuations du marché du travail : états mensuels (1962-1964). Opération de reclassement des rapatriés : états de quinzaines puis mensuels (1962-1966). 1962-1966 Direction régionale du travail.
141 W 26189	Emploi : instructions, rapports, états généraux et nominatifs des demandes. 1962-1963 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau

221 W 50225a	Inscriptions sur les listes professionnelles : circulaires ministérielles, listes récapitulatives (1962-1966). Reclassement dans l'agriculture, prêts et subventions complémentaires, recensements des agriculteurs et inscriptions sur les listes professionnelles agricoles : circulaires et instructions ministérielles, note, correspondance et listes (avec tableaux, brochure, 1962-1967). Réinstallation des pharmaciens : circulaires ministérielles, correspondance (avec plans, 1962-1964). 1962-1967 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
-------------------------	--

133 W 25028	Services routiers occasionnels. - Personnel, reclassement dans la métropole des Français rapatriés qui exerçaient en Algérie la profession de conducteur ou de loueur de taxis : ordonnance du 4 août 1962, arrêtés ministériels. 1962 Préfecture, 3 ^e division, 1 ^{er} bureau
1243 W 586, 759	1243 W 586 - Programme de réinstallation des médecins et pharmaciens rapatriés non salariés d'Afrique du Nord. - Reclassement professionnel, demandes de prêts et de subventions : dossiers individuels (1963-1966). Contiennent : avis du directeur de la DDASS, rapports d'enquête sociale, notes, correspondance. 1243 W 759 - Agents hospitaliers rapatriés d'Algérie, mise en œuvre de l'ordonnance n° 62-657 du 9 juin 1962 dans le département du Loiret. - Reclassement : circulaires, liste des postes vacants, déclarations de vacances de postes, fiches individuelles de renseignement (1962-1964). 1962-1966 Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
134 W 25237	Installation d'agriculteurs français rapatriés d'Afrique du Nord dans le Loiret : instructions ministérielles, enquêtes et rapports préfectoraux. 1957 Préfecture, Service du développement économique et des investissements, 3 ^e section

Aides diverses

83 W 16999- 17113	Demandes de cartes d'identité. - Rapatriés : dossiers individuels. 1962-1965 Préfecture, 1 ^{re} direction, 4 ^e bureau
1600 W 7	Mesures d'aide au désendettement des rapatriés réinstallés dans une activité non salariée : circulaire interministérielle (21 avril 1995). 1995 Cour d'appel d'Orléans
221 W 50224c	Prêts à la construction dont les rapatriés sont débiteurs en Algérie : correspondance (1963). Régime de sécurité sociale : circulaires ministérielles, correspondance (1963). Hospitalisation des rapatriés : notes (1962). Aide temporaire aux victimes d'attentats terroristes : instruction ministérielle et correspondance (1962-1963). 1962-1963 Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
1292 W 579	Demande de délivrance de bons de transport gratuit : circulaire, correspondance, note manuscrite. 1966-1987 Préfecture, DRLP, 1 ^{er} bureau
145 W 26443	Baccalauréat. - Résultats par jury pour le Loiret (1963). Session spéciale concernant les rapatriés d'Algérie (1962). 1962-1963 Rectorat
279 W 61326c	Constructions scolaires : enquêtes sur l'urbanisation et l'enseignement du 1 ^{er} degré (2 dossiers, 1963, 1965) ; tableaux statistiques pour les années 1963-1966 (sans date). Attribution de classes mobiles dans l'Eure-et-Loir pour les enfants de rapatriés (1965).

	Harmonisation des indemnités servies par les communes aux instituteurs non-logés : instructions préfectorales, réponses des départements (1966). 1963-1966 Préfecture de la région Centre, Mission régionale.
1114 W 96342b	Accueil des élèves rapatriés. - Besoins scolaires et attribution de classes préfabriquées : instructions ministérielles, notes, correspondance (1962-1966). Attribution de classes préfabriquées : dossiers par commune (Orléans, Châlette sur Loing, Ingré, Semoy, Malesherbes, Olivet, Pithiviers, Saint Jean de Braye) (1962-1965). 1962-1966 Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
1299 W 1209	Expropriations. - Dossiers de procédure (décisions d'octobre à décembre 1963). – Dont : Semoy, construction de classes destinées aux enfants rapatriés d'Algérie, rue du Bignon (1963). 1963 Tribunal de grande instance d'Orléans.
1068 W 82176a	Frais de fonctionnement des collèges. – Dont : subvention départementale à la commune de Semoy, charges scolaires exceptionnelles relatives à la fréquentation du CES de Fleury-les-Aubrais par les enfants d'ex-harkis de la cité de l'Herveline (1971-1972, 1976, 1980). 1971-1980 Préfecture, 2 ^e direction, 3 ^e bureau
1472 W 68	Semoy, registres matricules scolaires : école maternelle (1973-1984) ; école élémentaire (1890-1974, 1946-1986). 1890-1986 Inspection académique
1243 W 519	Transfert de malades originaires de l'étranger et des départements autres que le Loiret. - Demandes d'admission et accueil à l'hôpital psychiatrique de Fleury-les-Aubrais : circulaires ministérielles, listes nominatives, correspondance. Concerne notamment l'accueil de malades rapatriés depuis l'Afrique du Nord (1964-1966). 1965-1970 Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales
194 W 43212a	Etablissement psychothérapique de Fleury-les-Aubrais. – Aliénés. Dont : rapatriement de malades hospitalisés dans les hôpitaux psychiatriques d'Algérie et affectation dans le Loiret : télégrammes, notes. 1962-1963 Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales
267 W 58579	Caisses d'allocations familiales, statistiques. - Recettes, prestations servies, gestion administrative, immobilisation, effectifs, famille hors métropole et rapatriés. 1962-1965 Direction régionale de la sécurité sociale

Financement des mesures

136 W GF/220– 226	Comptabilité d'Etat. - Affaires algériennes et Rapatriés. - Recueils des fiches annuelles dits "chapitres". 136 W GF/220 - Exercice 1962. 136 W GF/223 - Exercice 1963.
----------------------------------	---

196 W GF/3110– 3118	196 W GF/3110 - Rapatriés, exercice 1963. 136 W GF/225 - Exercice 1964. 136 W GF/226 - Rapatriés, exercice 1964. 196 W GF/3111 - Exercice 1965. 196 W GF/3112 - Rapatriés, exercice 1965. 196 W GF/3114 - Exercice 1966. 196 W GF/3115 - Rapatriés, exercice 1966. 196 W GF/3118 - Rapatriés, exercice 1967. 1962-1967 Préfecture, 2^e direction, 1^{er} bureau
136 W GF/248– 253 196 W GF/3095– 3107 287 W GF/5043– 5087 1011 W 5640–5651 1072 W GF/8024– 8035 1759 W 1	Comptabilité d'Etat. - Affaires algériennes et Rapatriés. - Journal des mandats. 136 W GF/248 - Exercice 1962. 136 W GF/250 - Exercice 1963. 136 W GF/252 - Rapatriés, exercice 1963. 136 W GF/253 - Exercice 1964. 196 W GF/3095 - Rapatriés, exercice 1964. 196 W GF/3096 - Exercice 1965. 196 W GF/3098 - Rapatriés, exercice 1965. 196 W GF/3099 - Exercice 1966. 196 W GF/3102 - Rapatriés exercice 1966. 196 W GF/3107 - Rapatriés exercice 1967. 287 W GF/5043 - Rapatriés exercice 1968. 287 W GF/5049 - Rapatriés exercice 1969. 287 W GF/5057 - Rapatriés exercice 1970. 287 W GF/5064 - Rapatriés exercice 1971. 287 W GF/5070 - Rapatriés exercice 1972. 287 W GF/5076 - Rapatriés exercice 1973. 287 W GF/5082 - Rapatriés exercice 1974. 287 W GF/5087 - Rapatriés exercice 1975. 1011 W GF/5640 - Rapatriés exercice 1976. 1011 W GF/5646 - Rapatriés exercice 1977. 1011 W GF/5651 - Rapatriés exercice 1978. 1072 W GF/8024 - Dont : Intérieur (Rapatriés) exercice 1979. 1759 W 1 - Dont : Rapatriés exercice 1980. 1072 W GF/8035 - Dont : Intérieur (Rapatriés) exercice 1981. 1962-1981 Préfecture, 2^e direction, 1^{er} bureau
1072 W 82864	Comptabilité d'Etat. - Nomenclatures budgétaires par ministère. – Dont : Intérieur et rapatriés. 1982-1984 Préfecture, 2^e direction, 1^{er} bureau
147 W GF/360- 361, 174 W GF/1291- 1292,	Comptabilité d'Etat. – Traitement des fonctionnaires : fiches de traitement. Fiches de traitement du ministère de l'Intérieur. 147 W GF/360 - 1962. Concerne aussi les affaires algériennes. 147 W GF/361 - 1963. Concerne aussi les affaires algériennes et les rapatriés. 174 W GF/1291 - 1964. Ministères Affaires algériennes, Intérieur, rapatriés. 174 W GF/1292 - 1965. Ministères Affaires algériennes, Intérieur, rapatriés. 1011 W GF/5555 - 1966. Ministères Affaires algériennes, Intérieur, rapatriés.

1011 W GF/5555	1962-1966 Préfecture, 2 ^e direction, 1 ^{er} bureau
196 W 44697- 44708	Département du Loiret. – Subventions accordées. 196 W 44697 - Sessions 1964 pour 1965. Dont : rapatriés d'Algérie (1 dossier) ; Guerre (11 dossiers). 196 W 44699 - Sessions 1965 pour 1966. Dont : Guerre (14 dossiers). 196 W 44702 - Sessions 1966 pour 1967. Dont : rapatriés d'Algérie (1 dossier) ; Guerre (15 dossiers). 196 W 44705 - Sessions 1967 pour 1968. Dont : Guerre (13 dossiers). 196 W 44708 - Sessions 1968 pour 1969. Dont : Guerre (16 dossiers). 1964-1968 Préfecture, 2 ^e direction, 1 ^{er} bureau
1713 W 131, 147, 155	Comptabilité. - Grands livres de gestion. 1713 W 131 – 1965 - Rapatriés. 1713 W 147 – 1966 - Salariés, population non active, employeurs, travailleurs indépendants, rapatriés. 1713 W 155 – 1967 - Salariés, population non active, employeurs, travailleurs indépendants, rapatriés. 1965-1967 Caisse d'allocations familiales du Loiret

Pour aller plus loin : *Délégation régionale de Tours pour l'accueil des rapatriés d'Algérie et commissions régionales*

Contenu

997 W 41 - 997 W 48, 1405 W 61 – Commissions régionales (commission économique, commission sociale): enregistrement des décisions, délibérations. 1962-1967

997 W 1 – 997 W 3 – Délégation régionale : textes officiels, documentation, notes d'information du ministère des rapatriés sur les rapatriements d'Afrique du Nord, réorganisation (avril 1963), organisation des services départementaux du Calvados, d'Ille-et-Vilaine, d'Indre-et-Loire, de Loire-Atlantique (1964), gestion des personnels de la délégation, des secrétariats des commissions régionales de Rennes et de Tours, bilan d'activités (1963), budgets (1963-1964), états de consommation des crédits, correspondance entre les préfectures et les directeurs départementaux du travail et de la main d'œuvre. 1962-1964.

Producteur

Préfecture d'Indre-et-Loire.

Conservation

Archives départementales d'Indre-et-Loire.

3.5. Reclassement des fonctionnaires

221 W 50224e	Recensement des fonctionnaires français : notices de renseignements, listes. 1962 Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
-------------------------	---

257 W 57191b	Personnels d'Etat venant d'Algérie. - Recrutement, nominations, affectations d'office de fonctionnaires en Algérie (1956-1959). Rapatriement : instructions ministérielles (1962-1969) ; correspondance du préfet (1962-1964) ; situation des femmes de fonctionnaires disparus (1963) ; rattachement au ministère de l'Intérieur des "ex-caïds" (1965-1968). Coopération technique, situation administrative des agents français : instructions ministérielles (1962-1965, 1970). 1956-1970 Préfecture, secrétariat général
1064 W 80419	Prise en charge des frais de déménagement des fonctionnaires (1957-1963), prime de recrutement et d'installation en Algérie : circulaires (1957, 1963). 1957-1963 Conseil général du Loiret, service des finances départementales
205 W 46028- 46033	Reclassement. 205 W 46028 - Commission départementale de reclassement, constitution (avec liste, 1963) et procès-verbaux (avec pièces annexes dont tableaux, 1963, 1965) ; assouplissement des dispositions de l'ordonnance du 9 juin 1962 et demande de dérogation (1962-1966) ; règlement de droits acquis en Algérie avant le 14 janvier 1963 dont [1966] état nominatif des rapatriés reclassés à la mairie d'Orléans (rf1962-1967) ; prise en charge, décisions modificatives (avec tableaux, 1963-1965) ; correspondance et autres pièces dont en 1963 agents pour Gien, directeur de services administratifs pour Orléans : coupure de presse (1963-1966) ; reclassement en surnombre à la mairie d'Orléans de quatre agents (1963-1968). 205 W 46029-46033 - Dossiers individuels clos avant 1969 (les agents communaux sont reclassés soit dans le Loiret, soit dans d'autres départements ou sont pris en charge par le Loiret en attendant que ce département ou un autre leur trouve un emploi) 205 W 46029 - Patronymes A-C (20 dossiers). 205 W 46030 - Patronymes D-G (15 dossiers). 205 W 46031 - Patronymes J-M (15 dossiers). 205 W 46032 - Patronymes N-R (13 dossiers). 205 W 46033 - Patronymes S-Z (19 dossiers). 1957-1968 Préfecture, 2^e direction, 2^e bureau
1092 W 87807b- 87809	Agents des collectivités locales et établissements publics rapatriés d'Afrique du Nord. - Reclassement et assistance technique : dossiers individuels (classés par ordre alphabétique). Contiennent en général décision ministérielle de prise en charge, procès-verbaux de séance de la Commission départementale de reclassement, arrêté municipal de reclassement, certificat de travail ou état de services, certificat de cessation de paiement, fiche d'état civil, fiche de renseignement, demandes de paiement des indemnités de transport, déménagement, réinstallation, demande d'allocation logement, correspondance. 1092 W 87807b - A-F (28 dossiers). 1092 W 87808 - G-O (23 dossiers). 1092 W 87809 - P-Z (26 dossiers). 1962-1969 Préfecture, secrétariat général.
289 W 66356	Instituteurs rapatriés d'Algérie : circulaires ministérielles, nominations, arrêtés de titularisation, promotions et listes. 1961-1966

	Inspection académique
125 W 22618, 147 W 26904, 26907, 26910, 26919, 26928, 27003, 27007	Comptabilité d'Etat. – Traitement des fonctionnaires du ministère de l'Education nationale. 125 W 22618 - Etat de traitement du ministère de l'Éducation nationale et des affaires culturelles. - Instituteurs dont rapatriés : fiches individuelles (1958, 1959). Etats nominatifs de traitement des instituteurs, dont rapatriés. 147 W 26904 - Fiches Premier semestre 1958. 147 W 26910 - Fiches 1959. 147 W 26919 - Fiches 1960. 147 W 26928 - Fiches 1961. 147 W 27003 - Plaquettes 1962. Collèges d'enseignement général. – Dont rapatriés 147 W 26997 - 1962 147 W 27007 - 1963 1958-1963 Préfecture, 2^e direction, 1^{er} bureau
197 W 44875	Dossiers des instituteurs et institutrices mis à la retraite avant 1970 – Dont : dossier instituteur algérien, conflit avec les habitants à Loury (1962). 1964-1967 Inspection académique
199 W 45264b	Eaux et forêts, gratifications et indemnités. - Indemnités spéciales pour le personnel rapatrié d'Algérie. 1962-1963 Direction régionale des eaux et forêts
1082 W 84326b	Magistrats du ressort. - Statut dont avancement et magistrats en Algérie. 1954-1967 Tribunal de première instance puis tribunal de grande instance de Montargis
1104 W 93960b	Contributions directes, agents rapatriés d'Algérie : circulaires et notes ministérielles, notes de la Direction départementale (1962-1968) ; listes des agents rapatriés d'outre-mer depuis le 11 mars 1962 ; prestations familiales, dossier Benchelloug (1962-1963). 1962-1968 Direction départementale des services fiscaux.
1104 W 94205a	Enregistrement, domaines et timbre, agents rapatriés d'Afrique du Nord : instructions, correspondances (1963-1964) ; indemnités aux rapatriés d'Algérie (instructions et fiches de situations individuelles) (1963) ; dossiers individuels (7 dossiers) (1962-1963). 1962-1964 Direction départementale des services fiscaux.
266 W 58069- 58071	Personnel du Ministère de la Santé, rapatriés. – Dossiers individuels comptables clos avant la prise en charge par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. 266 W 58069 - Patronymes AGU-GAR. 266 W 58070 - Patronymes GEI-POU. 266 W 58071 - Patronymes ROD-JUE. [1940-1970] Préfecture, 2^e direction, 1^{er} bureau

297 W 69469-69471	Personnels de la Sécurité sociale rapatriés. 297 W 69469 - Instructions, circulaires ministérielles et régionales (1962-1973). 297 W 69470 - Recensement, affectations en surnombre, régularisation de situations, emplois vacants et mesures de reclassement (avec tableaux) (1962-1975). 297 W 69471 - Reclassement : dossiers individuels A-Z (1962-1969, 1973, 1975). 1962-1975 Direction régionale de la sécurité sociale
1012 W 70802b	Reclassement des agents permanents de la société algérienne des eaux d'Oran : dossiers individuels (1964-1965, 1972-1973). 1964-1973 Préfecture, 2^e direction, 2^e bureau
1348 W 32	Personnel des Postes et télécommunications rapatriés d'Algérie. - Indemnité de prise en charge : décrets (1962), note, listing des rapatriés n'ayant pas rejoint leur poste, listing des personnels non titulaires, fiches de demandes de versement, livret de notes de versement, correspondance (1963-1964). Affectation des agents appartenant aux catégories à gestion décentralisée : listes nominatives des rapatriés, correspondance (1963). Réclamation des rapatriés au sujet des indemnités : correspondance, billets de passagers d'avion (1958-1963). Indemnité de réinstallation : circulaires, correspondance, listing des agents pouvant prétendre à l'indemnité (1962-1963). Coopération technique : circulaires, listing des nouveaux emplois à pourvoir en Algérie, correspondance (1963). Relogement : listing des rapatriés, tableau d'analyse des rapatriés pouvant prétendre à un relogement, plan de l'hôtel des Postes d'Orléans, compte rendu de réunion, prêt du ministère des rapatriés pour l'achat d'un logement, correspondance (1962-1964). Recouvrement des sommes dues par l'Algérie : fiches de modification de statut des agents, fiches de demandes de versement, circulaires (1962-1964). 1958-1964 Direction départementale de la Poste

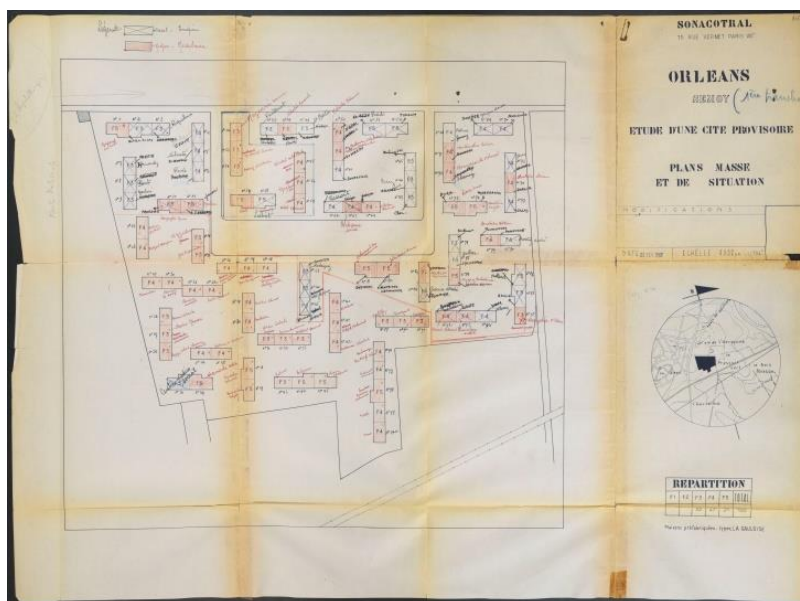
3.6. Harkis, moghaznis, « supplétifs » : mesures spécifiques

Les RONA désignent les Rapatriés d'Origine Nord-Africaine. Il s'agit des anciens membres des forces supplétives (Harkis [combattant algérien pour l'armée française], Moghaznis [personnel administratif algérien dans l'armée française], Groupes mobiles de sécurité, Groupes d'autodéfense, Unités territoriales), des militaires engagés ou appelés aux côtés de l'armée française et des élites francisées (hauts fonctionnaires, parlementaires, etc).

Services dédiés

221 W 50225b	Harkis. - Commission administrative pour le reclassement des supplétifs musulmans : institution, arrêté préfectoral. 1963 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
1292 W 549	Bureau d'information, d'aide administrative et de conseil en faveur des rapatriés français d'Afrique du Nord d'origine islamique (BIAC) au niveau de la région Centre. - Création et activité : circulaire, compte rendu de réunion, compte-rendu d'activité, correspondance, notes, note de service, plaquette d'information. 1976-1977 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau
1227 W 9	Personnel des services extérieurs de l'Etat, dossiers individuels. - Bureau d'information, d'aide administrative et de conseil aux rapatriés d'Afrique du Nord de confession islamique de la région Centre, directeur, Demaghelatrous (1976), Meskaldji (1976-1985) 1976-1985 Préfecture, cabinet du préfet.
1292 W 550, 552- 553	1292 W 550 - Audience préfectorale des associations représentants des Harkis. - Réunion du 3 mars 1987 : correspondance, note. Réunion du 10 mars 1987 : correspondance, liste d'émargement, note. Réunion du 5 juillet 1988 : correspondance, note. Réunion du 1^{er} mars 1994 : note, note manuscrite, programme. 1292 W 552 - Colloque national des rapatriés d'origine nord-africaine du 30 mai 1987 : arrêté, article de presse, carton réponse, compte rendu de réunion, correspondance, notes, notice de renseignement, tract. 1292 W 553 - Groupe départemental de suivi des rapatriés. - Réunion du 8 mars 1994 : compte rendu de réunion, convocation, ordre du jour. Réunion du 24 octobre 1994 : compte rendu de réunion, convocation. Réunion du 12 décembre 1995 : compte rendu de réunion, notes. Réunion du 1^{er} juillet 1997 : compte rendu de réunion, convocation, liste d'émargement, notes, ordre du jour. 1976-1997 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau
1382 W 346	Rapatriés d'origine nord-africaine. - Groupe départemental de suivi, réunions : comptes rendus. 1992-1994 Office national des anciens combattants et victimes de guerre
1570 W 106	Insertion, fiche d'évaluation par organisme. – Dont : Harkis du Loiret (1999). 1975-19677 Conseil général du Loiret, direction de la solidarité, direction de l'insertion

Mesures sociales (aide sociale, reclassement, logement, emploi, scolarisation)



Plan de la cité provisoire de l'Herveline à Semoy (22 février 1963)
Arch. dép. du Loiret 1075 W 83650b

1382 W 344-345	Rapatriés d'origine nord-africaine. 1382 W 344 - Accueil d'enfants d'anciens combattants musulmans, jumelage et colonies de vacances : correspondance. Sections administratives spécialisées, parrainage : circulaires, correspondance (1959-1962). 1382 W 345 - Suivi des RONA et anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie (dont anciens membres des groupes mobiles de sécurité) : listes nominatives (deux de trois listes non datées). 1959-1962 Office national des anciens combattants et victimes de guerre
221 W 50225b	Harkis. - Recensement des Français musulmans : circulaires ministérielles, correspondance (avec tableaux, listes, 1963-1964). Liste des Harkis de Semoy : fiches individuelles et collectives de départ du camp Joffre pour le Loiret (1963). Prestations familiales : fiches individuelles, correspondance (avec tableaux, 1963-1964). Logement : circulaires ministérielles, correspondance (1963). Formation professionnelle : instructions ministérielles, notes, correspondance (avec listes, 1963-1965). Reclassement : circulaires et instructions ministérielles correspondance (avec tableaux, listes, 1962-1965). Scolarisation des enfants de Harkis : correspondance (1963-1965). 1962-1965 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
241 W 54486b	Harkis. - Reclassement des supplétifs musulmans : notes, correspondance. 1963 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
1073 W 82906	Migrants, harkis et gitans : correspondance. 1978 Sous-préfecture de Pithiviers
1074 W 83289b	Français de souche islamique : mesures d'aide. 1975-1977 Préfecture, service de la coordination et de l'action économique

1139 W 103696- 103697, 103704- 103705	Rapatriés français musulmans. 1139 W 103696 - Circulaires et notes du ministère du Travail (1974-1981), de la Délégation Nationale à l'Action Sociale Educative et Culturelle (DNASEC) puis de l'ONASEC aux DRASEC (1981-1985) ; listes de familles françaises musulmanes des départements de la région (1976-1984). 1139 W 103697 – Associations - Recensement des associations dans la région : liste (1981). Dossiers d'associations pour la période 1975-1986 : Loiret (5 dossiers), Cher (3 dossiers), Eure-et-Loir (4 dossiers), Indre (1 dossier), Indre-et-Loire (2 dossiers). Contiennent généralement demandes de subventions et correspondances, et copies des statuts. 1139 W 103704 – Loisirs et culte - Bourses de colonies de vacances : dossiers de demandes d'attribution (1977-1986). Pèlerinages à La Mecque pour 1980-1982 (avec instructions ministérielles, listes de pèlerins). 1139 W 103705 – Assistance - Secours et interventions diverses du BIAC et de la DRASEC (18 dossiers) (1975-1987). 1974-1987 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
1292 W 571	Séjours de vacances en faveur des jeunes Français rapatriés d'origine nord-africaine. - Organisation : correspondance, convocation de départ, fiche inscription, liste des rapatriés, tableau des inscrits. Dossiers individuels : bon de vacances, fiches d'inscription, fiches de confirmation d'inscription, notes manuscrites. 1990 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau
1048 W 78464e	Aide sociale. - Dont : prise en charge des dépenses d'aide sociale des Français musulmans de la cité HLM de l'Herveline à Semoy. 1976 Préfecture, service de la coordination et de l'action économique
1139 W 103698- 103699	Rapatriés français musulmans. – Logement. 1139 W 103698 - Amélioration de l'habitat ancien : dossiers de demandes d'allocations (1976-1986). Accession à la propriété : dossiers de demandes de subventions pour la période 1979-1984 (ordre alphabétique des demandeurs A-K, 30 dossiers). 1139 W 103699 - Accession à la propriété : dossiers de demandes de subventions pour la période 1979-1984 (ordre alphabétique des demandeurs L-Z, 27 dossiers). Prêts AFICIL : demandes individuelles (1982-1986). 1976-1986 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
1292 W 565-567	Logement 1292 W 565 - Accession à la propriété en faveur des anciens membres des formations supplétives de l'armée française : circulaire, demande de logement, formulaire, note de service, note manuscrite (1976-1988). 1292 W 566-567 - Mesure spécifique en faveur des Français rapatriés d'origine nord-africaine.

	1292 W 566 - Aide à l'installation. - Réglementation : circulaire, extrait du <i>Journal officiel</i> (1993) ; dossiers individuels : arrêtés, certificats administratifs, correspondance, contrats de location, notes, pièces d'identité, relevés d'identité bancaire (1991-1994). 1292 W 567 - Demande de subvention pour l'amélioration de l'habitat. - Dossiers individuels : arrêtés, attestations, certificats administratifs, devis, factures, fiches familiales d'état civil, pièces d'identité. 1987-1993 1976-1994 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau
1292 W 526	Emploi. - Mesure en faveur des anciens membres des formations supplétives et de leurs familles : ordre du jour de réunion, questionnaire, rapport, liste des demandeurs d'emploi harkis inscrits, liste des demandeurs d'emploi harkis radiés, note manuscrite, tableau statistique. 1993-1998 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau
1292 W 527-529	Emploi - Agent de coordination chargé d'emploi auprès des Français rapatriés d'origine nord-africaine. 1292 W 527 - Guide pratique : rapport. 1996-1999 1292 W 528-529 - Dossiers individuels : arrêté, compte rendu d'activité, fiche de renseignement, note, rapport de continuité. 1292 W 528 - Années 1986-1993. 1292 W 529 - Années 1994-1998. 1986-1999 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau
199 W 45292	Certificats du travail : rapports, pièces individuelles, correspondance dont en 1954 possibilités d'employer d'anciens harkis. 1943-1966 Direction régionale des eaux et forêts
1292 W 530	Aide à l'emploi, dossiers individuels de bénéficiaires. - Travaux d'utilité collective : arrêtés, bulletins de salaire, certificats administratifs, correspondance, demandes d'admission au bénéfice de la rémunération forfaitaire, relevés d'identité bancaire (1988-1989). Stages d'initiation à la vie professionnelle : arrêtés, attestations, bulletins de salaire, conventions, contrats de stage, relevés d'identité bancaire (1988). Convention-emploi : arrêtés, bulletins de salaire, circulaires, conventions, correspondance, tableaux statistiques (1992-1994). Aide à la création d'entreprise : arrêtés, attestations, correspondance, échéancier financier, fiches d'état civil, plan de développement, récépissés de dépôt de déclaration (1987-1991). 1987-1994 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau
1139 W 103700b-103702	Rapatriés français musulmans. 1139 W 103700b-103701 - Enseignement - Bourses d'études. 1139 W 103700b - Demandes pour 1978-1979 à 1983-1984. 1139 W 103701 - Demandes pour 1984-1985 à 1986-1987. Écoles militaires techniques : dossiers individuels de candidature pour 1983-1984 à 1986-1987. 1139 W 103702 – Enseignement - Éducateurs du contingent <i>Instituteurs effectuant le service national dans des quartiers à forte proportion de Français musulmans, sous l'autorité de la DRASEC:</i>

	circulaires et notes du secrétariat d'État aux rapatriés (1982-1986) ; activités pour 1982-1983 à 1986-1987 (avec rapports hebdomadaires des éducateurs, correspondance). 1978-1987 Préfecture, 1^{re} direction, 1^{er} bureau
1292 W 546	Soutien scolaire. - Mise à disposition d'un éducateur du contingent auprès de jeunes Français rapatriés d'origine nord-africaine : arrêté, attestation, circulaire, compte rendu d'activité. 1988-1989 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau
1292 W 531-545	Enseignement - Demande d'attribution de bourse d'étude. - Dossiers individuels : arrêté, attestation, avis d'imposition, certificat de scolarité, correspondance, fiche de demande de bourse spécifique Français musulmans rapatriés, fiche familiale d'état civil, justificatif de transport, relevé d'identité bancaire, tableau récapitulatif des frais. 1292 W 531-532 - Enseignement primaire. 1292 W 531 - Années scolaires 1989-1990, 1990-1991, 1991-1992. 1292 W 532 - Années scolaires 1992-1993, 1993-1994, 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000. 1292 W 533-539 - Enseignement secondaire. 1292 W 533 - Années scolaires 1987-1988, 1988-1989. 1292 W 534 - Années scolaires 1989-1990. 1292 W 535 - Années scolaires 1990-1991. 1292 W 536 - Années scolaires 1991-1992, 1992-1993. 1292 W 537 - Années scolaires 1993-1994, 1994-1995. 1292 W 538 - Années scolaires 1995-1996, 1996-1997. 1292 W 539 - Années scolaires 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000. 1292 W 540-544 - Enseignement supérieur. 1292 W 540 - Années universitaires 1987-1989 à 1991-1992. 1292 W 541 - Années universitaires 1992-1993, 1993-1994. 1292 W 542 - Années universitaires 1994-1995, 1995-1996. 1292 W 543 - Années universitaires 1996-1997, 1997-1998. 1292 W 544 - Années universitaires 1998-1999, 1999-2000. 1292 W 545 - Bourses. - Récapitulatif des frais pour les études primaires, secondaires et supérieures pour chaque bénéficiaire : tableau. 1988-1992 1987-2000 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau (élections et réglementation générale)
1139 W 103703	Formation professionnelle. - Préparation aux concours administratifs (avec circulaires ministérielles, dossiers de candidatures) (1981-1985). Centre militaire de formation professionnelle de Fontenay-le-Comte : demandes d'affectation (1983-1986). Chambres départementales de commerce et d'industrie dans la région, stages de formation professionnelle : correspondance (1984). Recensement des stagiaires en formation dans la région : fiches individuelles (1984-1985). Centre national de préparation à l'emploi, stages : notes de la DNASEC, fiches de stagiaires (1985-1986). Préparation aux carrières administratives, sanitaires et sociales pour 1985-1986 (avec circulaire de l'ONASEC, dossiers de candidatures, résultats des concours). Opération permis poids lourds (avec notes de l'ONASEC, listes de candidats) (1986). 1981-1986

	Préfecture, 1 ^{re} direction, 1 ^{er} bureau
1292 W 547-548	Formation professionnelle. 1292 W 547 - Dossiers individuels des bénéficiaires. - Formation au permis poids lourds : arrêtés, certificats administratifs, circulaires, conventions avec les auto-écoles, correspondance, extrait du <i>Journal officiel</i>, factures, programme de formation (1987-1992). Stage de formation continue : arrêtés, attestations de stage, bulletins de salaire, conventions de stage, correspondance, fiches individuelles d'état civil, relevés d'identité bancaire (1987-1992). Stages de formation qualifiante en secrétariat polyvalent : arrêtés, conventions, correspondance, factures, plan de formation continue (1990-1991). École de rééducation professionnelle : attestations, certificats administratifs, correspondance, fiches de sortie et de résultats, fiches d'enregistrement de candidature, fiches familiale d'état civil, fiches de suivi, questionnaires (1994-1997). 1292 W 548 - Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). - Réalisation d'examen psychotechnique : arrêté, compte rendu d'examen, correspondance, facture (1990-1991). 1987-1997 Préfecture, DRLP, 1^{er} bureau (élections et réglementation générale)

Pour aller plus loin : *Politique d'accueil, d'hébergement et de reclassement professionnel de la population harkî*

Contenu

19920149/2- Hébergement et logement de la population harkî en métropole. - Relogement de harkis à la Cité de l'Herveline à Semoy : correspondance avec le préfet du Loiret. Janvier-avril 1964.

19920149/4 - Correspondance du SFIM avec les Préfets. Dont : Loiret. Octobre 1962-mai 1965.

Provenance

Secrétariat d'Etat à la famille et aux personnes âgées. Service d'accueil et de reclassement des Français d'Indochine et des Français musulmans (SFIM).

Conservation

Archives nationales de France

Pour aller plus loin : *Politique en faveur des harkis*

Contenu

20120054/100 – Associations à compétence départementale ou locale. Dont : Loiret (1963).

Provenance

Comité national pour les Musulmans français (CNMF) dit Comité Parodi (1955-2006)

Conservation

Archives nationales de France

Pour aller plus loin : *Le guide des sources relatives aux Harkis*

Contenu

Le guide offre un panorama d'ensemble sur les archives relatives aux Harkis et autres forces supplétives, quel que soit le lieu en France où elles sont conservées. Il dirige vers les principaux fonds susceptibles de répondre à une recherche.

Il est disponible uniquement sous format numérique, sur le portail FranceArchives.

Par souci de clarté et du fait de l'abondance des sources, le guide se compose de trois parties distinctes :

- Introduction générale, qui présente notamment les différentes catégories de supplétifs, les cartes d'implantation des camps d'accueil en France, et les ressources culturelles et pédagogiques sur le sujet.

Lien <https://francearchives.fr/fr/article/400382549>

- Sources sonores et audiovisuelles relatives aux Harkis, qui renvoient vers des photographies, des films et des témoignages.

Lien <https://francearchives.fr/fr/article/421494382>

- Sources écrites relatives aux Harkis, qui se divisent d'abord chronologiquement, « Avant 1962 » et « Après 1962 ». Après 1962, les sources étant très abondantes, il a été choisi de les présenter par grandes thématiques, telles que « Dossiers et renseignements individuels », « Politiques publiques » (reconnaissance, indemnisations et assistance, journées d'hommage), « Politiques sociales » (logement et conditions de vie, travail, éducation et formation), « Camps, cités, hameaux de forestage » ou « Répressions et revendications » ; elles sont précédées d'un historique des différentes administrations chargées des rapatriés. La rubrique « Pour aller plus loin » présente des sources extérieures aux services d'archives.

Lien <https://francearchives.fr/fr/article/421494383>

Deuxième partie : Archives d'intérêt communal, d'origine publique



Stèle commémorative à Saint-Jean-de-la-Ruelle (prise de vue effectuée en 2004)
Arch. dép. du Loiret 12 PH 1308

Avertissement

Il convient d'observer aussi que le relevé des documents est fonction des inventaires disponibles et n'est donc complet que pour les archives d'origine communale déposées et inventoriées aux Archives départementales.

Les dossiers relatifs aux élections et aux référendums, composés pour l'essentiel de procès-verbaux de vote et de liste de votants, ne sont pas référencés systématiquement. Il est conseillé de pratiquer une vérification dans le fonds d'archives de chaque commune.

L'indication figurant en fin de notice signale le lieu de conservation des documents : « AD 45 » lorsqu'il s'agit de fonds déposés aux Archives départementales, « commune » lorsque les documents sont conservés en mairie (ou par le service d'archives communales).

Commune d'Artenay

4 H/84	Combattants. - Liste nominative (1 p.). s.d. Commune
--------	--

Commune d'Aulnay-la-Rivière

400 O-SUPPL 4 H/16	Aide aux soldats d'Afrique du Nord.- Envoi de mandats : correspondance. 1956-1961 AD 45
400 O-SUPPL 1 K/12	Référendums.- Procès-verbaux, listes des votants (13 p.). 1945-1962 AD 45

Commune de Baccon

263 O-SUPPL 4 H/31	Comité d'aide aux soldats.- Formation, situation financière, envoi de colis (9 p.). Anoter : listes de soldats, carte de remerciements pour un colis. vers 1956 AD 45
263 O-SUPPL 1 K/20	Référendums.- Procès-verbaux, listes d'inscriptions des votants (11 p.). 1946-1972 AD 45

Commune de Boigny-sur-Bionne

402 O-SUPPL 4 H/16	Rapatriés. - Liste du matériel fourni (2 p.). 1962 AD 45
402 O-SUPPL 1 K/20	Référendums.- Procès-verbaux, listes d'inscription des votants (13 p.). 1945-1969 AD 45

Commune de Bondaroy

386 O-SUPPL 4 H/4	Combattants d'Afrique du Nord.- Secours : listes de souscription (2 p.). 1956-1957 AD 45
386 O-SUPPL 1 K/8	Référendums.- Procès-verbaux (8 p.). 1945-1969 AD 45

Commune de Boynes

563 O-SUPPL 4 H/1	Rapatriés : listes des logements réquisitionnés (1 p.). Sans date AD 45
-------------------	---

Commune de Bray-en-Val

541 O-SUPPL 4 H/7	Soldats d'Afrique du Nord : liste nominative (1957). FNACA, demande de recensement des combattants : correspondance (1972). 1957-1972 AD 45
541 O-SUPPL 2 I/1	Souscription en faveur des soldats d'Algérie, d'Outre-Mer et leurs familles : listes des donateurs. 1957 AD 45

Commune de Charsonville

406 O-SUPPL 4 H/24	Œuvres de guerre. - Comité local d'aide aux rappelés d'Algérie : comptabilité (1 cah.). 1956-1963 AD 45
406 O-SUPPL 1 K/17	Référendums.- Liste de votants (1 p.) (1946) ; procès-verbaux (3 p.) (1958-1962). 1946-1962 AD 45

Commune de Châtillon-sur-Loire

4 H/40	Soldats d'Afrique du Nord. - États nominatifs des membres du comité d'aide (2 p.) (vers 1956, 1960) ; listes nominatives des soldats et des rappelés (vers 1956-1963). Secours : circulaires, listes de souscription, lettres et cartes postales remerciant de l'envoi de colis, état du contenu des colis (1956-1962). 1956-1963 Commune
4 H/41	Rapatriés. - Comité d'accueil : appel du maire pour la formation du comité, états nominatifs des membres (3 p.) (vers 1962) ; listes nominatives des rapatriés (6 p.) (vers 1962). Logement, hébergement : circulaires, états de recensement des locaux disponibles, relevé nominatif des propriétaires ayant reçu un avis de réquisition, préavis individuels de réquisition, liste d'objets prêtés, correspondance (1962-1963). 1962-1963 Commune

Commune de Chevry-sous-le-Bignon

242 O-SUPPL 4 H/8	Soutien au Président de la République : correspondance. 1961 AD 45
242 O-SUPPL 2 Q/1	Sinistrés d'Orléansville (Algérie) : lettres circulaires. 1954 AD 45

Commune de Courcelles

379 O-SUPPL 2 D/10	Adresse.- Lettre du préfet transmettant les remerciements du général de Gaulle, président de la République, pour le message de confiance que lui a adressé le conseil municipal à l'occasion des événements d'Alger (1 p.). 1961 AD 45
---------------------------	--

Commune d'Engenville

479 O-SUPPL 4 H/24	Envois de colis. - Bénéficiaires : listes des militaires de la commune. 1956-1961 AD 45
479 O-SUPPL 1 K/6	Référendum.- Procès-verbaux, listes d'inscription des votants (11 p.). 1945-1962 AD 45

Commune de Fay-aux-Loges

4 H/12	Soldats. - Adresse des soldats (1 p., 1 cah.) (1) (1960-1961). Colis de Noël : composition du colis (4 p.) (1961). Lettres de remerciements (11 p.) (1961-1962). 1960-1962 Commune
4 H/13	Rapatriés. - Réquisitions de logement (1 p.). 1963 Commune

Commune de Ferrières-en-Gâtinais

4 H/14	Listes de militaires et correspondance (1956-1964). Victimes de guerre (16 p.) (1960). 1956-1964 Commune
4 H/14	Rapatriés. 1962 Commune

Commune de Fleury-les-Aubrais

415 O-SUPPL 4 H/12	Militaires. - Listes nominatives et correspondance. 1956-1961 AD 45
415 O-SUPPL 1 K/17	Référendums.- Organisation, scrutin, procès-verbaux. 1958-1962 AD 45

Commune d'Ingré

419 O-SUPPL 4 H/15	Guerre d'Algérie, plan ORSEC 1959-1969 AD 45
---------------------------	--

419 O-SUPPL 4 H/13	Contingent. - Aide aux soldats : circulaires, correspondance, liste de souscription publique en faveur des rappelés pour l'Algérie, listes de soldats. 1958 AD 45
419 O-SUPPL 1 K/13	Référendums.- Procès-verbaux. 1946-1972 AD 45
419 O-SUPPL 2 Q/2	Souscription publique en faveur des sinistrés d'Orléansville (Algérie) (1 p.). 1954 AD 45

Commune de Laas

378 O-SUPPL 2 I/1	Souscription en faveur des rappelés pour l'Algérie (1 p.). 1957 AD 45
378 O-SUPPL 1 K/20	Élection, référendums : procès-verbaux, listes d'inscription des votants (12 p.). 1945-1962 AD 45

Commune de La Ferté-Saint-Aubin

418 O-SUPPL 4 H/39	Soldats d'Afrique du Nord. - Comité d'aide : création, nomination des membres (9 p.) (1956, 1961). Envoi de secours, listes nominatives et adresses des bénéficiaires, listes des soldats qui ont remercié, cartes postales et lettres de remerciements, listes de souscription, états des dons reçus (1956-1962). 1956-1962 AD 45
--------------------	--

Commune de Ligny-le-Ribault

382 O-SUPPL 2 I/8	Souscription pour les victimes du séisme d'Orléansville (Algérie) (5 p.). 1954 AD 45
-------------------	--

Commune de Mainvilliers

32 O-SUPPL 4 H/11	Combattants.- Adresse (1 p.) Sans date AD 45
32 O-SUPPL 1 K/2	Référendums.- Liste électorale, procès-verbaux des opérations électorales (6 p.). 1945-1969 AD 45

Commune de Mareau-aux-Prés

331 O-SUPPL 4 H/8	Aide aux soldats et à leurs familles. - Circulaire, états des soldats de la commune en Algérie (3 p.). 1959 AD 45
331 O-SUPPL 2 I/1	Rapatriés d'Algérie. - Réquisition de logements : circulaire, arrêté, ordre de réquisition (3 p.). 1962 AD 45
331 O-SUPPL 1 K/10	Référendums.- Procès-verbaux (3 p.). 1958-1962 AD 45

Commune de Montcorbon

512 O-SUPPL 4 H/28	Combattants. - Liste des militaires originaires de la commune (1 p.) ; envoi de mandats (1 p.) 1956 AD 45
---------------------------	---

Commune de Neuville-aux-Bois

4 H/31	Aide aux soldats en Algérie : lettres de remerciement. 1959-1963 Commune
---------------	--

Commune d'Olivet

4 H/38	Rapatriés. - Réquisition de logement pour les rapatriés : liste nominative des rapatriés de plus de 60 ans, état numérique des rapatriés, note. 1962-1963 Commune
---------------	---

Commune d'Orléans

4939	Parrainage de Médéa (Algérie). - Décision (1956-1957). Comité Orléans - Médéa : composition et comptes rendus de réunions (1959-1961). Subventions (1959, 1961). Correspondance (1959-1964). Collectes (avec photographies) (1960-1964). 1956-1964 Commune
-------------	--

Commune d'Ormes

4 H/19	Référendum de 1961. - Certificats délivrés par les commandants d'unités engagées en Algérie attestant de l'inscription sur les "listes électorales militaires" de leurs unités de soldats originaires d'Ormes (6 p.). 1960-1961 Commune
4 H/27	Aide aux soldats. - Listes des personnes ayant souscrit pour les soldats d'Algérie (2 p.) (1956) ; états de la comptabilité (10 p.) (1959-1962) ; factures indiquant la composition des colis envoyés aux soldats d'Algérie (1956-1962)

	; décision par le conseil municipal d'envoyer des colis de Noël aux soldats en Algérie, demandes de bons pour envoyer les colis, liste des militaires originaires de la commune, article de presse concernant l'envoi de colis, circulaire (11 p.) (1961-1962). Lettres de remerciements pour les colis de Noël par les soldats (6 p.) (1961-1962). 1956-1962 Commune
4 H/20	Secours aux familles de militaires. - Circulaire relative à "l'attribution temporaire du bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie et de l'assurance maternité aux membres de la famille de certains militaires" (3 p.). 1956 Commune
4 H/24	Rapatriés. - Recensement des Français rapatriés : circulaires (3 p.) (1962). Notes concernant la présence de rapatriés sur la commune et indiquant leur domicile et leur lieu de travail (1962-1966). 1962-1966 Commune
4 H/21	Rapatriés. - Logements : enquêtes sur les logements vacants, ordres de réquisition, circulaires, correspondance. 1962-1964 Commune
4 H/22	Rapatriés. - Allocations aux rapatriés : lettres de demande de renseignements, circulaires (6 p.) (1962-1966) ; actes d'attribution d'indemnité de déménagement (10 p.) (1962-1964). 1962-1966 Commune
4 H/23	Rapatriés. - Administration : circulaire réglementant l'attribution de cartes d'identité (3 p.) (1962, 1963) ; circulaire réglementant les actes d'état civil dressés en Algérie accompagnée d'une demande d'acte passé en Algérie (4 p.) (1963) ; demande de recherches dans l'intérêt des familles (3 p.) (1964). 1962-1964 Commune
4 H/25	Rapatriés. - Elections : circulaires relatives au scrutin d'autodétermination en Algérie des personnes inscrites en Algérie et résidant en métropole (7 p.) (1962). Reclassement des agents communaux rapatriés d'Algérie : circulaires (3 p.) (1962). Remise d'armes et d'explosifs : circulaire (2 p.) (1962). 1962 Commune
4 H/26	Rapatriés. - École : avis d'attribution de classes préfabriquées avec plan d'une classe (7 p.) (1962-1963). Fournitures scolaires : facture et correspondance (4 p.) (1962-1963). Cantine scolaire : demande de renseignements sur l'école du château de la Riffaudière en vue d'y créer une cantine (1 p.) (1962) ; factures de la cantine scolaire (5 p.) (1963-1964). 1962-1964 Commune
4 H/28	Anciens combattants. - Circulaire concernant une demande de l'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord (1 p.).

	1965 Commune
--	-----------------

Commune de Pannes

4 H/19	Secours aux soldats d'Afrique du Nord. - Envoi de mandats : état des bénéficiaires (1 p.). 1961 Commune
4 H/20	Distinctions militaires. - Médaille commémorative A.F.N. : état des services et mutations de Sylvère Granjean décoré de la médaille et décédé à Villemandeur (1 p.). 1961 Commune
4 H/21	Victimes de guerre. - Pièces concernant la restitution du corps et des effets personnels de Paul Jemetz "mort pour la France" en mission aérienne à Bou Saada (Algérie) (18 p.). 1959 Commune

Commune de Patay

508 O-SUPPL 4 H/16	Soldats.- Listes nominatives (18 p.) (1956-1960). Envoi de colis (avec lettres de remerciements des soldats dont certaines sur cartes postales ou papier à en-tête de leur unité) (1956-1962). 1956-1962 AD 45
508 O-SUPPL 4 H/17	Rapatriés. - Logement et allocation vieillesse. 1962-1964 AD 45
508 O-SUPPL 1 K/6	Référendums.- Procès-verbaux et listes d'inscription des votants. 1945-1972 AD 45

Commune de Pithiviers-le-Vieil

4 H/5	Colis aux soldats : listes, correspondance. 1956 Commune
-------	--

Commune de Ramoulu

380 O-SUPPL 4 H/11	Envoi de secours aux militaires.- Lettres de remerciements (2 p.). 1959 AD 45
380 O-SUPPL 1 K/9	Référendums.- Procès-verbaux, liste des votants (10 p.). 1945-1962 AD 45

Commune de Saint-Jean-de-Braye

492 O-SUPPL 2 I/55	Travailleurs nord-africains : enquête du ministre de l'Intérieur sur le logement des familles d'ouvriers algériens (2 p.) (1958) ; correspondance (3 p.) (1956).	1956-1958 AD 45
492 O-SUPPL 4 H/180	Rapatriés. - Réquisition de logements (12 dossiers). Correspondance.	1962 AD 45
492 O-SUPPL 4 H/181	Rapatriés. - Demandes de logements (2 p.) ; correspondance (4 p.).	1962-1963 AD 45
492 O-SUPPL 4 H/182	Rapatriés. - Recensement des Français rapatriés résidant dans la commune (2 p.).	1962 AD 45
492 O-SUPPL 4 H/183	Victimes de guerre. - Décès d'un militaire (2 p.).	1961 AD 45
492 O-SUPPL 1 K/14	Référendums.- Procès-verbaux	1945-1962 AD 45

Commune de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin

330 O-SUPPL 4 H/7	Combattants d'Afrique du Nord. - Listes nominatives (11 p.) (1958-1968). Secours : état des quêtes faites pour les rappelés (1 p.) (vers 1958).	1958-1968 AD 45
330 O-SUPPL 1 K/7	Référendums.- Procès-verbaux (10 p.).	1943-1972 AD 45
330 O-SUPPL 2 I/3	Souscriptions.- Collecte en faveur des sinistrés d'Orléansville (10 p.).	1954 AD 45

Commune de Saint-Sigismond

430 O-SUPPL 4 H/13	Aide aux soldats. - Envois de mandats (1 cah.).	1956-1959 AD 45
430 O-SUPPL 4 H/14	Rapatriés. - Réquisitions de logements.	1962-1963 AD 45
430 O-SUPPL 1 K/3	Référendum.- Procès-verbaux, listes de votants (9 p.).	1945-1969 AD 45

Commune de Sceaux-du-Gâtinais

403 O-SUPPL 4 H/17	Victimes de guerre. - Dossier individuel. 1957-1958 AD 45
403 O-SUPPL 1 K/10	Référendums. - Procès-verbaux, listes d'inscription des votants. 1945-1972 AD 45

Commune de Sennely

339 O-SUPPL 4 H/16	Combattants d'Afrique du Nord. - Secours : état nominatif des membres du comité d'aide aux rappelés et combattants d'Afrique du Nord, extrait d'une délibération de l'Amicale des anciens prisonniers de guerre de Sennely, listes nominatives des soldats d'Algérie (6 p.). 1956-1963 AD 45
--------------------	--

Commune de Sigloy

401 O-SUPPL 4 H/13	Soldats d'Afrique du Nord. - Listes nominatives (2 p.) (1957), lettres de remerciements aux mandats envoyés (9 p.) (1956-1958). 1956-1958 AD 45
401 O-SUPPL 1 K/20	Référendums : procès-verbaux, listes d'inscription des votants (14 p.). 1945-1972 AD 45

Commune de Thignonville

341 O-SUPPL 4 H/6	Secours aux soldats : lettres de remerciements des mandats envoyés par la commune. 1958-1960 AD 45
341 O-SUPPL 1 K/15	Référendums. - Procès-verbaux. 1958-1962 AD 45

Commune de Tigy

510 O-SUPPL 4 H/22	Combattants : listes nominatives des soldats engagés. 1955-1962 AD 45
510 O-SUPPL 1 K/4	Référendums. - Listes d'inscription des votants, procès-verbaux des opérations électorales. 1945-1972 AD 45

Commune de Vennecy

298 O-SUPPL 4 H/19	Comité d'aide aux soldats. - Création, envoi de colis : circulaires, lettre des soldats remerciant le conseil municipal des colis reçus. 1956-1960 AD 45
298 O-SUPPL 1 K/12	Référendums : procès-verbaux, listes des votants. 1945-1962 AD 45

Commune de Villemoutiers

544 O-SUPPL 4 H/4	Combattants : listes nominatives, notes. 1959 AD 45
544 O-SUPPL 4 H/4	Rapatriés, réquisitions de logements : lettre circulaire. 1963 AD 45

Troisième partie : Archives personnelles, familiales et associatives

Fédération départementale de la Ligue des droits de l'homme

Contenu et référence

443 J 2 Dossiers de correspondances, notes, communiqués et coupures de presse. – Dont : documents relatifs aux événements d'Algérie (1959-1961).

Lieu de conservation

AD 45.

Union départementale des Syndicats Ouvriers Confédérés du Loiret

Contenu et référence

10 J 253 Manifestations pour la paix en Algérie : motions, tracts, coupures de presse (1954-1962).
Concerne en particulier : journées des 27 octobre 1960, 6 décembre 1961 et 19 décembre 1961, manifestation du 8 février 1962, manifestation à la suite de l'attentat d'Issy-les-Moulineaux le 10 mars 1962.

10 J 257 Actions Immigrés (Nord-Africains, Espagnols et Portugais) : correspondance, journaux, tracts (1954-1966).

Lieu de conservation

AD 45.

JAC (Jeunesse agricole catholique) – MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne).

Contenu et référence

542 J 153 Jeunesse ouvrière : déclaration de la JOC sur les événements d'Algérie" (mai 1956).
Don de Philippe Parou à la commune de Chevilly "au bénéfice des soldats d'Algérie originaires de la commune" (4 mai 1960). "Session-information-Algérie" : correspondance, programme (1963).

Lieu de conservation

AD 45.

Association amicale des anciens du 113e régiment d'infanterie

Contenu et référence

546 J 28 Cérémonies nationales. - Hommage aux harkis et aux forces supplétives ayant combattu pendant la guerre d'Algérie : invitations (2001-2003). Commémoration de la fin de la guerre d'Algérie et Afrique du Nord, vernissage de l'exposition nationale de la FNACA (Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie) (1997, 2003).

546 J 41 Documentation. - "Le PG-CATM", mensuel de la fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc (n° 821, n° 824, n° 828, n° 837-839, 2002-2004).

Lieu de conservation

AD 45.

Amicale des anciens combattants des 30e et 230e régiments d'artillerie de campagne et régiments frères orléanais 45e, 245e et 55e RA.

Contenu et référence

Le 30e régiment d'artillerie intègre, en avril 1956, le 2e groupe du 30e d'artillerie de la 9e DI qui participe au "maintien de l'ordre" dans la zone de l'Ouest algérois. Le régiment est dissout en 1963.

En 1956, l'amicale parraine le 2e groupe du 30e RA partant pour l'Algérie. Une aide morale et financière est alors mise en place pour soutenir les militaires engagés dans la guerre d'Algérie.

- 556 J 22 Relations avec les autres associations d'anciens combattants. - Dont : association départementale des combattants prisonniers de guerre et combattants Algérie, Tunisie, Maroc du Loiret (1995, 1999) ; fédération nationale des anciens combattants Algérie-Maroc-Tunisie (FNACA) (1990-1995, 1999-2000) ; fédération nationale des combattants prisonniers de guerre combattants d'Algérie Tunisie Maroc (FNCPG-CATM) (s.d.).
- 556 J 24 Relations avec le 30e régiment d'artillerie : correspondance du commandant Dubourg, président de l'association, avec les commandants du 30e RA en Algérie, vœux (1956-1963)
- 556 J 37 Cérémonies organisées par d'autres associations et institutions. - Dont : discours de Maxime Levert, président du comité d'entente, concernant la guerre d'Algérie (16 octobre 2000).
- 556 J 39 Commémoration de la guerre d'Algérie. - Polémique concernant la date du 19 mars 1962 : "manifeste", correspondance (2000).
- 556 J 74 Guerre d'Algérie. - Recherches d'anciens combattants en Afrique du Nord, de 1954 à 1962 : annonce parue dans "La voix du combattant" (novembre 1997), réponses et nouveaux adhérents (1997-1998), demandes de recherches auprès du bureau central d'archives administratives militaires (1991, 1997). "Textes sur la guerre d'Algérie (1954-1962)" (2004). "Les accords d'Evian", "Mars 1962 en Algérie, témoignage sur le 19 mars par le colonel François Bard", textes et illustrations extraits de la revue "Historia Magazine" de 1971 (copies, 2004). "Message relatif aux morts pour la France lors de la guerre d'Algérie [...]". "Effectifs ayant servi en Afrique du Nord, nombre de tués et blessés en Afrique du Nord" (s.d.). Journaux de marche du 30e RA pendant le conflit : dérogation de consultation du SHAT accordée à Roger Vigelle Nal (2003), copies (2 versions, 2004). Documentation sur l'Algérie (1940-1961).

Lieu de conservation

AD 45.

Association des Mutilés du Loiret

Contenu et référence

562 J 124 Documentation. - "L'Ancien d'Algérie" (1981, 1984).

Lieu de conservation

AD 45.

Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Fédération du Loiret.

Contenu et référence

- 543 J 14 Relations avec d'autres associations. – Dont : Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie (FNACA) : documentation, correspondance (18 p. pap. ms., dactyl. et impr.) (s.d., 1971-1993).
- 543 J 19 Documentation. - Autocollants "19 mars, anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie", diamètre 0,08 cm (2 p. pap. impr.) (s.d.).
- 543 J 20 Documentation. - "Grogne et rogne des combattants en Afrique du Nord (1952-1962)" (1 p. pap. impr.) (1988), "La Guerre d'Algérie, une page de l'histoire du monde" (1 p. pap. impr.) (s.d.).
- 543 J 21 Documentation. - "Campagne nationale d'aide aux soldats d'Algérie et du Sahara et à leurs familles" (1 p. pap. impr.) (s.d.).

Lieu de conservation

AD 45.

Jacques Guérol, président de l'Amicale des résistants du Loiret et du Centre**Contenu et référence**

- 574 J 3 Relations avec d'autres associations. – Dont : FNACA (Fédération nationale des anciens combattants Algérie-Maroc-Tunisie) (1983, 1988).

Lieu de conservation

AD 45.

Pierre-Armand Thiébaud (conseiller général de Briare)**Contenu et référence**

- 19 J 60452 A Commune de Briare. - Logements pour rapatriés, construction de 54 logements (avec plans et coupures de presse, 1962-1964).

Lieu de conservation

AD 45.

Marcel Reggui

Né le 30 octobre 1905 à Guelma (Algérie) ; mort le 14 mars 1996 à Paris (XIII^e arr.) ; professeur en Tunisie puis en France ; militant chrétien anticolonialiste ; militant socialiste tunisien puis du PSU ; militant associatif culturel.

Contenu et référence

- 628 J Correspondance reçue, dont thématiques liées à l'Algérie, à la guerre et aux accords d'Evian, à l'OAS.

Lieu de conservation

AD 45. Fonds non classé.

Quatrième partie : Documents iconographiques

Photographies

12 PH	Reportages photographiques sur les monuments aux morts et monuments commémoratifs, réalisés par les Archives départementales. Film inversible 24 x 36
12 PH 1306 -1308	Saint-Jean-de-la-Ruelle, rue Abbé de l'Epée. Stèle commémorative de la fin de la guerre d'Algérie.
12 PH 1460 -1465	Nancray-sur-Rimarde, cimetière. Monument aux morts des guerres de 1870-1871, 1914-1918, 1939-1945 et de la guerre d'Algérie.
12 PH 2303 -2308	Orléans, Grand-Cimetière. Monument du Souvenir français aux militaires morts sous les drapeaux en 1870, 1914-1918, 1939-1945, en Indochine, en Algérie et dans les Territoires d'Outre-Mer.
12 PH 2309 -2311	Orléans, Grand-Cimetière. Monument commémoratif en l'honneur des militaires morts sous les drapeaux en 1914-1918, 1939-1945, en Indochine, en Algérie et dans les Territoires d'Outre-Mer.
12 PH 2312 -2314	Orléans, Grand-Cimetière. Monument commémoratif en l'honneur des soldats d'Afrique morts sous les drapeaux en 1914-1918, 1939-1945, en Indochine, en Algérie et dans les Territoires d'Outre-Mer.
12 PH 2918 -2919	Gien, cimetière. Monument à la mémoire des 30 000 combattants morts pour la France pendant la guerre d'Algérie.
12 PH 3067 -3073	La Chapelle-Saint-Mesmin, cimetière. Le monument aux morts de la guerre de 1914-1918, avec plaques commémorative des guerres de 1939-1945 et d'Algérie.
12 PH 3894 -3896	Thou, cimetière. Monument aux morts des guerres de 1914-1918, 1939-1945 et guerre d'Algérie.
	20 ?? AD 45

Affiches

Fi Affiches (ex V4 23)	"Campagne nationale d'aide aux soldats d'Algérie et à leurs familles. Souscrivez. Fondation Maréchal de Lattre - 20 rue de la Boétie, Paris VIIIe." [Photo représentant un jeune soldat, avec à ses côtés un enfant.] Affiche papier 400 x 300 Reproduction en 2003 par les Archives départementales sous la référence 6 Ph 1239/10 Ph 1239. AD 45
12 FI 101	« [République française]. Décret n° 60-1299 du 8 décembre 1960 décidant de soumettre un projet de loi au référendum [Ch. de Gaulle]. Annexe. Projet de loi concernant l'autodétermination des populations algériennes et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie avant l'autodétermination.". 1960 AD 45
12 FI 102	"[République française]. Référendum. Décret n° 60-1324 du 13 décembre 1960 portant organisation du scrutin pour le référendum"; ["Les électeurs sont convoqués le 8 janvier 1961 en vue de prendre part à la consultation par voie de référendum prévue par le décret du 8 décembre 1960" [...] sur les "nécessités du maintien de l'ordre public dans les départements algériens"]. 1960 AD 45
12 FI 103	"[République française]. Allocution radiodiffusée et télévisée prononcée par le général de Gaulle, à l'Elysée, le 20 décembre 1960" [Allocution concernant la question algérienne et le vote des Français lors du référendum du 8 janvier 1961 s'il approuve, à savoir "que les populations algériennes, lorsque la paix règnera, choisissent elles-mêmes leur destin. Cela signifie : ou bien rompre avec la République française, ou bien en faire partie, ou bien s'y associer. Il est d'avance entendu que, pour ce qui la concerne, la France entérinera le choix"]. 1960 AD 45
12 FI 105	"[République française] Référendum, décret n° 62-310 du 20 mars 1962 décidant de soumettre un projet de loi au référendum [Ch. de Gaulle]. Annexe. Projet de loi concernant les accords à établir et les mesures à prendre au sujet de l'Algérie sur la base des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962. Déclaration générale du 19 mars 1962 relative à l'Algérie [traitant : 1) de l'organisation des pouvoirs publics pendant la période transitoire et des garanties de l'autodétermination. 2) de l'indépendance et de la coopération. 3) du règlement des questions militaires. 4) du règlement des litiges. 5) des conséquences de l'autodétermination]". 1962 AD 45
12 FI 161	"[République française]. Allocution radiodiffusée et télévisée prononcée par le général de Gaulle, Président de la République, le lundi 26 mars 1962, à l'Elysée". [Concerne le référendum sur "d'une part le cessez-le-feu et l'autodétermination en Algérie, d'autre part l'association de la France avec ce pays"]. 1962 AD 45

12 FI 404	" Trois questions... ... et voici les réponses." [Suite à la déclaration du général de Gaulle du 15 mai 1958, Guy Mollet, vice-président du Conseil posait à la tribune de l'Assemblée 3 questions concernant la légitimité du gouvernement, les comités de salut public en Algérie et la transmission des pouvoirs de la République. De Gaulle répond aux questions le 19 mai suivant.] ["Républicains, vous avez compris : De Gaulle renie la Constitution que le peuple Français s'est librement donnée. Pour sauver nos libertés, un seul mot d'ordre : tous unis derrière le gouvernement de la République !] 1958 AD 45
12 FI 405	"Appel du parti socialiste S.F.I.O." [La République est menacée. L'insurrection civile et militaire en Algérie et le manifeste du général de Gaulle témoignent que l'assaut contre le régime républicain est lancé.]" AD 45
12 FI 940	"Pour l'abrogation des ordonnances de misère contre le chômage et la vie chère pour de meilleurs salaires et les libertés pour la paix en Algérie et dans le Monde. Travailleurs unissez-vous. CGT [Confédération Générale des Travailleurs]. FSM (Fédération des Syndicats mondiaux] 1er mai 1959 Journée internationale de lutte des travailleurs" 1959 AD 45
12 FI 944/2	"C.G.T. Meeting F.S.M. 1er mai 1957. Journée internationale de solidarité et de lutte. Bourse du travail, à 10 h 30. Pour l'augmentation générale des salaires, traitements, pensions et retraites ; la suppression des abattements de zones ; le retour à la semaine de 40 heures sans diminution des salaires ; la défense et l'amélioration des lois sociales ; la défense des libertés ; la paix en Algérie et l'interdiction des armes atomiques. Orateur : André FAUCHEUX Cheminot, L'union locale." 1957 AD 45
12 FI 947	"1er Mai d'Unité de tous les travailleurs. Désarmement ! Bien être ! Paix en Algérie. CGT Confédération générale du travail FSM." [affiche en couleur, dessin (jaune rouge et bleu) écriture (noire et blanche) représente 5 hommes interdisant l'entrée aux armes, armements militaire et bombes et laissant le passage à des pièces représentant l'apprentissage, le transport, les crèches, les hôpitaux... à tout ce qui représente le bien être et l'amélioration de la vie]" AD 45
12 FI 954	"Confédération générale du travail. 213, rue Lafayette, Paris-Xe. Travailleurs et travailleuses qui avez lutté côte à côte. Renforcez la C.G.T. Ainsi vous rendrez plus active et plus efficace la lutte : Pour la République et les Libertés. Pour vos revendications économiques et sociales. Pour la négociation et la Paix en Algérie. Adhérez en masse à la C.G.T. Adressez-vous aux délégués, aux militants de la C.G.T. dans votre entreprise ou aux Unions locales et départementales de la C.G.T." AD 45

12 FI 961	"C.G.T. Le Pouvoir d'achat diminue... La guerre d'Algérie qui continue... La force atomique que le gouvernement crée à grands frais. Mais les profits capitalistes augmentent..." [tract pour inciter les travailleurs à adhérer à la C.G.T.] AD 45
12 FI 962	"1er mai 1960 Pour les salaires, la paix en Algérie, la défense de la laïcité. Meeting commun. Bourse du travail, 22, rue de Recouvrance, Orléans. Organisé par : l'Union Locale des Syndicats C.G.T. d'Orléans. La Fédération de l'Education Nationale Autonome. A partir de 9 heures : pointage des cartes syndicales". 1960 AD 45
12 FI 965	"C.G.T. - F.S.M. TRAVAILLEUR ! "TU VIS TROP BIEN" (F. GAILLARD). Aussi es-tu appelé à payer les frais d'une politique de guerre (Algérie et Suez) qui sert le patronat et va à l'encontre de tes intérêts" [d'un côté Bénéfices déclarés en 1954 et 1956 HUTCHINSON, MICHELIN, RENAULT, St-GOBAIN et de l'autre hausse du coût de la vie pour 1954 et 1957] AD 45
12 FI 966	"1er mai 1959 à 10 h 30 Bourse du Travail. Meeting commun. C.G.T. - F.E.N. Pour l'augmentation générale des traitements, salaires, pensions et retraites, l'abrogation des ordonnances anti-sociales, le respect des libertés et la paix en Algérie, la défense de la laïcité et de l'Ecole publique." [sur la droite, encadré "30 avril à 21 h. 30, 22, rue de Recouvrance BAL ATTRACTIONS"] 1959 AD 45
12 FI 975	"C.G.T. - F.S.M. Travailleurs. La hausse brutale et continue des prix réduit chaque jour davantage votre pouvoir d'achat. La vie chère diminue votre budget familial et, par conséquent, votre niveau de vie." [appel à la manifestation pour : l'augmentation des salaires, traitements, pensions et retraites ; - la suppression des abattements de zones ; la fixation du minimum garanti à 160 fr. ; l'augmentation des allocations familiales de 20 % ; le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques à 80 % ; la négociation, le cessez-le feu et la Paix en Algérie]. AD 45
12 FI 1998, 12 FI 1999	"F.N.A.C.A. Saint-Hilaire-Saint-Mesmin... Concours de Belote..." [Organisé par le comité local FNACA (Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie)]. AD 45
13 FI 9	"Association républicaine des Anciens Combattants du Montargois Exposition du 8 au 14 mai 1993 inclus [deux photos, la première avec le titre "L'ARAC et la guerre d'Algérie", la deuxième "19 mars 1962...Il y a 30 ans La paix en Algérie"] Centre culturel Pablo Neruda Place Jean Jaurès Châlette sur Loing Exposition..." 1993 AD 45

Bibliographie. Sitographie.

Il s'agit ici d'une sélection subjective d'ouvrages et de ressources numériques.

Ont été volontairement écartés les articles et ouvrages, très nombreux, ainsi que les recueils de souvenirs et de témoignages, traitant de la thématique de manière générale³.

Le chercheur qui voudrait avoir un panorama des publications parues consultera avec profit la bibliographie élaborée par Maurice Sarazin. Cette bibliographie recense les livres, brochures et numéros spéciaux de revues et magazines en langue française, ainsi que les articles parus dans des ouvrages collectifs, parus de 1954 à 2016 sur la guerre d'Algérie.

SARAZIN (Maurice), *Bibliographie de la guerre d'Algérie (1954-1962)*. Tome 1 : *ouvrages en langue française parus de 1954 à 2009*, Paris : Dualpha, 2011, 628 p. Tome 2 : *ouvrages en langue française parus de 2010 à 2014*, Paris : Dualpha, 2016, 454 p. Tome 3 : *Ouvrages en langue française parus en 2015 et 2016 comprenant aussi un complément au Volume 2 et la Bibliographie des ouvrages concernant l'Algérie, période française, parus de 2010 à 2016*, Paris : Dualpha, 2018, 492 p.

SARAZIN (Maurice), *666 thèses et mémoires en langue française sur la Guerre d'Algérie, 1954 1962*. – Paris : L'Harmattan, 2012, 224 p.

Voir aussi MOUMENN (Abderahmen), *Entre histoire et mémoire: les rapatriés d'Algérie : dictionnaire bibliographique*. – Gandini éditions, 2003 - 129 pages

Présentation générale de la question des rapatriés d'Algérie et bibliographie proposant quelque 950 références présentées par thèmes et par genres : rapatriés pieds-noirs, rapatriés juifs, rapatriés Français musulmans, rapports, autobiographies et mémoires, ouvrages de fiction, bandes dessinées, filmographie, sites Internet ...

Il convient par ailleurs de ne pas oublier de consulter les monographies qui retracent l'histoire des différentes communes du Loiret, on peut y trouver quelques lignes sur la période ; il en est de même des ouvrages généraux sur l'histoire du département.

Enfin, au niveau national, une page présentant quelques ressources des services d'archives sur la thématique de la guerre d'Algérie est publiée sur le site des Archives de France *FranceArchives*. Elle ne vise pas à l'exhaustivité tant le sujet est vaste, mais propose un panel de ressources qui se compose de deux parties :

- les sources d'archives à travers les guides existants ;
- les ressources culturelles et éducatives (pages d'histoire, ateliers pédagogiques, expositions itinérantes, publications).

Cette page est consultable l'adresse <https://francearchives.fr/fr/article/599788358>.

³ Pour une présentation générale de l'historiographie de la guerre d'Algérie, voir la fiche « Mémoires et histoire de la guerre d'Algérie » diffusée par Sébastien LEDOUX sur le site de l'Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe (EHNE) <https://ehne.fr/fr/programmes-du-lycee/terminale-spécialité-histoire/thème-3-histoire-et-mémoires/jalons/mémoires-et-histoire-de-la-guerre-d'algérie>

1. Recherches universitaires

CAT-BERRO (Francis), *L'immigration à Orléans et à Tours entre 1954 et 1970, étude comparée*.
[AD 45 BH M 1311]

CHAMAILLARD (Laurent), *Les associations d'anciens combattants d'Algérie dans le Loiret (1962-1982)*. – Orléans : université d'Orléans, année universitaire 1992-1993. - 136-27 p. - (Mémoire de maîtrise, histoire contemporaine).
[AD 45 BH M 2376]

FOUASSIER (Véronique), *Mesures d'accueil et d'insertion des rapatriés d'Algérie dans le Loiret, 1962-1963*. – Orléans : université Orléans, année universitaire 1991-1992. - 170 p. - (Mémoire de maîtrise, histoire contemporaine).
[AD 45 BH M 2283]

PARAISO (José-Victor), *La population étrangère dans le Loiret de 1946 à 1975*. - Orléans : université d'Orléans, 1981. - 145 p. - (Mémoire de maîtrise d'histoire).
[AD 45 BH M 1625]

« Mémoires de la guerre d'Algérie : témoignages et formations à Orléans », déploiement du programme mémoriel sur la guerre d'Algérie, 11 avril 2019, ONACVG.
Article disponible à l'adresse <https://www.onac-vg.fr/actualites/memoires-de-la-guerre-algerie-temoignages-et-formations-orleans>

2. Mémoires de la guerre

POUILLOT (Henri), *La Villa Susini - Tortures en Algérie, un appelé parle (juin 1961-mars 1962)*. – Tirésias, 2001. -152 p.

Henri Pouillot est né le 15 mars 1938 à Neuvy-en-Sullias (Loiret). Issu d'une famille modeste d'origine solognote, il est le dixième de onze enfants. Grâce à une bourse d'études, il obtient le baccalauréat et termine sa carrière comme ingénieur. Il parle et témoigne sur la torture en Algérie de juin 1961 à mars 1962 ; ces atrocités se déroulaient à la Villa Sésini communément nommée Villa Susini.

"Un ancien combattant du Loiret témoigne sur la torture en Algérie", in : *La République du Centre*, 5 décembre 2013.

Article disponible à l'adresse https://www.larep.fr/orleans-45000/actualites/un-ancien-combattant-du-loiret-temoigne-sur-la-torture-en-algerie_1790360/

« Appel à témoignages "La guerre d'Algérie vue du Loiret" », *La République du Centre*, 24 octobre 2014

Article disponible à l'adresse https://www.larep.fr/orleans-45000/actualites/appele-a-temoignages-la-guerre-d-algerie-vue-du-loiret_11195164/

GUEROULT (François), « Dans le Loiret, l'Union nationale des combattants rend hommage au général Massu », *France Bleu Orléans*, 8 avril 2018

Article disponible à l'adresse <https://www.francebleu.fr/infos/societe/dans-le-loiret-l-union-nationale-des-combattants-rend-hommage-au-general-massu-1522998997>

« Cet ancien appelé de la guerre d'Algérie a reçu la médaille militaire au cours de la cérémonie », *La République du Centre*, 12 novembre 2021

Article disponible à l'adresse https://www.larep.fr/sully-sur-loire-45600/actualites/cet-ancien-appelle-de-la-guerre-dalgerie-a-recu-la-medaille-militaire-au-cours-de-la-ceremonie_14043656/

Site internet « Sépultures de la Guerre d'Algérie », réalisé par la FNACA.

Recherche par nom ou par département.

Accessible à l'adresse <http://sepulturesguerredalgerie.com/>

Site internet « Les monuments aux morts. France - Belgique - Autres pays », réalisé par l'université de Lille.
Recherche par nom, par conflit ou par département.

Recherche pour le Loiret accessible à l'adresse [https://monumentsmorts.univ-lille.fr/cartographie/?pays=1&departement=Loiret&type_commemoration\[\]=5&event_start_date=1833&event_end_date=2023&type_search=advanced_search](https://monumentsmorts.univ-lille.fr/cartographie/?pays=1&departement=Loiret&type_commemoration[]=5&event_start_date=1833&event_end_date=2023&type_search=advanced_search)

Site internet de l'Association des Anciens de l'Ecole des Transmissions, Montargis.

Accessible à l'adresse <http://www.asso-aaet.fr/>

En 1958, pour faire face aux événements, l'Ecole d'Application des Transmissions (EAT) de Montargis arrête l'instruction quelques semaines et met sur pied le « Détachement L ». C'est l'origine de la 21ème Compagnie de Transmissions qui est créée en 1961 et qui s'installe à Pannes près de Montargis. Sa mission est de fournir les moyens transmissions au Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre en cas de crise, mais aussi d'aider à la formation des stagiaires de l'EAT.

« Des Pieds-noirs contraints de quitter l'Algérie : récit du Vinolien Christian Rossello-Gilles », *La Nouvelle République*, 31 juillet 2022.

Rapatriement à Meung-sur-Loire

Article disponible à l'adresse <https://www.lanouvellerepublique.fr/loir-et-cher/commune/vineuil-41/des-pieds-noirs-contraints-de-quitter-l-algerie-recit-du-vinolien-christian-rossello-gilles>

MILLION (Clément), « La mémoire de la Grande Guerre à travers les odonymes en France », in : *EchoGéo*, 53, 2020.

Accessible à l'adresse <https://journals.openedition.org/echogeo/20087>

Développement sur le sens de la dénomination «avenue de la paix en Algérie » inaugurée à Chécy.

BERTHELEMY (Michel) « Réfractaires à la guerre d'Algérie : la préface de Jean-Jacques de Felice au livre d'Erica Fraters », 2 octobre 2022.

Article disponible sur le site de l'Association des Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre <http://www.4acg.org/Preface-de-Jean-Jacques-de-Felice-au-livre-d-Erica-Fraters-Refractaires-a-la>

Publication de la préface où Jean-Jacques de Felice écrit : « Permettez-moi de me souvenir de la campagne électorale de 1956. Mon père était alors candidat « mendésiste », donc « de gauche », dans le Loiret, et je l'accompagnais dans ses tournées. Un jour, à Artenay, je vis un notable, notaire si je me souviens bien, tel un bouc au comble de l'excitation, agiter un drapeau français et hurler au cours de cette réunion publique, pourtant organisée sur le thème de la paix en Algérie : « Nous en faisons le serment, jamais nous ne descendrons le drapeau de la France dans nos départements d'Algérie et, à partir d'aujourd'hui, nous mènerons une guerre implacable contre eux, les terroristes, les fellagas, les ratons, toute cette vermine... » Tous les assistants, bons cultivateurs français, paraissaient unanimes : il fallait faire la guerre. Et, quelques mois plus tard, la gauche votait les « pouvoirs spéciaux » et envoyait des dizaines, voire des centaines de milliers d'appelés et de rappelés vers une guerre inavouable. Aujourd'hui encore, ceux qu'on a mobilisés hésitent à témoigner. ».

3. Mémoires harkies

Site internet de l'Etat français « Les harkis : le site dédié aux harkis et autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local » : <https://harkis.gouv.fr/>.

Témoignages

Témoignage de Tahar Boukhetache, harki, porte drapeaux des Harkis du Loiret, hébergé à la cité de l'Herveline, 28 novembre 2010.

Article disponible à l'adresse <https://www.paperblog.fr/3889119/harkis-le-fatalisme-de-tahar-b-un-ancien-harki/>

« Témoignage de Belkacem Chaouaou arrivé à l'Herveline », 6 décembre 2018.

Article disponible à l'adresse <https://www.harkisdordogne.com/recit-du-temoignage-de-mr-chaouaou-belkacem-arrive-a-l-herveline-a-l-age-de-10-ans-en-1963>

Voir aussi « Belkacem Chaouaou, fil de harki et fier de l'être », *La République du Centre*, 19 mars 2010.

Article disponible à l'adresse https://tenes.info/nostalgie/BOURGLASTIC/Belkacem_CHAOUAOU

Voir aussi l'article publié par *la République du Centre* le 24 janvier 2020 lors du décès de Belkacem Chaouaou.

Article disponible à l'adresse <https://www.larep.fr/ingre-45140/actualites/l-ingreen-belkacem-chaouaou-fils-de-harki-est-decede-13730406/>

« Témoignage recueilli auprès d'une femme de harki ayant vécu cité de l'Herveline de 1967 à 1978 », in : *Le Kiosque Semeyen*, bulletin d'information de la commune de Semoy, n°26, janvier 2014, p.14-16.

Reconnaissance

« Harkis du Loiret, le 27 janvier 1989... Grève de la faim », 24 décembre 2008.

Article disponible à l'adresse <https://www.paperblog.fr/1505857/harkis-du-loiret-le-27-janvier-1989-greve-de-la-faim-la-mere/>

« A Orléans, les harkis veulent être "des Français comme les autres" », *France 3 Centre-Val de Loire*, 12 mai 2015.

Article disponible à l'adresse <https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/2015/05/12/orleans-les-harkis-veulent-etre-des-francais-comme-les-autres-723415.html>

« Ingré. Le square dédié aux harkis a été inauguré » [Association ingréenne Aurès Loiret], *La République du Centre*, 13 novembre 2018.

Article disponible à l'adresse <https://www.larep.fr/ingre-45140/actualites/le-square-dedie-aux-harkis-a-ete-inaugure-13050004/>

« La communauté des harkis en émoi suite à un acte de vandalisme commis à Ingré », *La République du Centre*, 7 juin 2019.

Article disponible à l'adresse <https://www.larep.fr/orleans-45000/actualites/la-communaute-des-harkis-en-emoi-suite-a-un-acte-de-vandalisme-commis-a-ingre-13578845/>

« Ingré. Des gerbes de fleurs à la mémoire des Harkis », *La République du Centre*, 16 mai 2021.

Article disponible à l'adresse <https://www.larep.fr/ingre-45140/actualites/des-gerbes-de-fleurs-a-la-memoire-des-harkis-13953824/>

« Ingré. On est un exemple d'intégration », *La République du Centre*, 15 juin 2021.

Article disponible à l'adresse <https://www.larep.fr/ingre-45140/actualites/on-est-un-exemple-dintegration-13967916/>

GUEROULT (François), « 60 ans des accords d'Évian : les harkis demandent la reconnaissance de la cité de l'Herveline à Semoy », *France Bleu Orléans*, 18 mars 2022

Article disponible à l'adresse <https://www.francebleu.fr/infos/societe/60-ans-des-accords-d-evian-les-harkis-demandent-la-reconnaissance-de-la-cite-de-l-herveline-a-semoy-1647426411>

« On nous a mis à l'écart à la cité de l'Herveline, à Semoy : un fils de harki raconte ses premières années en France », *La République du Centre*, 25 septembre 2022.

Témoignage de Saïd Balah.

Article disponible à l'adresse <https://www.larep.fr/orleans-45000/actualites/on-nous-a-mis-a-l-ecart-a-la-cite-de-l-herveline-a-semoy-un-fils-de-harki-raconte-ses-premier-annes-en-france-14190658/>

« Harkis : les indemnisations ouvertes à 45 anciens sites d'hébergement, dont un à Semoy, dans le Loiret », *La République du Centre*, 16 mai 2023.

Article disponible à l'adresse <https://www.larep.fr/orleans-45000/actualites/harkis-les-indemnisations-ouvertes-a-45-anciens-sites-d-hebergement-dont-un-a-semoy-dans-le-loiret-14310469/>

« « Un endroit affreux » : 60 ans après, les Harkis parqués de la Cité de l'Herveline peuvent enfin demander réparation », *France 3 Centre-Val de Loire*, 19 mai 2023.

Article disponible à l'adresse <https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/loiret/un-endroit-affreux-60-ans-apres-les-harkis-parques-de-la-cite-de-l-herveline-peuvent-enfin-demander-reparation-2775862.html> .

« Loiret : la cité de l'Herveline à Semoy, ancien site d'hébergement de harkis, enfin reconnu par l'Etat », *France Bleu Orléans*, 22 mai 2023.

Article disponible à l'adresse <https://www.francebleu.fr/infos/societe/loiret-la-cite-de-l-herveline-a-semoy-ancien-site-d-hebergement-de-harkis-enfin-reconnu-par-l-etat-6109915>

Associations

Association « Harkis du Loiret » : défense des intérêts des harkis, de leurs veuves et de leurs enfants, devoir de mémoire, reconnaissance, justice et réparation, solidarité avec le monde combattant.

Site internet <http://2id-harkis.over-blog.com/>

« Les Harkis du Loiret au top du devoir de mémoire ! », 6 mai 2013.

Article disponible à l'adresse <https://www.paperblog.fr/6372844/les-harkis-du-loiret-au-top-du-devoir-de-memoire/>

Association Aurès-Loiret, déclarée le 30 mai 2005 (10 rue des Abeilles, 45140 Ingré): sauvegarder, développer et promouvoir la culture chaouia sous tous ses aspects (linguistique, littéraire, artistique, etc.) tant en France qu'à travers le monde ; favoriser la création et la production dans les domaines linguistiques, littéraire, artistique....